



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 octobre 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 23rd, 1954

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
31753 — 1-52

### Lettres patentes

(P.G. 12237-54)

Cadotte & Demers Ltée  
Cadotte & Demers Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1954, constituant en corporation: Raoul Demers, vendeur, Gérard Cadotte, comptable, tous deux de Granby, district judiciaire de Bedford, et Wilfrid Cadotte, gérant, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de machines à coudre de toutes sortes et leurs accessoires, ainsi que tous autres appareils d'utilité domestique, sous le nom de "Cadotte & Demers Ltée — Cadotte & Demers Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

### Letters Patent

(A.G. 12237-54)

Cadotte & Demers Ltée  
Cadotte & Demers Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1954, incorporating: Raoul Demers, salesman, Gérard Cadotte, accountant, both of Granby, judicial district of Bedford, and Wilfrid Cadotte, manager, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of sewing machines and their accessories, as well as all other appliances for domestic use, under the name of "Cadotte & Demers Ltée — Cadotte & Demers Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12285-54)

**Canaraga Corporation Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1954, constituant en corporation: Jean-Pierre Nantel, Maurice Cardinal, commerçants, de Ville Saint-Laurent, Bernard Nantel, avocat, de Westmount, Roger Ranger, gérant, de Montréal, et Émile Gauvreau, gérant, de Dorval, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de toutes marchandises pouvant faire l'objet d'un commerce de restaurant, sous le nom de "Canaraga Corporation Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400, boulevard Décarie, Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12285-54)

**Canaraga Corporation Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1954, incorporating: Jean-Pierre Nantel, Maurice Cardinal, dealers, of Ville Saint-Laurent, Bernard Nantel, advocate, of Westmount, Roger Ranger, Manager, of Montreal, and Émile Gauvreau, manager, of Dorval, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all merchandise which for the purposes of a restaurant, under the name of "Canaraga Corporation Ltd", with a total capital stock of \$40,000 divided into 30,000, common shares of a par value of \$1 each and into 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Boulevard Décarie, Ville Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 11129-54)

**Centre Récréatif de St-Honoré**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Harvey, marchand, Antoine Gravel, Réal Gravel, menuisiers, Edmond-Louis Lagacé, Arthur Belley, Georges Guay, cultivateurs, Edgar Gravel, contremaître, Chs-Ed. Gaudreault, camionneur, Louis-Joseph Harvey, commis, et Jean Fortin, professeur, tous de Saint-Honoré, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Grouper et diriger des membres dans le but de les intéresser individuellement et collectivement au bien-être et à la culture morale, intellectuelle et physique des enfants et des jeunes gens, sous le nom de "Centre Récréatif de St-Honoré".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Honoré, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11129-54)

**Centre Récréatif de St-Honoré**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Harvey, merchant, Antoine Gravel, Réal Gravel, joiners, Edmond-Louis Lagacé, Arthur Belley, Georges Guay, farmers, Edgar Gravel, foreman, Chs. Ed. Gaudreault, truck-driver, Louis-Joseph Harvey, clerk, and Jean Fortin, professor, all of Saint-Honoré, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To group and direct members for the purposes of interesting them individually and collectively in the moral, intellectual and physical culture of children and youth, under the name of "Centre Récréatif de St-Honoré."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Honoré, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12248-54)

**Chez Parée Lingerie Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1954, constituant en corporation: Martin Israelovitch, Isidore Israelovitch, marchands, et Abraham Jacob Rosenstein,

(A.G. 12248-54)

**Chez Parée Lingerie Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1954, incorporating: Martin Israelovitch, Isidore Israelovitch, merchants, and Abraham Jacob Rosenstein, advocate, all

avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements de lingerie, sous le nom de "Chez Parée Lingerie Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11748-54)

**Club de la Sécurité Routière du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1954, constituant en corporation: J.-Uldéric Bergeron, contremaitre, Jos Coulombe, commis comptable, tous deux d'Arvida, et Ray Maynard, gérant de ventes et de publicité, de Jonquières, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

La prévention générale des accidents de la route, sous le nom de "Club de la Sécurité Routière du Québec".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12319-54)

**Crémazie Building Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1954, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, et Éthel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles, sous le nom de "Crémazie Building Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12211-54)

**Dumont Nickel Corporation  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1954, constituant en corporation: Ulric Gariépy, employé civil retraité, Gaston Duval, comptable, et Lorenzo Gauthier,

of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments and lingerie under the name of "Chez Parée Lingerie Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 11748-54)

**Club de la Sécurité Routière du Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Uldéric Bergeron, foreman, Jos Coulombe, accountant clerk, both of Arvida, and Ray Maynard, manager of sales and publicity, of Jonquières, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To generally prevent accidents on the highway under the name of "Club de la Sécurité Routière du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12319-54)

**Crémazie Building Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1954, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, advocates and Queen's Counsel, of Westmount, and Éthel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immovables, under the name of "Crémazie Building Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12211-54)

**Dumont Nickel Corporation  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-second day of September, 1954, incorporating: Ulric Gariépy, retired civil servant, Gaston Duval, accountant, and

photographe, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Dumont Nickel Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$6,000,000, divisé en 6,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN,

Lorenzo Gauthier, photographer, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Dumont Nickel Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$6,000,000 divided into 6,000,000, shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12282-54)

**Eastree Lumber & Builders Supplies Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1954, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce bois et de matériaux de construction et agir comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Eastree Lumber & Builders Supplies Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12282-54)

**Eastree Lumber & Builders Supplies Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1954, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood and building materials and to operate as builders and contractors, under the name of "Eastree Lumber & Builders Supplies Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at l'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 47814-53)

**Finance Locale Inc.  
(Local Finance Inc.)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1954, constituant en corporation: J.-Claude Beaudet, Rock Beaudet, tous deux commerçants, et Béatrice Doucet, comptable, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter en général des services de crédit, sous le nom de "Finance Locale Inc. (Local Finance Inc.)", avec un capital total de \$225,000, divisé en 7,500 actions communes de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 47814-53)

**Finance Locale Inc.  
(Local Finance Inc.)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1954, incorporating: J.-Claude Beaudet, Rock Beaudet, both tradesmen, and Béatrice Doucet, accountant, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To operate general credit services under the name of "Finance Locale Inc. (Local Finance Inc.)", with a total capital stock of \$225,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12367-54)

**Gaspé Théâtres Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

(A.G. 12367-54)

**Gaspé Théâtres Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

vingt-deux septembre 1954, constituant en corporation: Roger Létourneau, c.r., avocat, de Sillery, Renault St-Laurent, c.r., Jean-Charles Cantin, Jean Leahy, Gaston Riverin, avocats, et Marie-Emma Potvin, sténographe, célibataire, ces cinq derniers de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents, propriétaires, exploitants et gérants de théâtres, sous le nom de "Gaspé Théâtres Limited", avec un capital total de \$200,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

second day of September, 1954, incorporating: Roger Létourneau, Q.C., advocate, of Sillery, Renault St-Laurent, Q.C., Jean-Charles Cantin, Jean Leahy, Gaston Riverin, advocates, and Marie-Emma Potvin, stenographer, spinster, the latter five of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as agents, proprietors, dealers and managers of theatres, under the name of "Gaspé Théâtres Limited", with a total capital stock of \$200,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each and into 1,850 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12281-54)

**Goleb Merchandising Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises faites en tout ou en partie de métal, alliage, caoutchouc, cuir, papier, bois, nylon, textiles, plastique, verre et minéraux, sous le nom de "Goleb Merchandising Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7780, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12281-54)

**Goleb Merchandising Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary spinster, both of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made wholly or partly of metal, an alloy, rubber, leather, paper, wood, nylon, textiles, plastic, glass and minerals, under the name of "Goleb Merchandising Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7780, Casgrain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12094-54)

**Gonthier & Gagnon Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1954, constituant en corporation: J.-Éloi Gervais, Damase Brissette, avocats, de Longueuil, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Bâtir, ériger, construire des maisons, dépendances et tous autres genres d'édifices publics ou privés; agir comme entrepreneurs en construction ou comme sous-entrepreneurs et exercer le commerce matériels de construction, sous le nom de "Gonthier & Gagnon Cie Ltée", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12094-54)

**Gonthier & Gagnon Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1954, incorporating: J.-Éloi Gervais, Damase Brissette, advocates, of Longueuil and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build, erect, construct houses, dependencies and all other types of public or private buildings; to operate as building contractors or sub-contractors and to deal in building material, under the name of "Gonthier & Gagnon Cie Ltée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12343-54)

**Imprimerie J.-E. Bérard Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1954, constituant en corporation: J.-Eugène Bérard, marchand, Colette S. Bérard, ménagère, épouse séparée de biens de J.-Eugène Bérard et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Arthur R. Denoncourt, gérant, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer dans tous ses domaines un commerce d'imprimerie, d'impressions et de publications de tous genres, et spécialement la publication de journaux, sous le nom de "Imprimerie J.-E. Bérard Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1209, 5ième rue, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12343-54)

**Imprimerie J.-E. Bérard Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1954, incorporating: J. Eugène Bérard, merchant, Colette S. Bérard, housewife, wife separate as to property of J. Eugène Bérard and duly authorized by him for the present purposes, and Arthur R. Denoncourt, manager, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on, in all its phases, the business of printing, stamping and publications of all kinds, and especially the publishing of newspapers, under the name of "Imprimerie J.-E. Bérard Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1209, 5th Street, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12169-54)

**Jalbert Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1954, constituant en corporation: Berthe Jalbert, serveuse, fille majeure, Marielle Jalbert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Sicotte, et François Sicotte, électricien, tous de Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles de maison et de propriétés immobilières, sous le nom de "Jalbert Realities Inc.", avec un capital total de \$110,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12169-54)

**Jalbert Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1954, incorporating: Berthe Jalbert, server, spinster, Marielle Jalbert, housewife, wife separate as to property of Louis Sicotte and François Sicotte, electrician, all of Saint-Lambert, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture for the home and in real estate under the name of "Jalbert Realities Inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12249-54)

**J. Gaston Forand Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1954, constituant en corporation: J.-Gaston Forand, agent, Fernande Lamoureux Forand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Gaston Forand et dûment autorisée par lui et Jean-Claude Côté, contremaître, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Opérer une avance de bière Molson sujet aux lois et règlements de la Commission des Liqueurs du Québec, sous le nom de "J. Gaston Forand Inc.", avec un capital total de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

(A.G. 12249-54)

**J. Gaston Forand Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1954, incorporating: J. Gaston Forand, agent, Fernande Lamoureux Forand, housewife, wife separate as to marriage contract of the said J. Gaston Forand and duly authorized by him, and Jean-Claude Côté, foreman, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To operate a depot for Molson beer subject to the laws and by-laws of the Quebec Liquor Commission of Quebec, under the name of "J. Gaston Forand Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12422-54)

**J. P. Nolet Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Nolet, courtier en immeubles, Jeannine Guilbault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Nolet et dûment autorisé par ce dernier aux fins des présentes, et Roland DesRoches, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de "J. P. Nolet Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1459, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12344-54)

**La Cie d'Aqueduc de St-Léon de Standon**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1954, constituant en corporation: David Robitaille, médecin, Donat Audet, marchand, et Amédée Rouillard, camionneur, tous de Saint-Léon de Standon, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Acquérir un système d'aqueduc, sous le nom de "La Cie d'Aqueduc de St-Léon de Standon", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Léon de Standon, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12253-54)

**Le Centre Médical du Nord Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1954, constituant en corporation: Paul-H. Levesque, avocat, de ville Mont-Royal, Marin Dion, avocat, d'Outremont, Alcide Grenon, comptable, Jacques Trempe, publiciste, et Pierrette Laplante, secrétaire, fille majeure, ces trois derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder des immeubles pour y loger des médecins ou autres membres de la profession médicale, sous le nom de "Le Centre Médical du Nord Ltée", avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 750

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12422-54)

**J. P. Nolet Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1954, incorporating: Jean-Paul Nolet, real estate broker, Jeannine Guilbault, housewife, wife common as to property of the said Jean-Paul Nolet and duly authorized by the latter for these present purposes, and Roland DesRoches, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company under the name of "J. P. Nolet Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1459 Bélanger Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12344-54)

**La Cie d'Aqueduc de St-Léon de Standon**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1954, incorporating: David Robitaille, physician, Donat Audet, merchant, and Amédée Rouillard, truck-driver, all of Saint-Léon de Standon, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To acquire a system of waterworks, under the name of "La Cie d'Aqueduc de St-Léon de Standon", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Léon de Standon, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12253-54)

**Le Centre Médical du Nord Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1954, incorporating: Paul H. Levesque, advocate, of the Town of Mount Royal, Marin Dion, advocate, of Outremont, Alcide Grenon, accountant, Jacques Trempe, publicist, and Pierrette Laplante, secretary, spinster, the latter three of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To possess immovables in which to lodge physicians or other members of the medical profession under the name of "Le Centre Médical du Nord Ltée", with a capital stock divided into

actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12213-54)

**Le Club de Hockey "Les Trois-Rivières" Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: J.-André Sirois, garagiste, Herman Renaud, ajusteur, Paul Désilets, agent, Jacques Béliveau, manufacturier, et Yves Gabias, avocat, tous des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Maintenir et diriger un club de hockey en la cité des Trois-Rivières et promouvoir ce sport dans la communauté des citoyens des Trois-Rivières et du district, sous le nom de "Le Club de Hockey "Les Trois-Rivières" Limitée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12271-54)

**Le Comptoir Moderne Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1954, constituant en corporation: Louis Reid, commerçant, Marcel Robert, comptable, tous deux de Jonquière, et René Tremblay, hôtelier, de Kénogami, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme charcutier, épiciier et boucher, sous le nom de "Le Comptoir Moderne Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 400 actions de \$75 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11085-54)

**Les Loisirs de St-Pie Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1954, constituant en corporation: Pierre Charlebois, chapelier, Émile Cordeau, comptable, et Georges Petit, directeur de funérailles, tous du village de St-Pie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire prendre connaissance du problème des loisirs aux parents et à toute personne inté-

2,000 common shares of no par value and into 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12213-54)

**Le Club de Hockey "Les Trois-Rivières" Limitée**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: J.-André Sirois, garage-keeper, Herman Renaud, appraiser, Paul Désilets, agent, Jacques Béliveau, manufacturer, and Yves Gabias, advocate, all of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To maintain and direct a hockey club in the city of Trois-Rivières and to promote this sport within the community of citizens of Trois-Rivières and district, under the name of "Le Club de Hockey "Les Trois-Rivières" Limitée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12271-54)

**Le Comptoir Moderne Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1954, incorporating: Louis Reid, dealer, Marcel Robert, accountant, both of Jonquière, and René Tremblay, hotel-keeper, of Kénogami, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a delicatessen-keeper, grocer and butcher, under the name of "Le Comptoir Moderne Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 400 shares of \$75 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 11085-54)

**Les Loisirs de St-Pie Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Charlebois, hatter, Émile Cordeau, accountant, and Georges Petit, funeral director, all of the village of St-Pie, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To help parents become acquainted with recreational problems and all persons interested

ressée à l'éducation des enfants, sous le nom de "Les Loisirs de St-Pie Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera au village de St-Pie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-0 C. E. CANTIN.

(P.G. 12306-54)

**Les Meubles Chez Henri Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1954, constituant en corporation: Gérald Ryan, avocat, de Noranda, Simone Séguin et Denise Corriveau, secrétaires, filles majeures, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de marchands de meubles et de fournitures de maison, sous le nom de "Les Meubles Chez Henri Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-0 C. E. CANTIN.

(P.G. 12255-54)

**Lucien A. Foisy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1954, constituant en corporation: Lucien A. Foisy, agent de Molson's Brewery Limited, Madame Cécile Naud Foisy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien A. Foisy et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Léopold Foisy, comptable, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Agir comme distributeur de "Molson's Brewery Limited", sous le nom de "Lucien A. Foisy Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-0 C. E. CANTIN.

(P.G. 12446-54)

**Magasin Continental (St-Félicien) Ltée  
Continental Store (St-Félicien) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1954, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Lorenzo

in the education of children under the name of "Les Loisirs de St-Pie Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be in the village of St-Pie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12306-54)

**Les Meubles Chez Henri Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1954, incorporating: Gérald Ryan, advocate, of Noranda, Simone Séguin and Denise Corriveau, secretaries, spinners, of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To deal generally as merchants of household furniture and supplies under the name of "Les Meubles Chez Henri Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and into 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12255-54)

**Lucien A. Foisy Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1954, incorporating: Lucien A. Foisy, agent for Molson's Brewery Limited, Madame Cécile Naud Foisy, housewife, wife separate as to property of the said Lucien A. Foisy, and duly authorized by the latter for these present purposes, and Léopold Foisy, accountant, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To operate as distributor of "Molson's Brewery Limited", under the name of "Lucien A. Foisy Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 8,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12446-54)

**Magasin Continental (St-Félicien) Ltée  
Continental Store (St-Félicien) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1954, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, Lorenzo Brisson, mer-

Brisson, commerçant, et Jacqueline Savard, caissière, fille majeure, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises sèches, nouveautés, tissus, produits synthétiques, articles de ménage et ustensiles de maison, articles de ferronnerie et de quincaillerie, épicerie, bonbons, liqueurs douces, articles de fumeurs, journaux, revues, feuilles de musique, jouets, articles de toilette et remèdes brevetés, accessoires électriques, articles de librairie, articles de sport, bibelots et exploiter des restaurants et salles d'amusements, sous le nom de "Magasin Continental (St-Félicien) Ltée — Continental Store (St-Félicien) Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 427, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12039-54)

**Mde Laure Fortin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1954, constituant en corporation: Joseph-Antonio Fortin, marchand, Madame Antonio Fortin, marchande, et Léo Gauthier, comptable, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises sèches de toutes sortes, sous le nom de "Mde Laure Fortin Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12072-54)

**Mercantile Finance Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1954, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi de la Reine, Robert Dulude, avocat, et Hélène St-Denis, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de finance, sous le nom de "Mercantile Finance Corporation Ltd.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

chant, and Jacqueline Savard, cashier, spinster, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, novelties, fabrics, synthetic products, household goods and utensils, iron works and hardware, groceries, candies, soft drinks, smokers' supplies, newspapers, magazines, music sheets, toys, toilet requisites and patent medicines, electrical appliances, stationery, sport goods, knick-knacks and operate restaurants and recreational halls, under the name of "Magasin Continental (St-Félicien) Ltée — Continental Store (St-Félicien) Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 427 Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12039-54)

**Mde Laure Fortin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of September, 1954, incorporating: Joseph-Antonio Fortin, merchant, Madame Antonio Fortin, merchant, and Léo Gauthier, accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in drygoods of all kinds under the name of "Mde Laure Fortin Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12072-54)

**Mercantile Finance Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-first day of September, 1954, incorporating: Lucien Roux, advocate and Queen's Counsel, Robert Dulude, advocate, and Hélène St-Denis, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a finance company under the name of "Mercantile Finance Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$5 each and into 8,000 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12417-54)

**Modern Business Forms Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1954, constituant en corporation: Roméo-Jules Bédard, imprimeur, Jean-Paul Bédard, comptable, et Pauline Bédard, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce général de la papeterie, sous le nom de "Modern Business Forms Limited", avec un capital total de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 46, rue Fleurie, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12417-54)

**Modern Business Forms Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1954, incorporating: Roméo-Jules Bédard, printer, Jean-Paul Bédard, accountant, and Pauline Bédard, spinster, all of the city and judicial district of Quebec for the following purposes:

To manufacture and carry on the general business of stationery, under the name of "Modern Business Forms Limited", with a total capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 46, Fleurie Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12366-54)

**Modern Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1954, constituant en corporation: Joseph-William Weldon, c.r., avocat, de Westmount, John Fetherstonhaugh, avocat, et Audrey Madeline Arnup, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des terrains et bâtisses et agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Modern Development Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12366-54)

**Modern Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1954, incorporating: Joseph-William Weldon, Q.C., advocate, of Westmount, John Fetherstonhaugh, advocate, and Audrey Madeline Arnup, secretary, spinster, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal in lands and buildings and operate as builders and general contractors, under the name of "Modern Development Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12097-54)

**Pan American Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1954, constituant en corporation: Thomas James Northcutt, agent de développement d'immeubles, d'Atlanta, Georgie, U.S.A., Max Michael Silberman, marchand, de Brooklyn, New York, U.S.A., et Rita Denoncourt, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers et entrepreneurs pour la construction, sous le nom de "Pan American Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12097-54)

**Pan American Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1954, incorporating: Thomas James Northcutt, Real estate Developer, of Atlanta, Georgia, U.S.A., Max Michael Silberman, merchant, of Brooklyn, New-York, U.S.A., and Rita Denoncourt, Secretary, spinster in use of her rights, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advisors and contractors for construction work, under the name of "Pan American Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 11921-54)

**Pépinière Côte de Liesse Nursery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juillet 1954, constituant en corporation: Jean Fillion, c.r., avocat, de Ville Mont-Royal, Thérèse Goyette, secrétaire, fille majeure de, Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Pauline Frenette, secrétaire, fille majeure, de Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pépiniériste, sous le nom de "Pépinière Côte de Liesse Nursery Inc.", avec un capital total de \$43,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois juillet 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11921-54)

**Pépinière Côte de Liesse Nursery Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of July, 1954, incorporating: Jean Fillion, Q.C., advocate of the town of Mount-Royal, Thérèse Goyette, secretary, spinster of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Pauline Frenette, secretary, spinster, of Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of nurserymen, under the name of "Pépinière Côte de Liesse Nursery Inc.", with a total capital stock of \$43,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$1 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 12286-54)

**Robert Côté & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1954, constituant en corporation: Robert Côté, plombier, Germaine Côté, ménagère, épouse commune en biens de Robert Côté et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Marcel Côté, étudiant, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer les métiers, commerces, entreprises ou industries se rapportant à la plomberie, au chauffage, à la ventilation, aux couvertures ou à tous autres ouvrages identiques, sous le nom de "Robert Côté & Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12286-54)

**Robert Côté & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1954, incorporating: Robert Côté, plumber, Germaine Côté, housewife, wife common as to property of Robert Côté and duly authorized by the latter for these present purposes; and Marcel Côté, student, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the trades, business, enterprises or industries pertaining to plumbing, heating, ventilation, roofing or any other similar type of work, under the name of "Robert Côté & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(P.G. 10950-54)

**St-Maurice Finance Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1954, constituant en corporation: Gaston Baribeau, comptable agréé, Gaston Bellerive, comptable, et Jeannette Gamache, sténographe, fille majeure, tous des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de finance, sous le nom de "St-Maurice Finance Corporation Ltd.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 165, rue Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

(A.G. 10950-54)

**St-Maurice Finance Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1954, incorporating: Gaston Baribeau, chartered accountant, Gaston Bellerive, accountant, and Jeannette Gamache, stenographer, spinster, all of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the operations of a finance company under the name of "St-Maurice Finance Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each, and into 1,250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 165, Radisson Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12410-54)

**Super Service Forwarding Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1954, constituant en corporation: Harold Lande, c.r., avocat, de Westmount, Joseph S. Caplan, Clovis Dagenais, avocats, et Robert Désy, notaire public, ces trois derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport et d'entreposage, sous le nom de "Super Service Forwarding Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12299-54)

**Verdun Motor Corporation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1954, constituant en corporation: Lucienne Méryneau, Rita Dufresne et Aline Dufresne, toutes secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, parties et accessoires et faire affaires comme garagiste, sous le nom de "Verdun Motor Corporation Limited", avec un capital total de \$55,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 5,000 action privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12410-54)

**Super Service Forwarding Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1954, incorporating: Harold Lande, Q.C., advocate, of Westmount, Joseph S. Caplan, Clovis Dagenais, advocates, and Robert Désy, notary public, the latter three of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation and warehousing business, under the name of "Super Service Forwarding Ltd.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

(A.G. 12299-54)

**Verdun Motor Corporation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1954, incorporating: Lucienne Méryneau, Rita Dufresne and Aline Dufresne, all secretaries, spinsters, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles, parts and accessories and to carry on business as a garage-keeper, under the name of "Verdun Motor Corporation Limited", with a total capital stock of \$55,000, divided into 5,000 common shares of \$1. each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

**Bills, Assemblée législative**

**AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 27 octobre 1954 et présentés avant le 8 décembre 1954, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 27 novembre 1954 et reçues avant le 2 décembre 1954, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 décembre 1954.

Québec, 8 septembre 1954.

Le Greffier de l'Assemblée législative,  
38019-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

**Bills, Legislative Assembly**

**NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY**

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 27, 1954, and introduced before December 8, 1954, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 27, 1954, and received before December 2, 1954, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 22, 1954.

Quebec, September, 8th, 1954.

ANTOINE LEMIEUX,  
38019-37-10 Clerk of the Legislative Assembly.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

**AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné par Joseph André Maurice Boutet, journalier, de Charlesbourg Est, district de Québec, qu'à la prochaine Session de la Législature de Québec, il demandera l'adoption d'une loi, changeant son nom de celui de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel.

Québec, 29 Septembre 1954.

Les Procureurs du Requérent,  
**GRAVEL, THOMSON  
& GRAVEL.**

38163-40-4-o

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given by Joseph André Maurice Boutet, labourer, of Charlesbourg East, in the district of Quebec, that at the next Session of the Quebec Legislature, he will apply for the passing of an Act changing his name from that of Joseph André Maurice Boutet to that of Joseph André Maurice Gravel.

Quebec, 29th September, 1954.

**GRAVEL, THOMSON  
& GRAVEL,  
Attorneys for Applicant.**

38163-40-4-o

**AVIS PUBLIC**

Avis est, par les présentes, donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant leur charte et: (a) définissant le territoire de la municipalité de façon à le faire correspondre avec celui de la cité de Grand'Mère; (b) modifiant le nom de ladite corporation en autant qu'il réfère au comté de Champlain; (c) autorisant le paiement aux Commissaires d'écoles d'une compensation annuelle pour tenir lieu de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Grand'Mère, ce 20 septembre 1954.

Les Procureurs des requérants,  
**DÉSILETS et DESHAIES.**

38143-40-4-o

**PUBLIC NOTICE**

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère in the county of Champlain will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending their charter and: (a) defining the territory of the municipality so that it corresponds with that of the city of Grand'Mère; (b) modifying the name of the Corporation; (c) authorizing the payment to the School Commissioners of an annual compensation for travelling and entertainment disbursements and other expenses.

Grand'Mère, September 20th, 1954.

**DÉSILETS & DESHAIES,  
Attorneys for the Petitioners.**

38143-40-4-o

**AVIS PUBLIC**

Avis est par les présentes donné que la Ville de Terrebonne s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Modifier sa charte aux fins d'annexer à son territoire une partie du territoire de la corporation de la Municipalité de Lachenaie, située dans le comté de l'Assomption.

2° Modifier sa charte aux fins d'annexer à son territoire une partie du territoire de la corporation de la Municipalité de St-Louis de Terrebonne, située dans le comté de Terrebonne.

3° Annexer aux limites du territoire du comté de Terrebonne cette partie du comté de l'Assomption, située dans la corporation de la Municipalité de Lachenaie et dont on demande actuellement l'annexion à la Ville de Terrebonne.

Copie conforme.

Le Procureur de la Ville de Terrebonne,  
38145-40-4-o (signé) **ANDRÉ FAUTEUX.**

**PUBLIC NOTICE**

Notice is hereby given that the Town of Terrebonne, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session to request the adopting of a bill for the following purposes.

1. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of Lachenaie, situated in the county of l'Assomption.

2. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of St. Louis de Terrebonne, situated in the county of Terrebonne.

3. To annex to the limits of the county of Terrebonne the said part of the Corporation of the Municipality of Lachenaie, actually situated in the county of l'Assomption which annexion to the town of Terrebonne is hereby requested.

Conform Copy.

(signed) **ANDRÉ FAUTEUX,  
Attorney of the Petitioner.**

38145-40-4-o

**AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI**

Les Sœurs de l'Espérance, dûment autorisées aux fins des présentes par résolution, corps politique et incorporé, constitué en corporation par Loi 4 Ed. VII ch. 107, refondu par la Loi 12 Geo. VI, ch. 85, donnent avis qu'elles s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront un projet de loi pour constituer en corporation distincte l'Hôpital de l'Espérance de St-Laurent, que le siège social de cette corporation sera situé à ville St-Laurent, dans la province de Québec; que les buts poursuivis par cette corporation distincte sont les suivants: hospitaliser et soigner les malades et les blessés, indigents et autres, sans distinction de race ni de religion; maintenir

**NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL**

Les Sœurs de l'Espérance, duly authorized to the present by resolution, body politic and corporate, constituted in corporation by 4 Ed. VII, ch. 107, revised by 12 Geo. VI, ch. 85, give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and there and then submit, a bill to constitute, as a separate corporation, l'Hôpital de l'Espérance de St-Laurent; that the head-office of this separate corporation shall be situated in the Town of St-Laurent, district of Montreal, in the Province of Quebec; that the purposes of the said separate corporation are as follows: hospitalize and give treatments to the sick and wounded, indigents and others without any distinction of race or

et administrer un hôpital général, une école d'infirmières et d'aides-infirmières, une école d'infirmiers et d'aides-infirmiers, avec toutes les œuvres et tous les services connexes; maintenir administrer, développer une institution d'enseignement de technologie médicale, des laboratoires, des cliniques; maintenir et administrer un service social extérieur, le tout avec tous les pouvoirs généralement accordés aux hôpitaux généraux dans la province de Québec y compris celui d'exproprier en tout ou en partie des terrains appartenant à autrui nécessaires pour atteindre les fins de la corporation, le tout conformément aux lois régissant l'expropriation dans la province de Québec, et aussi avec tous les pouvoirs ordinaires généralement dévolus aux corporations dans la province de Québec.

Le Procureur de "Les Sœurs de l'Espérance",  
JACQUES CODERRE.

38144-40-4-o

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET  
DE LOI

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de St-Gabriel de Brandon dans le comté de Berthier, district de Joliette, province de Québec et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel de Brandon dûment autorisés aux fins des présentes par résolution donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, et y présenteront là et alors un projet de loi pour imposer et prélever dans les Municipalités du village et de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, à compter du 15 février 1955, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale d'un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la loi de l'impôt sur la vente en détail (S.R.Q. 1941, ch. 88 et ses amendements) sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles des municipalités du village et de la paroisse de St-Gabriel de Brandon dans le comté de Berthier, district de Joliette, Province de Québec, la dite taxe de vente pour être prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des statuts refondus de 1941 et ses amendements; le revenu annuel ainsi perçu, et après déduction des dépenses encourues pour l'imposition et la perception de cette taxe, pour être partagé tous les trois mois entre la Commission scolaire du village de St-Gabriel de Brandon et la Commission scolaire de la paroisse de St-Gabriel de Brandon au prorata du nombre d'élèves qui fréquentent la classe dans chacune des dites municipalités scolaires suivant une liste établie par chacune d'elles, le premier octobre de chaque année; Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de St-Gabriel de Brandon et de la paroisse de St-Gabriel de Brandon étant autorisés à faire des conventions avec le Ministère des Finances de la Province de Québec pour la perception de cette dite taxe de vente.

Le Procureur de "Les Commissaires d'Écoles  
du Village de St-Gabriel de Brandon" et  
"Les Commissaires d'Écoles de la Paroisse de  
St Gabriel de Brandon",  
38162-40-4-o JACQUES CODERRE.

religion; maintain, administer and develop a general hospital; maintain and administer a school of nurses and aid-nurses, male and female, with all connections, organisations and services; maintain and administer an institute of medical technology, laboratories and clinics; maintain and administer an external social service with all powers generally granted to general hospitals in the Province of Quebec, including the power of expropriation in part or in totality of land belonging to others and necessary for the corporation to attain its purposes, the whole in accordance with the laws governing expropriation in the Province of Quebec and also with all ordinary powers generally granted to corporations or companies' in the said Province of Quebec.

JACQUES CLDERRE,  
Attorney for "Les Sœurs de l'Espérance".  
38144-40-4-o

NOTICE OF PRESENTATION  
OF BILL

The School Commissioners for the School Municipality of the Village of St-Gabriel de Brandon in the county of Berthier, district of Joliette, Province of Quebec, and The School Commissioners for the School Municipality of the Parish of St-Gabriel de Brandon duly authorized to the present by-resolution give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and there and then present a bill to impose and collect in the Municipalities of the Village and of the Parish of St-Gabriel de Brandon, from the 15th of February 1955 inclusively, notwithstanding any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same nature and in conformity with the dispositions of the Retail Sales Tax Law (Q.R.S. 1941, ch. 88 and its amendments) on the price of retail, sale, or purchase of all moveables, moveables effects, merchandises and commercial articles whatsoever, including gas and electricity used for lighting, motor power or heating and the service of telephone whether sold or purchased within the actual limits of the Municipalities of the Village and of the parish of St-Gabriel de Brandon, in the county of Berthier, district of Joliette, Province of Quebec, the said tax to be levied and collected in the same manner and at the same conditions and with the same sanctions as the tax collected in virtue of section 4 of the said chapter 88 Q.R.S. 1941 and its amendments; the annual revenue thus collected, and after deduction of the disbursements incurred for the imposition and the collection, to be divided at each period of three months between the School Commission of the School Municipality of the Village of St-Gabriel de Brandon and the School Commission of the School Municipality of the Parish of St-Gabriel de Brandon proportionally to the number of pupils attending school in each of the said school municipalities according to a list established by each of the said school commissions, each year on the first of October; the School Commissioners of the School Municipality of the Village of St-Gabriel de Brandon and the School Commissioners of the School Municipality of the Parish of St-Gabriel de Brandon being authorized to make arrangements with the Minister of Finance in the Province of Quebec for the collection of the said sales tax.

JACQUES CODERRE,  
Attorney of "The School Commissioners of the  
Village of St-Gabriel de Brandon" and  
"the School Commissioners of Parish of St-  
Gabriel de Brandon".  
38162-40-4-o

**AVIS PUBLIC**

Avis est par les présentes donné que les "Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami", s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour pouvoir changer de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice en tout temps durant l'année scolaire, pourvu que son traitement ne soit pas réduit, nonobstant les dispositions de la Loi de l'Instruction Publique;

2° Pour remplacer l'obligation de lire et d'afficher les résolutions des commissaires par la faculté d'afficher un simple avis, nonobstant les dispositions de la Loi de l'Instruction Publique;

3° Pour permettre aux commissaires de recevoir une rémunération annuelle de \$600.00 pour chacun des commissaires et de \$1200 pour le président.

Kénogami, le 1er octobre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,

38198-41-4-o **ROGER GOSSELIN.**

**PUBLIC NOTICE**

Notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of the Town of Kénogami", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming sessions, for the passing of an Act for the following purposes:

1. To obtain power to change a teacher from one class or school to another during the school year, provided his or her salary be not reduced, notwithstanding the provisions of the Education Act;

2. To replace the obligation of reading and posting up the resolutions of the commissioners by the mere privilege of posting up a notice;

3. To permit the School Commissioners to receive annually a remuneration of six hundred dollars for each of the Commissioners and of one thousand two hundred dollars for the Chairman.

Kénogami, October 1st, 1954.

**ROGER GOSSELIN,**

38198-41-4-o Attorney for the petitioners.

**AVIS**

Avis est par les présentes donné que Carrier Fortin, avocat, résidant et domicilié à Sherbrooke et Louis-Philippe Gagnon, chirurgien-dentiste, résidant et domicilié à St-Georges de Beauce, en leur qualité de tuteur et de subrogétuteur aux enfants mineurs Christine et Gaston Gagnon, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir le pouvoir de vendre et disposer de la part appartenant auxdits mineurs dans les immeubles et meubles et autres biens quelconque leur provenant de la succession de leur père feu Gaston Gagnon, par vente de gré à gré aux prix et conditions qu'ils jugeront convenables, sans être astreints aux dispositions du code de procédure civile et du code civil de la Province de Québec.

Québec, le 4 octobre 1954.

Les Procureurs des requérants,

38208-41-4-o **JOBIN & VÉZINA.**

**NOTICE**

Notice is hereby given that Carrier Fortin, advocate, of Sherbrooke, and Louis-Philippe Gagnon, dental surgeon of St. Georges de Beauce, in their respective capacity of tutor and subrogate-tutor to the minors, Christine and Gaston Gagnon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to obtain the power to sell and dispose of the share belonging to the said minors in the immovables, moveables and other goods of any kind acquired by them from the estate of their late father Gaston Gagnon, by private sale to the prices and conditions the said tutor and subrogate-tutor will judge acceptable, without being obliged to follow the dispositions of the Civil Procedure Code and Civil Code of Province of Quebec.

Quebec, this 4th of October 1954.

**JOBIN & VÉZINA,**

38208-41-4-o Attorneys for the Petitioners.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est donné par les présentes que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire du Village de Contrecoeur s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi aux fins d'annexer le territoire de la Commission Scolaire de Contrecoeur ouest à celui de la Commission Scolaire du village de Contrecoeur, garantissant par ailleurs à l'exploitant d'une terre en culture du territoire annexé aucune augmentation de taxe tant et aussi longtemps que cette terre aura une superficie de 5 arpents.

Sorel, le 22 septembre 1954.

Le Procureur de la Réquérante

38212-41-4-o **PAUL ÉMILE ALLY.**

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that the school commissioners for the school municipality of the village of Contrecoeur will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act with a view to annex the territory of the school board of Contrecoeur west to that of the school board of the Village of Contrecoeur, warranting by another way to the cultivator of a land under cultivation in the annexed territory any increase of tax as long as such land shall have an area of five (5) arpents.

Sorel, this 22th september 1954.

**PAUL ÉMILE ALLY,**

38212-41-4-o Attorney of the Applicant.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné que Elizabeth Grace Redpath, épouse de Gratton D. Thompson, architecte, de la ville de Hampstead, dûment autorisée par son époux, Peter Harold Redpath, directeur, de la cité de Westmount, James Botterell Redpath, ingénieur minier, de la cité de Toronto, Huntly Roddick

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that Elizabeth Grace Redpath, wife of Gratton D. Thompson, architect, of the Town of Hampstead, by her husband duly authorized, Peter Harold Redpath, Executive of the city of Westmount, James Botterell Redpath, Mining Engineer, of the city of Toronto, Huntly Roddick Redpath, Realtor,

Redpath, agent d'immeuble, de la cité de Montréal, Hugh Angus Redpath, rentier de Victoria, B.C., et The Royal Trust Company, une compagnie de fiducie dûment incorporée et ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour faire adopter une loi relative aux testament et codicile de Lady Amy Redpath Roddick, de son vivant des cité et district de Montréal, aux fins de faire préciser et clarifier les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire et fiduciaire, de manière à assurer une exécution du testament conforme aux volontés de la testatrice, et pour d'autres fins.

Montréal, le 30 septembre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,  
38221-41-4-o GASTON POULIOT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier un contrat concernant la vente par l'Aluminum Compagnie of Canada à la ville de La Tuque, de son usine et de ses terrains situés dans la ville de La Tuque, et pour autoriser ladite ville de La Tuque à disposer de ladite usine et desdits terrains pour des fins industrielles.

La Tuque, le 5 octobre 1954.

Le Maire,  
38220-41-4-o JOFFRE PILON.  
Le Greffier,  
A. A. DUPONT.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que les Exécuteurs-Testamentaires et les Légataires de la Succession de feu l'Honorable Charles-Séraphin Rodier s'adresseront à la prochaine Législature pour obtenir une loi réglant l'exercice du droit de demander le partage lors de l'ouverture de la substitution, précisant une procédure pour pourvoir au remplacement des Exécuteurs-Testamentaires et Administrateurs et augmentant la rémunération de ceux-ci.

Montréal, le 6 octobre 1954.

La Succession,  
38242-42-4-o CHARLES-SÉRAPHIN RODIER.

Canada — Province de Québec  
District de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, les requérants soussignés demanderont l'adoption d'une loi, changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard et pour valider son adoption de fait par François-Xavier Bouchard et son épouse, née Hortense Bouchard.

Les Requérants,  
38243-42-4-o FRANÇOIS-XAVIER BOUCHARD,  
HORTENSE BOUCHARD,  
GEORGES ÉMILE LAROUCHE.

CITÉ DE VERDUN

AMENDEMENTS À LA CHARTE

La Cité de Verdun donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provin-

of the city of Montreal, Hugh Angus Redpath, Retired, of Victoria, B.C., and The Royal Trust Company, a trust company duly incorporated and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act concerning the will and codicil of the late Lady Amy Redpath Roddick, in her lifetime of the city and district of Montreal, to determine and clarify the powers of the executor and trustee, so that the will may be executed according to the wishes of the testatrix, and for other purposes.

Montreal, September 30th, 1954.

38221-41-4-o GASTON POULIOT,  
Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to ratify the contract regarding the sale by the Aluminum Company of Canada to the town of La Tuque, of its buildings and lands situated in the said town of La Tuque, and to authorize the said town of La Tuque to dispose of same for industrial purposes.

La Tuque, October the 5th, 1954.

38220-41-4-o JOFFRE PILON,  
Mayer.  
A. A. DUPONT,  
Clerk.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Testamentary Executors and the Lagatees of the Estate of the late Honourable Charles-Séraphin Rodier will apply to the next Session of the Legislature for the passing of an act providing for the procedure to exercise the action in partition at the time of the opening of the substitution and providing for the replacement of Testamentary Executors and Administrators and for increasing their remuneration.

Montreal, October 6th 1954.

Estate of  
38242-42-4-o CHARLES-SÉRAPHIN RODIER.

Canada — Province of Quebec  
District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that at the next session of the Quebec Legislature, the undersigned petitioners will apply for the passing of an Act changing the name of George-Émile Larouche to that of George-Émile Bouchard and to validate his adoption by François Bouchard and his wife, born Hortense Bouchard.

38243-42-4-o FRANÇOIS-XAVIER BOUCHARD,  
HORTENSE BOUCHARD,  
GEORGES ÉMILE LAROUCHE,  
Applicants.

CITY OF VERDUN

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply at the Provincial Legislature,

ciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1° Rôle d'évaluation.
- 2° Règlement concernant l'entretien des terrains.
- 3° Règlements d'emprunt.
- 4° Règlement concernant les bâtisses, etc.
- 5° Salaire des membres du conseil.
- 6° Paiement d'une pension au maire.
- 7° Évaluation des propriétés de la Cité de Montréal.
- 8° Contrat pour le service d'eau par la Cité de Montréal.
- 9° Pavages de certaines ruelles.
- 10° Octrois accordés par la ville à certaines organisations.
- 11° Décision de la majorité des membres du conseil.

Montréal, 14 octobre 1954.

L'Aviseur légal de la Cité de Verdun,  
FRS. FAUTEUX.

38244-42-4-o

at its next session, to obtain amendments on its charter on the following matters:

1. Valuation roll.
2. By-law concerning the trimming of lawns, etc.
3. Loan by-laws.
4. By-law concerning buildings, etc.
5. Salaries of the members of the Council.
6. Payment of a pension to the mayor.
7. Valuation of the properties of the City of Montreal.
8. Contract for water service by the City of Montreal.
9. Paving of certain lanes.
10. Grants given by the City to certain organizations.
11. Decision of the majority of the members of the Council.

Montreal, 14th October 1954.

FRS. FAUTEUX,  
Legal Advisor of the City of Verdun.

38244-42-4-o

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN  
PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi pour admettre Tibère Kallos, citoyen canadien, à l'exercice de la profession d'avocat dans la province, après les examens du Barreau.

Montréal, le 4 octobre 1954.

L'Avocat du requérant,  
PHILIPPE FERLAND, c.r.

10 est, St-Jacques, Montréal. 38245-42-4-o

NOTICE OF PRESENTATION OF  
A DRAFT BILL

The undersigned gives notice that he will present at the next session, draft of a bill to admit Tibère Kallos, Canadian citizen, to the practice of the profession of an advocate in the Province, after Bar examinations.

Montreal, October 4, 1954.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,  
Advocate for the petitioner.

10, East, St-Jacques, Montreal. 38245-42-4

Avis est donné que la "Compagnie Paquet, Limitée", incorporé par une loi de la Législature de Québec et ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera à cette Législature, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa loi corporative, aux fins de modifier son capital-actions, d'augmenter ses pouvoirs d'emprunt et de mieux préciser ses pouvoirs corporatifs.

Québec, 8 octobre 1954.

Les Procureurs de la Compagnie  
Paquet, Limitée,  
GUÉRARD et PELLAND.

38253-42-4-o

Notice is given that the "Paquet Company Limited", a company incorporated by an Act of the Legislature of Quebec and having its head office in the City of Quebec, shall apply to the said Legislature, at its next sitting, to have its incorporating Act amended, in order to modify its capital stock, to enlarge its borrowing powers and to define more clearly its corporate powers.

Quebec, October 8th, 1954.

GUÉRARD and PELLAND,  
Attorneys for the Paquet  
Company Limited.

38253-42-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de la Paroisse de Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour adopter une loi pour les fins suivantes:

- 1° Décréter la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé surintendant;
- 2° Décréter certains règlements afin d'établir des centres de loisirs et payer à même les fonds généraux des sommes jugées utiles pour l'entretien de ces centres de loisirs;
- 3° Autoriser sur requête signée par les 2/3 des propriétaires intéressés des travaux d'améliorations locales, tels que trottoirs, égouts et pavages;
- 4° Amender et modifier un règlement de zonage et de construction;
- 5° Imposer une taxe de vente de 1% dans les limites de la Municipalité;
- 6° Accorder certains pouvoirs pour opérer un système d'aqueduc et d'égout;

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Parish of Ste-Geneviève, Co. Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To enact the creation of a municipal charge, the holder of which shall be called Superintendent;
2. To enact certain by-laws so as to establish recreational centers and to pay out from the general funds amounts judged useful for the maintenance of the recreational centers;
3. To authorize, upon a petition signed by 2/3 of the interested proprietors, local improvements works, such as sidewalks, sewers and pavements;
4. To amend and modify a by-law for zoning and building;
5. To impose a sales tax of 1% within the limits of the Municipality;
6. To grant certain powers for the operation of a waterworks and sewerage system;

7° Autoriser la corporation à emprunter une somme de \$10,000.00 pour la confection d'un plan de construction et de zonage et certaines dépenses relatives à l'organisation d'un système d'aqueduc et d'égout.

Montréal, le 9 octobre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
38258-42-4-o MAURICE COUSINEAU, C.R.

7. To authorize the corporation to borrow a sum of \$10,000 for the confection of a building and zoning plan and certain expenses relative to the development of an organization of a water-works and sewerage system.

Montreal, October 9, 1954.

MAURICE COUSINEAU, Q.C.,  
38258-42-4 Attorney for the petitioner.

#### AVIS LÉGAL

Avis public est donné que "La Solidarité Compagnie d'Assurance sur la Vie" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ayant pour effet de réduire son capital-action autorisé de \$2,000,000, à quarante mille actions de \$25, valeur au pair et cent mille actions privilégiées.

Les Procureurs de la requérante,  
GAUTHIER, DANSEREAU  
& HÉBERT,  
38241-42-4-o

#### LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that "La Solidarité Compagnie d'Assurance sur la Vie" shall require the Legislature of Quebec, at its next session, to adopt a private bill allowing the reduction of its authorized capital of \$2,000,000, into forty thousand shares of \$25, par value, and 100,000 privileged shares.

GAUTHIER, DANSEREAU  
& HÉBERT,  
38241-42-4-o Attorneys for the petitioner.

#### AVIS

Avis est par les présentes donné que MM. l'abbé Eustache St-Maurice, Jean-Marie Massé et le Dr. Fernand Croisetière, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu l'abbé Adélarde Desrosiers, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec pour faire prolonger leurs pouvoirs au delà de l'an et jour, et se faire accorder certains autres pouvoirs, notamment:

Aliéner les immeubles de la succession et incorporer la Caisse des Écoliers pauvres en vertu de la partie III de la Loi des Compagnies de Québec.

JEAN-MARIE MASSÉ,  
EUSTACHE ST-MAURICE, ptre, curé,  
38274-42-4-o F. CROISETIÈRE, MD.

#### NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. l'abbé Eustache St-Maurice, Jean-Marie Massé and the Dr. Fernand Croisetière, in their quality of testamentary executor of the late Reverend Abbé Adélarde Desrosiers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec in order to have their powers prolonged beyond the year and day and in order to obtain certain other powers namely:

Alienate the immovables of the estate, and incorporate the Caisse des "Écoliers pauvres" under Part III of the Quebec Companies' Act.

JEAN-MARIE MASSÉ,  
EUSTACHE ST-MAURICE, ptre curé,  
38274-42-4-o F. CROISETIÈRE, MD.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes, que La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc. s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, aux fins d'amender la charte de la Cité de Sorel, en ce qui concerne les qualités requises pour être électeur, la liste des électeurs et de sa revision, de l'époque des élections, du dépouillement du scrutin, de la vérification du scrutin par un Juge, des causes de nullité des élections et tout ce qui a trait en général aux élections municipales de la dite Cité et autres fins.

Sorel, le 12 octobre 1954.

La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.  
Par le Président,  
38275-42-4-o ALPHA CHICOINE.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given, that La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc. will apply to the Provincial Legislature at his next session for the passing of an act amending the charter of the City of Sorel concerning the qualities required to be an elector, the list of the electors, and revision of the said list, the time of the elections, the counting of the ballots, the verification of the ballot by a Judge, the grounds to annul elections, and all what concerns in general the elections of the said City and others ends.

Sorel, October 12, 1954.

La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.  
Par ALPHA CHICOINE,  
38275-42-4-o Président.

Avis est par les présentes donné que L'Institut des Petites Filles de Saint-Joseph s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte concernant, entr'autres choses, le changement du nom de la congrégation, les pouvoirs corporatifs, l'augmentation de la valeur des immeubles possédés par ladite congrégation.

Montréal, 14 octobre 1954.

Le Procureur de l'Institut des Petites  
Filles de Saint-Joseph,  
38266-42-4-o FRANCIS FAUTEUX.

Notice is hereby given that "L'Institut des Petites Filles de Saint-Joseph" will apply at the Provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to its charter concerning amongst other things, the change of the name of the corporation, corporation powers and the increase of the value of immovables owned by the corporation.

Montreal, October 14th, 1954.

FRANCIS FAUTEUX,  
Attorney for L'Institut des Petites  
38266-42-4-o Filles de Saint-Joseph.

Avis est par les présentes donné que "Les Recluses Missionnaires de Jésus-Marie" s'adresseront à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour être constituées en corporation civile.

Le Procureur des requérantes,  
38264-42-4-o JEAN PAUL A. RENAUD.

Notice is hereby given that "Les Recluses Missionnaires de Jésus-Marie" will apply to the Provincial Legislature, at its next session to be constituted in civil corporation.

JEAN PAUL A. RENAUD,  
38264-42-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit à condition de passer avec succès les examens théoriques et pratiques du Barreau et de devenir citoyen canadien, et lui permettant de se présenter aux dits examens avant de devenir citoyen canadien.

Montréal, P.Q., 8 octobre 1954.  
Les Procureurs du requérant,  
38291-43-4-o STIKEMAN & ELLIOTT.

NOTICE

Notice is hereby given that Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of Law provided that he pass successfully the theoretical and practical examinations of the Bar and that he become a Canadian Citizen, and allowing him to sit for the theoretical and practical examinations of the Bar before he becomes a Canadian Citizen.

Montreal, P.Q. this 8th day of October, 1954.  
STIKEMAN & ELLIOTT,  
38291-43-4-o Attorneys for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné, que "La Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée," corps politique incorporé en vertu de la troisième partie de la loi des Compagnies de la province de Québec, le 9 mai 1946, ayant son siège social dans la ville de Rimouski, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'accomplir les buts primordiaux de la Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée.

Par cette Loi, en plus des pouvoirs qu'elle a déjà, la Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée serait autorisée à opérer et administrer un fond d'entraide au bénéfice de ses membres groupés dans "L'Entraide du Bas-Saint-Laurent" fondée le 16 janvier 1951, fonds constitués par la souscription par les membres de la Société de dons entre vifs, et d'en faire bénéficier, soit au décès d'un membre, soit autrement, les personnes que la Société jugerait à propos d'aider par un don maximum.

La dite loi ne devant affecter en rien les recours pendants ni les droits acquis à la Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski.

Rimouski, le 14 octobre 1954.  
Le Président:  
J. ALPH. ROSS.  
Le Secrétaire,  
ARTHUR RIOUX.  
Le Procureur de la requérante,  
CHARLES ALPHONSE BEAULIEU.  
38292-43-4-o

Public notice is hereby given that "La Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée," a body politic incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, on May 9th, 1946, having its head office in the Town of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session in order to obtain the adoption of a special Act for the purpose of accomplishing the original aims of "La Société Saint Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée."

By this Act, over and above the powers it already has, the "Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée", would be authorized to operate and manage a mutual aid fund for the benefit of its members who are grouped in "L'Entraide du Bas-Saint-Laurent", founded January 16th, 1951, a fund established through the contributions of members of the Society of Donations *inter vivos*, for the benefit, either at the death of a member, or otherwise, of persons whom the Society deems advisable to help by means of a maximum gift.

The said Act shall in no way affect pending actions nor the vested interests of "La Société Saint-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski."

Rimouski, October 14, 1954.  
J. ALPH. ROSS,  
President,  
ARTHUR RIOUX,  
Secretary.  
CHARLES ALPHONSE BEAULIEU,  
38292-43-4 Attorney for the Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée", corps politique incorporé en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de la Province de Québec, le 10 août 1949, ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'accomplir les buts primordiaux de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée.

Par cette loi, en plus des pouvoirs qu'elle a déjà, la société serait autorisée à opérer et

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée", body politic incorporated under Part III of the Companies' Act of the Province of Quebec, on August 10, 1954, having its head office in the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special Act for the purposes of accomplishing the objectives of prime importance of the "Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée".

By this Act, over and above the powers which it already has, the association shall be authorized

administrer un fonds d'entraide au bénéfice de ses membres groupés dans "Le Cercle des Philanthropes de la Mauricie", fondé le 2 novembre 1943, fonds constitué par la souscription par les membres de la Société, de dons entre vifs, et d'en faire bénéficier soit au décès d'un membre soit autrement, les personnes que la société jugerait à propos d'aider par un don maximum.

La dite loi ne devant affecter en rien les recours pendants ni les droits acquis à la Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée.

Trois-Rivières, le 14 octobre 1954.

Le Président,  
LUCIEN RICHARD.

Le Secrétaire,  
FERNAND DUCHAINE.

Le Procureur de la requérante,  
Mtre. RICHARD RIOUX,  
1581 rue Royale,  
Trois-Rivières, Qué.

38293-43-4-o

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Waterloo, comté de Shefford, s'adressera à la Législature à sa prochaine session pour obtenir de plus amples pouvoirs et particulièrement les pouvoirs d'acquérir des terrains pour fins municipales ou industrielles; d'emprunter une somme ne dépassant pas \$200,000.00 pour acquérir les dits terrains et y construire des immeubles municipaux ou industriels; de créer un comité de l'industrie; de taxer tout contribuable tenant feu et lieu pour les fins d'enlèvement des vidanges; de percevoir les amendes par billets d'assignation dans les cas d'infractions au règlement de la circulation; de prohiber certains genres de constructions et de contrôler le coût minimum de certaines constructions, d'obliger les locataires à donner un avis de déplacement, quand ils quittent ou abandonnent le local sujet à la taxe de locataire et d'imposer une taxe de 2% sur les ventes.

Waterloo, le 15 octobre 1954.

Le Procureur et agent de la Corporation  
de la Ville de Waterloo,  
38297-43-4-o GUY GENEST.

#### AVIS PUBLIC

La Corporation municipale de l'Île Perrôt s'adressera aux Corps législatifs de Québec, à leur prochaine session, aux fins d'obtenir une loi privée la constituant en corporation de ville avec de nombreux pouvoirs non prévus par la loi des cités et villes; et aussi de changer son nom en celui de Ville de Bruçy.

L'avocat de la pétitionnaire,  
38298-43-4-o RENÉ BEAUDRY.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques de la ville de Waterloo s'adressera à la Législature à sa prochaine session pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de 1%, dite taxe d'éducation, conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail et ses amendements, Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 88.

Waterloo, le 15 octobre 1954.

Le Procureur et agent du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques de la ville de Waterloo,  
38296-43-4-o GUY GENEST.

to operate and administer a fund for mutual help for the benefit of its members grouped within "Le Cercle des Philanthropes de la Mauricie", founded on November 2, 1943, fund constituted by the subscription of the members of the association, donations "inter-vivos", for the benefit of a member either upon his decease or otherwise, the persons whom the association may deem advisable to help by a maximum donation.

The said Act will, in no way, affect pending claims nor the rights acquired to the "Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée."

Trois-Rivières, October 14, 1954.

LUCIEN RICHARD,  
President.  
FERNAND DUCHAINE,  
Secretary.

Mtre. RICHARD RIOUX,  
Attorney for the Petitioner,  
1581 Royale Street,  
Trois-Rivières, Que.

38293-43-4

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of the town of Waterloo, county of Shefford will ask the Quebec parliament at its next session to pass a bill to obtain the powers to purchase lots for municipal or industrial purposes, to borrow a sum not exceeding \$200,000.00 to purchase the said lots and build on these lots immoveable for municipal or industrial purpose; to create an industrial commission, to impose and levy on every taxpayer residing in the town of Waterloo a tax called garbage tax, to collect the fines by way of a notice of summons for offenses to the traffic by-law, to prohibit certain kinds of construction and to control the minimum costs of certain constructions, to oblige the tenants to give a notice when they quit or abandon the apartment subject to the rental tax, and to impose and levy a sale tax of 2 %.

Waterloo, October 15th, 1954.

GUY GENEST,  
Attorney and agent for the Corporation of  
38297-43-4-o the Town of Waterloo.

#### PUBLIC NOTICE

The Municipal Corporation of Ile Perrôt shall petition the Quebec Legislature at their next session, for a private bill, to be incorporated as a town with numerous powers not provided for by the Cities and Towns Act; and to change its name to that of "Ville de Bruçy".

The Attorney to petitioner,  
38298-43-4-o RENÉ BEAUDRY.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Catholic School Board of the Town of Waterloo, will ask the Quebec parliament at the next session to pass a bill to obtain the power to impose and levy a tax of 1% called education tax, in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act, and its amendments, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88.

Waterloo, October 15, 1954.

GUY GENEST,  
Attorney and Agent for the Catholic School Board of the Town of Waterloo.  
38296-43-4-o

**AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI**

Avis public est, par les présentes donné que la Ville de Pont-Viau, corps politique municipal incorporé par la Loi 11 George VI, chapitre 101, ayant son siège social en la Ville de Pont-Viau, dans le comté Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, amendant sa charte aux fins d'avoir les pouvoirs suivants: changer la date des élections et de la présentation des candidats, fixer une indemnité pour le maire et les échevins, nommer un gérant, constituer un fonds de roulement, adopter une taxe de vente municipale de 2%, modifier les règlements de construction et de zonage et régir la procédure de leur amendement, régir les permis de construction, régler les taxis, donner des octrois pour fins charitables, régler la construction des conduites privées d'eau, entrée d'eau et d'égout, imposer une taxe spéciale d'aqueduc, imposer une taxe sur certains commerces, régir la répartition de la taxe d'eau et de locataire dans les cas de déménagement, imposer une taxe de l'enlèvement de la neige, imposer une taxe pour l'enlèvement des vidanges, exempter l'imposition des machineries et accessoires, régler la procédure relative aux travaux permanents et leur paiement et pour autres fins.

Montréal, le 7 octobre 1954.

Le Procureur de la Ville de Pont-Viau,  
38294-43-4-o ANDRÉ DUCHARME.

**NOTICE OF PRESENTATION OF BILL**

Public notice is hereby given, that the Town of Pont-Viau, municipal body politic, incorporated under the Act 11 George VI, chapter 101, having its head office in the Town of Pont-Viau, County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain the passing of an Act amending its charter, in order to get the following powers: to change the date of the election and the nomination of candidates, to appoint a manager, to fix an indemnity for the mayor and aldermen, to constitute a working fund, to adopt a by-law concerning the curfew, to impose a sale tax of two percent, to amend the construction and zoning by-laws and to regulate the proceedings of their amendments; to regulate the building permits, to regulate the taxis, to grant moneys for charitable purposes, to regulate the construction of private conduits, water intakes and sewers, to impose a special tax for waterworks, to impose a tax on different categories of trades, to regulate the notice of moving concerning the water and the tenants taxes, to impose a snow tax and a garbage tax, to exempt the taxation of machinery and accessories, to regulate the proceedings concerning the permanent works and their payment and for other purposes.

Montreal, October, 7th, 1954.

ANDRÉ DUCHARME,  
38294-43-4-o Attorney for the Town of Pont-Viau.

**AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI**

Avis public, est par les présentes donné, que Dame Antonia St-Aubin, veuve de Romain Joron et Lucien Joron, cultivateur, tous deux domiciliés à Ste-Geneviève de Pierrefonds, district de Montréal, agissent personnellement et en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de la Succession Romain Joron, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, relativement aux pouvoirs, à la saisine, à la durée des fonctions et au remplacement des exécuteurs-testamentaires, de corriger la description cadastrale d'un lot et d'interpréter deux clauses du testament de Romain Joron et pour autres fins.

Montréal, le 7 octobre 1954.

Le Procureur des requérants,  
38295-43-4-o ANDRÉ DUCHARME.

**NOTICE OF PRESENTATION OF BILL**

Public notice is hereby given that Dame Antonia St-Aubin widow of Romain Joron and Lucien Joron, gentleman farmer, both residing at Ste-Geneviève de Pierrefonds, District of Montreal, acting personally and in their quality of testamentary executors of the Estate Romain Joron, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain the passing of an Act, concerning the powers, the saisine, the duration of the charge and the replacement of the testamentary executors and amending the cadastral designation of a lot and interpreting two clauses of the last will and testament of Romain Joron, and other purposes.

Montreal, October, 7th, 1954

ANDRÉ DUCHARME,  
38295-43-4-o Attorney for the petitioners.

**AVIS PUBLIC**

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rouyn s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. annexer à son territoire les lots six (6) et sept (7) du rang cinq (5) du Canton de Joannes;
2. abroger l'article 33 de la Loi 12 G. VI, c. 63;
3. autoriser un déboursé annuel de \$5,000.00 pour fins d'annonces, de réceptions officielles et de représentations, et un déboursé de \$5,000.00 pour fins d'octrois divers;
4. obtenir certains pouvoirs spéciaux de réglementation, concernant les clôtures, les salles à manger, les glaciers, l'enlèvement des vidanges, la construction des entrées d'eau et des égouts,

**PUBLIC NOTICE**

Notice is hereby given that the City of Rouyn will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes:

1. To obtain the annexion within its limits of lots six (6) and seven (7), in the Range five (5) of the Joannes Township;
2. To repeal article 33 of 12 G. VI, c. 63;
3. To authorize an annual disbursement of \$5,000.00 for City notices, for official receptions and representations and an annual disbursement of \$5,000.00 for various grants;
4. To obtain special powers for regulating fences, dining rooms, ice-houses, collection of garbage, construction of water entries and sewers, hours of dances, traffic during works, division of

les heures de danses, la circulation durant les travaux, la division de terrains en lots à bâtir, les restaurants ambulants, les nuisances;

5. permettre la confection du rôle d'évaluation sur feuilles mobiles, des modifications au rôle d'évaluation au cours de l'année par le conseil;

6. réglementer les taxes annuelles sur les commerces et pour baser ces taxes sur le nombre de camions, de taxis, de voitures de livraison, de chaises de barbier ou de salon de coiffure, de tables de billard, d'allées de quilles, de pompes pour la vente des carburants;

7. imposer une taxe journalière sur les cirques et autres représentations publiques; pour imposer un droit payable sur l'émission de permis de construction; pour taxer les vendeurs ambulants; pour réglementer l'heure de fermeture de certains commerces;

8. autoriser la cité de Rouyn à imposer une taxe de vente de 2% et la municipalité scolaire de Rouyn à imposer une taxe de vente de 1%, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, les dites exemptions devant s'appliquer aussi aux combustibles pour les fins domestiques, les dites taxes devant être imposées dans les cantons suivants: Duprat, Dufresnoy, Cléricy, Beauchastel, Rouyn, Joannes, Montbeillard, Bellecombe et Vaudray;

9. autoriser la Cité de Rouyn à effectuer certains travaux publics à la demande de certains propriétaires, imposer une taxe spéciale aux dits propriétaires et contracter les emprunts nécessaires au paiement de ces travaux;

10. décréter l'adoption d'un budget annuel, autoriser la création d'un fonds de réserve, et d'un fonds de roulement;

11. autoriser la Cité de Rouyn et la municipalité scolaire de Rouyn à accorder une réduction ou une exemption de taxes à l'Association Athlétique Rouanda Incorporée.

Rouyn, ce 13 octobre 1954.

Les Procureurs de la requérante,  
CINQ-MARS & LACROIX,  
Conseils.

38299-43-4-o FORTIN, GRIMARD & RYAN.

lands in building lots, mobile restaurants, nuisances;

5. To allow the making of the valuation roll on loose sheets, and amendments to the valuation roll during the year by Council;

6. To regulate annual business taxes and to base the said taxes on the number of trucks, taxis, delivery vehicles, barber and beauty parlor chairs, pool tables, bowling alleys, pumps for the sale of fuels;

7. To impose a daily tax on circus and other public exhibitions; to impose a fee payable on the issue of construction permits; to impose a tax on peddlers; to regulate the closing hours of certain commercial establishments;

8. To authorize the City of Rouyn to impose a sales tax of 2%, and the school Municipality of Rouyn to impose a sales tax of 1%, subject to the exemptions prescribed by the provincial retail sales tax Act, said exemptions to be extended also to fuels for domestic use, the said taxes to be imposed in the following townships: Duprat, Dufresnoy, Cléricy, Beauchastel, Rouyn, Joannes, Montbeillard, Bellecombe and Vaudray;

9. To authorize the City of Rouyn to carry out certain public works at the request of certain proprietors, to levy a special tax on the said proprietors and to borrow the necessary funds for the payment of such works;

10. To enact the adoption of an annual budget, to authorize the setting up a reserve fund and of a working fund;

11. To authorize the City of Rouyn and the School Municipality of Rouyn to grant a reduction or an exemption of taxes to the Association Athlétique Rouanda Incorporée.

Rouyn, this 13th of October 1954.

CINQ-MARS & LACROIX,  
Attorneys for the petitioner.

38299-43-4-o FORTIN, GRIMARD & RYAN,  
Counsels.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Commission de Transport de Montréal, corporation ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à constituer un fonds de pension pour ses employés, et pour d'autres fins.

Montréal, le 18 octobre, 1954.

Le Procureur de la requérante,  
GASTON POULIOT.

38311-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Montreal Transportation Commission, a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, authorizing the Commission to establish a pension fund for its employees, and for other purposes.

Montreal, October 18, 1954.

GASTON POULIOT,  
Attorney for the petitioner.

38311-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, ou aussitôt que faire se peut par la Corporation de Havre-aux-Maisons aux Iles de la Madeleine, pour faire passer une loi l'autorisant à acquérir le terrain nécessaire pour la construction d'une piste d'atterrissage pour avions dans ses limites et l'autorisant à emprunter si nécessaire dans ce but.

Québec, le 16 octobre, 1954.

La Corporation de Havre-aux-Maisons, par le Secrétaire,

38312-43-4-o MARC-A. BOUDREAU.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, or as soon as possible, by the Corporation of Havre-aux-Maisons (House Harbour), in the Magdalen Islands, for the adoption of an act authorizing it to acquire the land necessary for the construction of a landing field for aeroplanes within its limits and authorizing it to borrow if necessary for that purpose.

Quebec, October 16th, 1954.

MARC-A. BOUDREAU,

The Corporation of Havre-aux-Maisons, by Secretary.  
38312-43-4-o

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis est, par les présentes, donné que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap-de-la-Madeleine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of a special Act for the following purposes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit les ententes intervenues entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine et certaines industries situées dans ses limites;

1. To confirm and ratify, for all legal purposes, agreements concluded between the City of Cap-de-la-Madeleine and certain industries situated within its limits;

2° Pour confirmer et ratifier des pensions accordées à certains employés mis à leur retraite pour âge ou maladie;

2. To confirm and ratify pensions granted to certain employees who have been superannuated owing to old age or illness;

3° Pour modifier le titre des allocations versées au maire et aux échevins;

3. To alter the amount of allowances granted to the mayor and aldermen;

4° Pour augmenter de \$30,000.00 qu'il est actuellement, à \$45,000.00 le montant de l'emprunt que la Cité est autorisée à faire chaque année pour travaux permanents urgents conformément à l'article 604a édicté par 12 George VI, chapitre 58;

4° To increase to \$45,000.00 the actual amount of \$30,000.00 which the City is authorized to borrow each year for permanent and urgent works, pursuant to section 604a, enacted by 12 George VI, chapter 58;

5° Pour obtenir le droit d'exiger et régler l'emploi sur les taxis de dispositifs pour établir ou enregistrer automatiquement le prix des courses qu'ils font;

5. To obtain the right to exact and bring under regulation the use of devices in taxis, in order that the price of each trip made is automatically established or registered;

6° Pour toutes autres fins.

6. For all other purposes.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce 14ième jour d'octobre 1954.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this 14th day of October 1954.

Le Maire,  
ANDRÉ JULIEN.

ANDRÉ JULIEN,  
Mayor.

Le Greffier,  
ARTHUR BEAUDIN.

ARTHUR BEAUDIN,  
Clerk.

38313-43-4-o

38313-43-4

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du Village de Chute-aux-Outardes, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi aux fins de se séparer de la Municipalité de la Paroisse de Ragueneau pour fins scolaires et de fixer la proportion des taxes scolaires à être payées par les contribuables de chacune des deux municipalités scolaires, respectivement.

Public notice is hereby given that the Village Municipality of Chute-aux-Outardes, in the county of Saguenay, will apply to the Legislature, at its next session, praying for the purpose of separating itself from the Municipality of the parish of Ragueneau for school purposes and determine the proportion of school taxes to be payed by the tax payers of each of the two school municipalities respectively.

Québec, le 18 octobre 1954.

Quebec, October 18, 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
38314-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.,  
38314-43-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné qu'Alfred Delage, cultivateur, de St-Gilles, comté de Lotbinière, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session demandant l'adoption d'une loi aux fins de lui permettre d'aliéner un immeuble acquis par donation de son père et de placer le produit de la vente selon l'article 981o du code civil.

Public notice is hereby given that Alfred Delage, farmer of St-Gilles, county of Lotbinière, will apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act for the purpose of permitting the sale of an immoveable, acquired by donation of his father and to invest the price of the sale in conformity with article 981o of the civil Code.

Québec, le 18 octobre 1954.

Quebec, October 18 1954.

Les Procureurs du pétitionnaire,  
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.  
RENÉ CHALOULT, C.R.

VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.,  
RENÉ CHALOULT, C.R.,  
Attorneys for the petitioner.

38315-43-4-o

38315-43-4-o

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que l'Association de la Communauté d'Asbestos et l'Association Athlétique Amateur d'Asbestos s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une exemption de taxes scolaires et municipales complète sur la propriété de l'Association de la Communauté d'As-

Public notice is hereby given that Asbestos Community Association and Asbestos Amateur Athletic Association will request the Quebec Legislature, at its next session, to grant an exemption from school and municipal taxes in full on the property owned by Asbestos Community Association and to the extent of fifty

bestos et de cinquante pour cent (50%) pour cinq ans sur la propriété de l'Association Athlétique Amateur d'Asbestos.

Asbestos, 19 octobre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,  
38316-43-4-o LOUIS LANGLAIS.

per cent (50%) for five years on the property owned by Asbestos Amateur Athletic Association.

Asbestos, October 19, 1954.

LOUIS LANGLAIS,  
38316-43-4-o Attorney for the petitioners.

#### AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Noranda s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'autorisation d'une loi aux fins suivantes:

Autoriser la Cité de Noranda à imposer une taxe de vente de 2% et les commissaires d'écoles catholiques pour la Cité de Noranda à imposer une taxe de vente de 1%, les dites taxes devant être imposées dans les limites de la Cité de Noranda.

Noranda, le 18 octobre 1954.

Les Procureurs de la requérante,  
38320-43-4-o FORTIN-GRIMARD & RYAN.

#### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Noranda will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes:

Authorize the City of Noranda to levy a 2% sales tax and the Catholic Schools Commissioners of the City of Noranda to impose a 1% sales tax, the said taxes to be levied within the limits of the City of Noranda.

Noranda, October 18th, 1954.

FORTIN-GRIMARD & RYAN,  
38320-43-4-o Solicitor for the applicant.

#### AVIS PUBLIC

Avis est par la présente donné que Alfred Bromirski, homme d'affaires, et sa femme, Nadia Bromirski (née Kalba), tous deux domiciliés et résidant dans la cité et district de Montréal, Province de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant leurs noms respectifs de Alfred Bromirski et Nadia Bromirski (née Kalba) à Alfred Brome et Nadia Brome (née Kalba) et avec tous les privilèges, pouvoirs, droits et obligations que ladite loi pourra leur conférer ainsi qu'à leur enfants, descendants et héritiers.

Montréal, 19 octobre 1954.

Les Procureurs des Pétitionnaires,  
38317-43-4-o HACKETT, MULVENA & LAVERTY.

#### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alfred Bromirski, Businessman, and his wife, Nadia Bromirski (née Kalba), both domiciled and residing in the city and district of Montréal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to change their respective names from Alfred Bromirski and Nadia Bromirski (née Kalba) to that of Alfred Brome and Nadia Brome (née Kalba) and with all the privileges, powers, rights and obligations that the said Act may confer upon them, their children, descendants and heirs.

Montreal, October 19th, 1954.

HACKETT, MULVENA & LAVERTY,  
38317-43-4-o Attorneys for Petitioners.

#### AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Joseph Désiré Nadeau, médecin vétérinaire et son épouse Dame Géraldine Thibault, des cité et district de St-Hyacinthe et Maurice Larose cultivateur et son épouse Dame Cécile Nadeau, de Saint-Isidore, comté de Dorchester P.Q. s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi permettant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose par lesdits Joseph Désiré Nadeau et son épouse Dame Géraldine Thibault et autorisant le changement de nom de Joseph Léo Amédée Larose en celui de Joseph Léo Amédée Léandre Pierre Nadeau.

Saint-Hyacinthe, le 19 octobre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,  
38318-43-4-o JACQUES BOUSQUET, avocat.

#### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Joseph Désiré Nadeau, veterinary-surgeon and his wife Dame Géraldine Thibault, residing in the city and district of St. Hyacinthe, and Maurice Larose, farmer and his wife Dame Cécile Nadeau, residing at St. Isidore county of Dorchester, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the adoption of Joseph Léo Amédée Larose by the said Joseph Désiré Nadeau and his wife Dame Géraldine Thibault and also the change of the name of the said Joseph Léo Amédée Larose into the name of Joseph Léo Amédée Léandre Pierre Nadeau.

Saint Hyacinthe, October 19th, 1954.

JACQUES BOUSQUET, advocate,  
38318-43-4-o Attorney for the Petitioners.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, de la part de Messieurs Carl Otto Wiesel, vendeur, Rustislavec Sokolowski, Contre-maître, et Kenneth Manuel, Contre-maître, et autres, tous du district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi, les constituant en corporation, eux et les autres personnes

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Carl Otto Wiesel, salesman, Rustislavec Sokolowski, foreman, and Kenneth Manuel, foreman, and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act incorporating them and the other members who profess the same faith and who belong to the same reli-

professant la même foi, et qui peuvent appartenir à la même communion religieuse, sous le nom de "New Apostolic Church of North America", avec tous les pouvoirs corporatifs des autres corporations et ceux des sociétés religieuses, tels que la tenue des registres de l'état civil, la nomination et la destitution des ministres officiants de la congrégation, avec tous les pouvoirs civils dont sont revêtus les ministres de congrégations, la promulgation de l'enseignement et des croyances de la communion religieuse, le droit d'acquiescer et détenir des propriétés immobilières pour églises, ou pour résidences de ministres officiants, ou pour cimetières ou pour toute autre fin de la corporation, et la faculté de vendre, louer, échanger, hypothéquer, transférer lesdites propriétés, ou d'en disposer autrement.

Le siège social de ladite corporation sera dans la ville de St-Laurent, dans la province de Québec.

Montréal, le 14 octobre, 1954.

Les Procureurs des pétitionnaires,  
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,  
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.

38319-43-4-o

religious community under the name "New Apostolic Church of North America", with all the corporate powers of other corporations and the powers of religious societies such as the keeping of records of civil status, the appointment and removal of officiating ministers of the congregation with all the civil powers pertaining to ministers of congregations, the promulgation of the teaching and beliefs of the religious community, the right to acquire and hold immoveable property for churches or for residences for officiating ministers or for cemeteries or for any other purpose of the corporation, and to sell, lease, exchange, hypothecate, transfer or otherwise dispose of the said immoveable property.

The head office of the said corporation will be in the Town of St. Laurent in the Province of Quebec.

Montreal, October 14th, 1954.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,  
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,  
Attorneys for the Petitioners.

38319-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes, donné que la cité de Westmount s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte a) en clarifiant ou étendant ses pouvoirs pour régler l'érection, l'extension, l'altération, la conversion, l'occupation, la location et le zonage de bâtisses et établissements et y assurer des conditions hygiéniques; et b) permettre à la catégorie des possesseurs de propriétés immobilières de se qualifier à l'élection du maire ou des échevins.

Montréal, 19 octobre 1954.

Les Procureurs de la requérante,  
CAMPBELL, WELDON &  
McFADDEN.

38322-43-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session; for the passing of an act to amend its charter a) by clarifying or amplifying its powers to regulate the erection, extension, alteration, conversion, occupancy, location and zoning of buildings and establishments and to ensure hygienic conditions therein; and b) to enable the consorts of owners of immoveable property to qualify for election as mayor or alderman.

Montreal, October, 19th 1954.

CAMPBELL, WELDON &  
McFADDEN,  
Attorneys for Applicant.

38322-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par la présente donné que monsieur et madame Onésiphore Blanchet, de la municipalité de Saint-Pierre de Charlesbourg, comté de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, leur accordant l'adoption légale de leur fille, mademoiselle Marie Françoise Blanchet, avec tous les droits et obligations qu'ils peuvent avoir en vertu de ladite adoption.

Québec, le 12 octobre 1954.

Le Procureur des requérants,  
JEAN-BAPTISTE MARTEL,  
Notaire.

38341-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mr. and Mrs. Onésiphore Blanchet, of Saint-Pierre de Charlesbourg, county of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to obtain the legal adoption of their daughter, Miss Marie Françoise Blanchet, with all the rights and obligations which they may have in pursuance of the said adoption.

Quebec, October, 12th 1954.

JEAN-BAPTISTE MARTEL,  
Notary public,  
Attorney for the petitioners.

38341-43-4-o

Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE LÉVIS

Avis public est par le présent donné, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le NEUF NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-quatre (9 novembre 1954)

Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF LÉVIS

Public notice is hereby given that the immoveables hereinbelow described shall be sold at public auction at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, NOVEMBER NINTH, one thousand nine hundred and fifty-four, (Nov-

en la salle de l'Hôtel-de-Ville de Lévis, P.Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, générales et spéciales, des intérêts et des frais encourus, savoir:

1° Henri Laliberté et autres. Un certain terrain de figure irrégulière, faisant partie des lots 603-2 et 603-3 du cadastre officiel révisé de la Ville de Lévis, quartier St-Laurent, Cité de Lévis, comté et division d'enregistrement de Lévis; borné vers le sud-est et l'est par la balance des lots 603-2 et 603-3, vers l'ouest et le nord-ouest par la rue St-Laurent (N° 656); mesurant quatre-vingts pieds et quatre dixièmes (80.4) mesuré le long de la courbe du côté est et sud-est, quatre-vingt-six pieds et cinq dixièmes (86.5) mesuré aussi le long de la courbe du côté ouest et nord-ouest; contenant en superficie trois cent sept pieds carrés. (307.0 p.c.).

Mais à distraire dudit emplacement les droits appartenant à Monsieur Joseph Morneau.

2° Henri Laliberté et autre. Un emplacement vacant connu et désigné sous le lot numéro six cent six (606) du cadastre officiel révisé du quartier St-Laurent de la Cité de Lévis.

3° Henri Laliberté et autres. Un certain terrain de figure irrégulière, faisant partie du lot 612 du cadastre officiel révisé de la Ville de Lévis, quartier St-Laurent, Cité de Lévis; borné vers le nord par la Rivière à la Scie, vers le sud-est par le lot 656 (rue St-Laurent) et vers le nord-ouest par la balance du lot 612; mesurant quarante-deux pieds (42.0) au nord, dix pieds (10.0) et cent vingt-six pieds (126.0) au sud-est et cent huit pieds (108.0) au nord-ouest; contenant en superficie mille sept cent quatre-vingt-dix pieds carrés. M.A. (1,790.0 p.c.).

Toutes les dimensions dans les présentes descriptions sont en mesures anglaises.

Donné à Lévis, ce seize octobre mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Greffier.

38247-42-2-o PIERRE LEMIEUX, notaire.

ember 9, 1954) in the Hall of the City Hall, of Lévis, P.Q., in satisfaction for the payment of municipal, school and special taxes, of the interest and costs incurred, to wit:

1. Henri Laliberté and others. A certain irregular plot of land, forming part of lots 603-2 and 603-3 of the revised official cadastre of the Town of Lévis, Ward St-Laurent, City of Lévis, county and registration division of Lévis; bounded on the southeast and on the east by the remainder of lots 603-2 and 603-3, on the west and on the northwest by St-Laurent Street (No. 656); measuring eighty and four-tenths feet (80.4) measured along the curve of the east and southeast side, eighty-six and five-tenths feet (86.5) also measured along the curve of the west and northwest side; containing in superficial area three hundred and seven square feet (307.0 sq. ft.).

But the withdraw from the same emplacement the rights belonging to Mr. Joseph Morneau.

2. Henri Laliberté and others. A vacant emplacement known and described under lot number six hundred and six of the revised official cadastre of the Ward St-Laurent of the City of Lévis.

3. Henri Laliberté and others. A certain irregular plot of land, forming part of lot 612 of the revised official cadastre of the Town of Lévis, Ward St-Laurent, City of Lévis; bounded on the north by the River à la Scie, on the southeast by lot 656 (St-Laurent Street) and on the northwest by the remainder of lot 612; measuring forty-two feet (42.0) on the north, ten feet (10.0) and one hundred and twenty-six feet (126.0) on the southeast and one hundred and eight feet (108.0) on the northwest; containing in superficial area one thousand seven hundred and ninety square feet. E.M. (1,790.0 sq. ft.).

All dimensions in the present descriptions are in english measure.

Given at Lévis, this sixteenth day of October, one thousand nine hundred and fifty-four.

PIERRE LEMIEUX, Notary.

38247-42-2

Clerk.

CITÉ DE HULL

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la Cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, VENDREDI, le DOUZE NOVEMBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

CITY OF HULL

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on FRIDAY, NOVEMBER TWELFTH, 1954, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

Quartier Val-Tétreau — Ward (No. 1)

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
77.....	Chénier, Edgar (Succ.-Est. Lois W. Scott.)	201-16.....	\$275.85	\$1.35	.....	.....	\$ 277.20
433.....	Mc Murtie, Robert Jr.....	P. 37E, 38A .....	159.68	1.70	5.10	1.70	168.18
434.....	Tanguay, Donat (Robert; Mc Murtie)	P. 37E, 38A .....	187.85	1.95	.....	.....	189.80

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° di cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
525	Gendron, Raoul (Raoul Gendron Cie Ltée).	10-10-52	790.56	1.35			791.91
704	Chénier, Armand (Marguerite Dufour).	255-783	214.80	1.35			216.15
1193	Petit, Nap.	254-22	707.29	1.10	96.86	1.25	806.50
1225	Petit, Nap.	254-23	347.35	1.10	30.93	1.25	380.63
1365	Boucher & Frères Ltée.	Sur 341-A	116.50	1.10			117.60
	Gagné, Benjamin.	255-168, 169	536.94	1.70	127.59	1.70	667.93

Quartier Wrightville — Ward (No. 1A)

2510	Ouellette, Rodolphe	254-171	241.03	1.10	18.83	1.75	262.71
2656	Beaudry, Zotique (Antonine Emard Lévesque)	254-293, 294	414.99	1.95	63.81	2.55	483.30
2721	Meilleur J. H. & J. O. (Caisse Pop. St-Joseph, Hull)	257-10	633.41	1.60	157.25	1.60	793.86
2892	Prudhomme, Wilfrid (Caisse Pop. St-Joseph, Hull)	247-29	366.21	1.35	42.70		410.26
2925	Petit, Napoléon (Cité de Hull)	250-57	230.18	1.35			231.53
3460	Chénier, René (Edmond Legros) (Robert M. Bidolfe, 150 Albert, Ottawa)	246-94, 95	672.72	2.20			674.92
3461	Myre, Aurélien	246-96, 97	382.40	1.70	61.17	1.70	446.97
3577	Normand, Roland	246-194, 195	245.45	1.70	32.59	1.70	281.44
3648	Logement de Hull	246-E, 693	157.97	1.10			159.07
3659	Villeneuve, Octave (Cité de Hull, Edmond Laramée)	246-306, 307	335.15	2.20	59.14	3.95	400.44
3878-2	Saumure, Dame Adolphe	4-1-E, 97	618.34	1.10	28.53	1.35	649.32
3905-2	Joanette Frères (Claude Turcot)	244-188	544.05	1.35	176.25	1.60	723.25
4667	Valiquette, Sam (Dame Philorum Charron)	141-47	349.41	1.35	20.47	1.35	372.58
4683	Wooden, Wm.	141-N-113, 114	448.17	1.70			449.87
4720	Clément, Lucien (Cité de Hull)	141-142	559.92	1.35			561.27
4785	Denault, Georges (Walter C. Cross)	141-255-8	102.02	1.35			103.37
4796	Lafortune, Dame Maurice (Guaranty Trust Co. of Can.)	141-212	282.60	1.35			283.95
4920	Boucher Frères Ltée (Édouard A. Olver)	257-38, 258-15	34.60	1.95			36.55
4921	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-39, 258-16	34.60	1.95			36.55
4922	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-40	34.60	1.35			35.95
4923	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-41	30.45	1.35			31.80
4924	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-42	30.45	1.35			31.80
4925	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-43	30.45	1.35			31.80
4927	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-19, 257-45	30.45	1.95			32.40
4928	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-20	30.45	1.35			31.80
4929	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-21, 22	313.37	1.95			315.32
4932	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-48, 251-25	2,903.26	1.95			2,905.21
4957	Girouard, Thomas (Jules Marois)	251.12	231.24	1.35			232.59
4976	Michaud, Henri	250-43	533.57	1.10	57.83	1.10	593.60
4987	Fortin, René (Cité de Hull)	250-No-59	1,397.79	1.35	154.87	1.35	1,555.36
4990	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-14	127.99	1.35			129.34
4991	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-15	111.35	1.35			112.70
4992	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-16	111.35	1.35			112.60
4993	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-17	111.35	1.35			112.70
4994	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	251-18, 257-23	111.35	1.95			113.30
4995	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-24	111.35	1.35			112.70
4996	Boucher Frères Ltée (Edouard A. Olver)	257-25	110.79	1.35			112.14
5013	Pelletier, Vve-Wid. Octave (H. Blackburn & Cie Ltée)	256-57	521.62	1.35	65.28	1.10	589.35
5060	Rocheleau, J.-A. (J. A. Milard)	257-8B, 9B	1,391.54	1.95			1,393.49
5070	Girouard, Thomas (Jules Marois)	251-1	796.00	1.35	137.57		934.92
5115	Gauvreau, Siméon (Georges Ménard — Alfred Chénier)	244-N-452	599.99	1.60	85.54	1.10	688.23
5119	Robitaille, Léopold (Adélar Lafrenière)	244-404	233.86	1.35			235.21
5169	Poirier, Wilfrid (Irène Brosseau Leblanc — Gabrielle Ste-Marie Lafleur)	249-SO-1	1,059.43	1.35	214.75	1.35	1,276.88
5179	Rocheleau, A. (Canada Life Ass. Co.)	254-S-369	632.09	1.35			633.44
5291	Béland, J. R. (Caisse Pop. St-Joseph de Hull)	247-N-672	288.13	1.35			289.48
5311	Gravelle, Théophile (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull)	247-594	1,987.07	1.35	433.07	1.35	2,422.84

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Tota
5365...	Larabie, Dame S. (Christopher C. Hall).	244-N-429, N-430, N-431.	841.31	2.55	150.92	4.30	999.08
5430...	Roussel, Vve-Wid. Aldège	247-84	289.02	1.10	56.15	1.10	347.37
5435...	Sarasin, Dame A. & All (Lorraine Chevalier Dupuis).	247-167	191.83	1.35			193.18
5478...	Genest, Thomas (Dame Alfred Bilo-deau Genest — Léo Fortin).	254-234	666.48	1.60			668.08
5484...	Liberman, Charles (Lucien Lapensée).	254-297A-2, 298A-2.	386.27	2.55			388.22
5514...	Godmaire, Albert (Esdras Lafrance).	247-643	291.62	1.35			292.97
5584...	Bourré, Dame Rod. (Dora Bernard Saumure — Lucille DesRosiers).	4-53	428.75	1.60			430.35
5585...	Saumure, Dame A. (Lucille Des-Rosiers).	8-144-4-52	310.19	1.95	19.28	1.70	332.12
5109...	Trahan, Gilles	P. 143-1A	732.74	1.10			733.84

## Quartier Montcalm — Ward (No. 2)

8047...	Drouin, Gabriel (Regina Cayer)	S. 184	432.09	1.35			433.44
8056...	Benoit, Emile	P. 97-P. 98	444.34	1.70	71.13	0.75	517.92
8215...	Roussel, Gilbert (Lawrence H. Jackson).	P. 189, 190, 191, 192.	204.48	3.15	35.77	2.90	246.30
8342...	Marleau, Donat (Rodolphe Charbonneau).	E. 204	168.75	1.35	51.13	1.35	222.58
8347...	Jeanvenne, Germain	157-175-174-156	103.86	2.90			106.76
8471...	Auger, Joseph (Rosario Soucier)	96-E. 33	222.41	1.35	60.49	1.60	285.85
8569...	Desjardins, Dame Trefflé (Lucien Massé, Syndic).	96-E. 81	308.12	1.35	40.29	1.35	356.11
8569-1...	Massé, Lucien, Syndics	96-O. 81	248.68	1.10	16.59	1.10	267.47
8571...	Massé, Lucien, Syndics	96-79	605.68	1.10	43.34	0.60	650.72
8217...	Beauchamp, Léop.	P. 189, P. 193	421.58	1.70			423.28

## Quartier Lafontaine — Ward (No. 3)

9528...	Rochon, D. (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	359-P. 358	486.47	1.95			488.42
9529...	Rochon, D. (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	360-P. 357	88.72	1.95			90.67
9594...	Chitovas, Nicolas (François A. Binet).	N. 694, 695 S. 696	6,129.33	2.55			6,131.88

## Quartier Frontenac — Ward (No. 3A)

10017...	Despaties, Alcide (Wilfrid Arvisais)	S. 121 S. O. 122	349.75	2.55	76.54	2.26	431.04
10050...	Leblanc, Oscar (Cité de Hull)	10-S. 7	285.45	1.35	67.58	1.35	355.73
10142...	Harper, Fernand (Alfred J. Booth et Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	S. 197 N. 213	385.62	2.20			387.82
10180...	Santuaire, Raoul	P. 132, 133 P. Rue-Street.	165.28	1.70			166.98
10358...	Thivierge, Antonio (Laura C. Marston)	11-E. 11	135.74	1.35			137.09
10406...	Philon, Domina	11-20	174.40	1.10			175.50
10687...	Bélangier, Vve.W Nap. Zéphir Lafèche	135-S. 110	163.81	1.35	22.87		188.03
10710...	Fortin, René (Caisse Pop. Notre-Dame)	135-P. 129	308.85	1.35	75.53	0.85	386.58
10756...	Foucault, Gaston (Arthur Doucet)	135 C161	208.96	1.35			210.31
10822...	Rolland, Rita & Albert	P. 691 P. 315	250.19	1.95			252.14
10868-5...	Limoges, Eug. & Lionel	S. 253, S. 270, S. 271.	828.69	2.55	248.58	2.80	1,082.62
10959...	Parisien, Aurèle	S. O. 127	242.45	1.10	33.31	1.10	277.96
10996...	Dompierre, Dame Eug. et all.	136-E. 95	322.65	1.10			323.75

## Quartier Dollard — Ward (No. 4)

12638...	Richard, Gilles et all (Jeannine C. Rollin).	P. E. 433	390.38	1.35			391.73
12677...	Rocheleau, Calixte (Henri Pilon)	E. 364 N. E. 371	549.37	1.95			551.32
12832...	Arbique, Emile	S. O. 321	623.24	1.10	17.64	0.25	742.23
12886...	Chénier, Jean-Paul (Philias Rochon)	N. O. 67	161.51	1.35			162.86
12985...	Fournier, Lucien	N. 38	209.41	1.10			210.51

## Quartier Laurier — Ward (No. 5)

13656...	Levesque, Ed. fils (Jules Laverdure)	387	470.00	1.35	31.78	0.50	503.63
13700...	Vaillant, Gaston (Émile Laurin)	N. 498	88.32	1.35	39.80	1.60	131.07
13757...	McKinnon, Alex.	C. E. 385	253.47	1.10	56.04	1.35	311.96
13824...	Peterson, Vve-Wid. P. (Dominicains ou Frères Prêcheurs d'Ottawa).	384	565.09	1.35	121.21	1.35	689.00
13946...	Petit, Nap.	N. 189	918.41	1.10	225.38	0.85	1,145.74
14022...	Clermont, Vve-Wid. Ovila	N. 325	374.98	1.10			376.08

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes munic. — Munic. taxes	Frais — Costs	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
14043...	Guindon, Aurèle (Rév. J. R. Guindon).	N. 209.....	377.77	1.35	92.71	1.35	473.18
14045...	Roy, Roméo.....	P. N. 206.....	273.41	1.10	.....	.....	274.51
14051...	Petit, Nap.....	N. 190.....	1,279.18	1.10	302.91	0.60	1,583.79
14475...	Laurin, Albert.....	O. 480.....	111.33	1.10	.....	.....	112.43
14518...	Desforges, L.-E. (Pierre DesRosiers)...	O. 410.....	394.81	1.35	45.60	.....	441.76
14694...	Beauchamp, Lucien.....	120-15.....	211.38	1.10	.....	.....	212.48
14719...	Poulin, Alfred (Servantes Jésus-Marie)	120-31.....	460.43	1.35	.....	.....	461.78
14823...	Vien, M. (Commission District Fédé- ral — Succ.-Est. F. A. & E. M. Wright).	P. 2.....	25.19	1.10	13.44	1.10	40.83
14808...	Normand, Paul-Yvon (Commission District Fédéral).	P. 8.....	25.19	1.35	.....	.....	26.54
14805...	Malette, Élie (Cité de Hull — Com- mission District Fédéral).	P. 8.....	16.37	1.60	.....	.....	17.97

Quartier No 1 — Ward No. 1

261.....	Meilleur, Aimé et Mme-Mrs. (Caisse Pop. Brébeuf — Eugène Barette).	27b.....	.....	.....	37.21	1.60	38.81
705.....	Beaudry, Arthur.....	255-782.....	.....	.....	5.38	1.10	6.48
761.....	Pagé, Aldège.....	255-161-160.....	.....	.....	78.86	1.35	80.21
824.....	Jetté, Albert.....	255-555-556.....	.....	.....	43.18	1.45	44.63
1000.....	Beaudry, Arthur (Émile Nault).....	255-780.....	.....	.....	56.90	1.35	58.25
1360.....	Leblanc, Joseph (Raoul Bonin) Mrs. Robert Stinson.....	255-177-178-179 255-5, 6, 7, 8, 9.	.....	.....	119.43	2.30	121.73
					363.10	.....	363.10

Quartier No 1a — Ward No. 1a

2509...	Beaugard, Jean.....	254-170.....	.....	.....	16.33	1.35	17.68
2517...	Trudel, Raymond.....	254-178.....	.....	.....	15.20	1.10	16.30
2533...	Lafrance, Fernand.....	254-48.....	.....	.....	80.46	.....	80.46
2545...	Leblanc, John.....	254-52.....	.....	.....	71.30	1.10	72.40
2838...	Girard, Paul-Émile.....	254-321.....	.....	.....	124.43	1.10	125.53
2867...	Bastien, Philéas et-and Mme-Mrs. (Cité de Hull).	247-21.....	.....	.....	53.95	.....	53.95
2985...	Strasbourg, Édouard (Cité de Hull)...	247-412-411-8- 27.	.....	.....	37.93	2.30	40.23
3002...	Legault, Henri.....	247-394.....	.....	.....	26.92	1.10	28.02
3928...	Groulx, Georges-Hector (Union St- Joseph du Canada).	244 O 168.....	.....	.....	112.77	1.10	113.87
4347...	Paré, Lucien.....	244-407 p. 595..	.....	.....	214.30	1.95	216.25
4386...	Prévost, Eugène.....	244-624-23.....	.....	.....	13.44	1.10	14.54
4387...	Prévost, Eugène.....	244-624-24.....	.....	.....	13.44	0.60	14.04
4710...	Desjardins, Trefflé Mme-Mrs. (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	141-19.....	.....	.....	98.38	.....	98.38
4713...	Bigras, Omer.....	141-16.....	.....	.....	59.60	.....	59.60
4973...	Robitaille, Madeleine.....	250 S 40.....	.....	.....	34.31	1.10	35.41
5109...	Trahan, Gilles-C. Com. District Féd. p. 143.....	p. 143.....	.....	.....	353.07	1.60	354.67
5242...	Boucher, Paul-Émile (Ernest Dubuc).	254-393.....	.....	.....	47.83	.....	47.83
5290...	Bénard, Alfred.....	247-603.....	.....	.....	86.57	1.35	87.92
5375...	Deschamps, Osias.....	244 N 214.....	.....	.....	67.76	.....	67.76
5381...	Gendron, Louis, jr (Josaphat Pharand)	244-432.....	.....	.....	152.59	1.35	153.94

Quartier No 2 — Ward No. 2

8452...	Majeau, Urgel (Salomon Mageau)...	96 O 89.....	.....	.....	69.27	1.35	70.62
8077f.r.	Levinson, Morris (Dame Wilfrid Cha- rette — Baker Bros Ltd. — Emma- nuel Glatt). W. P. Walters.....	p. 88..... P. 91.....	.....	.....	404.44	1.85	406.29
					37.24	.....	37.24

Quartier No 3 — Ward No. 3

9460...	Martel, Émile, Vve-Wid. (Adrien Des- jardins).	569.....	.....	.....	153.50	1.10	154.50
---------	---	----------	-------	-------	--------	------	--------

Quartier No 3a — Ward No. 3a

10002...	Beauchamp, Joseph (Joseph Laurin).	p. 294, p. 276, p. 296.....	.....	.....	26.49	2.55	29.04
10428...	Letang, Émile (Alma Mercier).....	N 102.....	.....	.....	37.78	.....	37.78
10454...	Beauchamp, Florian et-and Mme-Mrs. (Rodolphe Charbonneau).	11-29.....	.....	.....	38.33	1.60	39.93
10507...	Thivierge, Emmanuel (Antonio Thi- vierge).	12-38.....	.....	.....	50.52	1.35	51.87
10539...	Guindon, Aldège (Alfred Gollain)....	12-30.....	.....	.....	26.42	1.10	27.52
10613...	Gauthier, Roland (Caisse Pop. Notre- Dame de Hull).	13 N 43.....	.....	.....	71.63	1.60	73.23
10709...	Fortin, René.....	135 S 130.....	.....	.....	15.32	0.85	16.17

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes munic. — Munic. taxes	Frais — Costs	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
10887...	Trépanier, Donat (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	E 172.....			59.86	1.35	61.21
10898...	Castagne, Charles Vve-Wid. (H. Blackburn & Cie Ltée).	E 161.....			149.92	1.10	151.02
10949...	Lévesque, Elzéar (Zéphir Lafèche)...	S E 134.....			33.20	1.35	34.55
11130...	Gouvernement Fédéral, Lavergne, Alfred.	Sur p. 1.....			5.07	1.10	6.17
11138...	Gouvernement Fédéral, Gauthier Philorem.	Sur p. 2a.....			8.16	1.35	9.51

## Quartier No 4 — Ward No. 4

12619...	Hamond, Albert (Guaranty Trust Co. of Canada).	406-S.....			181.50	1.60	183.10
12620...	Hamond, Albert (Guaranty Trust Co. of Canada).	406-O 9.....			396.47	0.60	397.07
13155...	Côté, Ferdinand.....	N 350.....			90.62		90.62

## Quartier No 5 — Ward No. 5

13618...	Pharand, Ovilda.....	C 424.....			29.87		29.87
13961...	St-Denis, Joseph.....	p. 290 S 279.....			19.40	1.70	21.10
14426-2.	Bertrand, Hosannah.....	Mach.....			7.14	0.75	7.89
14788...	Com. district fédéral, Lafontaine, Royal.	p. 2.....			8.16	1.10	9.26
	Roderick J. Loverain.....	Sur-on lot 2.....			19.15		19.15

Daté à Hull, ce dixième jour du mois de septembre 1954.

38248-42-2-o

Le Greffier de la Cité,  
H.-LÉON LEBLANC.

Given at Hull, this tenth day of September 1954.

38248-42-2-o

H.-LÉON LEBLANC,  
City Clerk.

## Avis divers

AVIS CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT DE FORCES HYDRAULIQUES SUR LA RIVIÈRE BAZIN, À 8 MILLES DU VILLAGE DE PARENT, COMTÉ DE LAVIOLETTE.

Conformément au régime des eaux courantes, la corporation du village de Parent comté de Laviolette, après avoir obtenu, par ordre en conseil du gouvernement de la Province de Québec, daté du 21 août 1954, lequel ordre autorise le ministre des Ressources Hydrauliques à louer à la corporation municipale dudit village, les forces hydrauliques de la rivière Bazin cantons Landry et Bazin, entre le pont du 8 milles du chemin qui conduit de Parent à Clova, et la rivière Pitchpine, demande au lieutenant-gouverneur en conseil la permission de construire, de maintenir et d'exploiter un barrage en béton et une usine génératrice d'électricité à environ 200 pieds en amont du site dudit pont.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Ressources Hydrauliques de la Province de Québec, et copies desdits plans et devis ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement du comté de Laviolette à Sainte-Geneviève de Bastican.

La demande contenue dans cette requête sera prise en considération le ou après les jours suivants la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, 4 octobre 1954.

Les Ingénieurs-Conseil,  
ZACHÉE & PIERRE LANGLAIS.  
38206-41-4-o

## Miscellaneous Notices

NOTICE CONCERNING THE DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER OF THE BAZIN RIVER, AT 8 MILES DISTANCE FROM THE VILLAGE OF PARENT, COUNTY OF LAVIOLETTE.

In accordance with the Water Course Act, the Village Corporation of Parent, county of Laviolette, after having obtained by Order in Council of the Government of the Province of Québec, dated August 21st, 1954, which Order authorized the Minister of Hydraulic Resources to lease to the Municipal Corporation of the said village, the hydraulic power resources of the Bazin River, Townships of Landry and Bazin, between the bridge situate at 8 miles from the road leading to Parent at Clova, and the Pitchpine River, prays the Lieutenant-Governor in Council for permission to build, maintain and develop a concrete dam and electric generating station at some 200 feet above the site of said bridge.

The original plans and specifications have been deposited with the Department of Hydraulic Resources of the Province of Québec, and copy of said plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the county of Laviolette at Saint Geneviève de Bastican.

The application contained in this petition will be taken into consideration on or about the days following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, October 4th, 1954.

ZACHÉE & PIERRE LANGLAIS,  
Consulting Engineers.  
38206-41-4

(Sec. P. 1711-53)  
COLUMBIA CELLULOSE COMPANY, LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que, par une procuration exécutée le 21 septembre 1954, Thomas Norbert Beaupré, de Pointe-Claire, dans le district de Montréal, a été nommé agent principal dans la province de Québec de la compagnie ci-dessus nommée, conformément à la Loi des compagnies à fonds social étrangères et ce, à compter du 1er octobre 1954, la situation du siège social de ladite compagnie sera à 2035 rue Guy, Montréal, Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 16e jour d'octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
38277 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 1711-53)  
COLUMBIA CELLULOSE COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that by Power of Attorney executed September 21st, 1954, Thomas Norbert Beaupré, of Pointe Claire in the district of Montreal, has been appointed as chief agent in the Province of Quebec of the above-named Company, pursuant to the Extrat-Provincial Companies' Act, and that effective October 1st, 1954, the location of the Head Office of said Company will be 2035 Guy Street, Montreal, Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary this 16th day of October, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
38277-o Under-Secretary of the Province.

(P.G. 5693-44)  
KERRIN, EGAN, FREEMAN Co.

Règlement XXX

Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept.

Que le règlement II, paragraphe I, des règlements généraux de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé de nouveau en conséquence.

KERIN, EGAN, FREEMAN Co.  
Le Secrétaire-trésorier,  
38278 (Signé) H. SOSA.

(A.G. 5693-44)  
KERRIN, EGAN, FREEMAN Co.

By-Law XXX

The number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from five to seven.

By-Law II, paragraph 1, of the General By-Laws of the Company be and the same is hereby again amended accordingly.

KERRIN, EGAN, FREEMAN Co.  
(Sgd.) H. SOSA,  
38278-o Secretary-Treasurer.

LAVAL SECURITIES LIMITED

Règlement N° 34

Un règlement concernant la distribution de l'actif de Laval Securities Limited.

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires;

Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations et que toutes les exigibilités en cours ont été entièrement acquittées;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de Laval Securities Limited que

1. La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subséquemment à sa dissolution par voie d'abandon de sa charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec;

2. Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exercice du précédent.

Décrété ce 13e jour d'octobre 1954.  
Le Président,  
38279 (Signé) R. H. WADDELL.  
Le Secrétaire,  
(Signé) J. AUSTIN MURPHY.

LAVAL SECURITIES LIMITED

By-Law No. 34

Being a By-law respecting the distribution of the assets of Laval Securities Limited

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

Whereas the Company has no debts or obligations and all outstanding liabilities have been fully paid;

Therefore be it enacted as a By-law of Laval Securities Limited, that

1. The Company be and it is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders, and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of its charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act;

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 13th day of October, 1954.  
(Sgd.) R. H. WADDELL,  
President.  
(Sgd.) J. AUSTIN MURPHY,  
38279-o Secretary.

(P.G. 8486-51)  
LÉGARÉ FOUNDRY LIMITED

Règlement N° 4

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Légaré Foundry Limited" (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

"1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de

(A.G. 8486-51)  
LÉGARÉ FOUNDRY LIMITED

By-Law No. 4

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Légaré Foundry Limited" (herein called the "Company") as follows:

"1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby decreased from four

quatre (4) à trois (3) de manière que le bureau de direction soit dorénavant composé de trois (3) directeurs.

"2. Deux (2) directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

"3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Sherbrooke, Qué., 17 septembre 1954.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

38280

HARRY E. GRUNDY.

(P.G. 1493-48)

OVERSEAS TRADING AND FINANCE  
COMPANY LIMITED

Règlement Spécial "B"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Overseas Trading and Finance Company Limited" (ici nommée "la Compagnie" ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce 14e jour de mai 1954.

(Signé) Le Président,  
STANLEY STANGER.

(Signé) Le Secrétaire,  
RALPH C. TEES.

38281

(P.G. 10521-52)

REDIFFUSION INC.

Copie certifiée du règlement spécial "E" augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de sept (7) à huit (8):

"Sur résolution dûment proposée et secondée, il a été résolu à l'unanimité que le règlement suivant soit décrété comme le règlement spécial "E" de la compagnie:

Règlement Spécial "E"

1° Que l'article 1 du règlement trois des règlements de la compagnie soit amendé pour se lire comme suit: Article 1° Bureau de direction.

Le bureau de direction de la compagnie sera composé de huit directeurs."

Je, par les présentes, certifie que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "E" de Rediffusion Inc., décrété à une assemblée des directeurs de Rediffusion Inc., tenue le 7e jour de septembre 1954, et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de Rediffusion Inc., tenue le 7e jour de septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,

38282

L. W. DOBBY.

A. C. BAKER COMPANY LTD

Sommaire du règlement "60"

Le règlement "60" de A. C. Baker Company Ltd, pourvoit à la distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et, subséquemment, aux procédures devant

(4) to three (3) so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of three (3) directors.

"2. Two (2) Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

"3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Sherbrooke, Que., September 17th, 1954.

Certified true copy.

HARRY E. GRUNDY,

Secretary.

(A.G. 1493-48)

OVERSEAS TRADING AND FINANCE  
COMPANY FINANCE

Special By-law "B"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Overseas Trading and Finance Company Limited" (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 14th day of May, 1954.

(Signed) STANLEY STANGER,

President.

(Signed) RALPH C. TEES,

Secretary.

38281-o

(A.G. 10521-52)

REDIFFUSION INC.

Certified copy of Special By-law "E" increasing the directorate of the Company from seven (7) to eight (8):

"Upon motion, duly proposed and seconded, it was unanimously resolved that the following By-law be enacted as Special By-Law "E" of the Company:

Special By-law "E"

1. That Article 1 of By-law Three of the By-laws of the Company be amended to read as follows:

Article 1. Board of Directors.

The Board of Directors of the Company shall consist of eight directors."

I hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of Special By-law "E" of Rediffusion Inc., enacted at a Meeting of the Directors of Rediffusion Inc., held on the 7th day of September, 1954, and unanimously confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders of Rediffusion Inc., held on the 7th day of September, 1954.

L. W. DOBBY,

Secretary-Treasurer.

38282-o

A. C. BAKER COMPANY LTD

Summary of By-law "60"

By-law "60" of A. C. Baker Company Ltd, provides for the distribution of the assets of the Company rateably among its shareholders and subsequently for proceedings to be taken to

être prises afin de dissoudre la compagnie par voie d'abandon de sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Je, K. Atkinson, secrétaire de A. C. Baker Company Ltd, certifie, par les présentes, que le précédent est un sommaire du règlement "60" de la compagnie décrété par ses directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue le 4e jour d'octobre 1954, et, subséquemment approuvé à l'unanimité le même jour par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Montréal, 4 octobre 1954.

(Sceau)  
38284

Le Secrétaire,  
K. ATKINSON.

(P.G. 11292-52)

Canada — Province de Québec  
District de Québec

KOMO CONSTRUCTION LIMITED

Règlement N° 11

"Qu'il soit et il est par le présent règlement N° 11 de la Compagnie ordonné et statué comme suit, savoir:

1° Le nombre des directeurs de la Compagnie soit comme il est par les présentes augmenté de trois à quatre de façon à ce que le bureau de direction de la Compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs;

2. L'article 3 du règlement général I soit comme il est par les présentes amendé pour donner plein et entier effet au présent règlement."

Je, Omer Couture secrétaire-trésorier de la Compagnie "Komo Construction Limited," certifie par les présentes que ledit règlement N° 11 est une copie fidèle et véritable du règlement N° 11 unanimement adopté par les directeurs de la Compagnie à leur assemblée du 18 septembre 1954, et subséquemment unanimement confirmé, approuvé et sanctionné par les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie dûment convoquée à cette fin et à laquelle assemblée tous les actionnaires de la Compagnie étaient présents.

(Sceau)  
38283-o

Le Secrétaire,  
OMER COUTURE.

(P.G. 1629-51)

GORDON MANUFACTURING Co. LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Gordon Manufacturing Co. Limited" tenue au siège social de la compagnie, à Montréal, le 12e jour d'août 1954, concernant une diminution du nombre des directeurs de la compagnie nommée ci-dessus de cinq (5) à quatre (4):

"Il a été proposé, secondé et résolu que le règlement N° 3 (a) soit amendé pour se lire comme suit:

3° a) Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs, chacun desquels, au moment de son élection et pendant la durée de sa fonction, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Montréal, 21 septembre 1954.

Certifié extrait conforme.

(Sceau)

Le Président,  
S. S. GORDON.

Le Secrétaire,

ABRAHAM I. GORDON.

38310

dissolve the Company by way of surrender of its charter under the Quebec Companies' Act.

I, K. Atkinson, Secretary of A. C. Baker Company Ltd, hereby certify that the foregoing is a Summary of By-law "60" of the Company enacted by its Directors at a meeting duly called and held on the 4th day of October 1954, and subsequently on the same day unanimously approved by all of the shareholders at a Special General Meeting called for the purpose.

Montreal, October 4th, 1954.

(Seal)  
38284-o

K. ATKINSON,  
Secretary.

(A.G. 11292-52)

Canada — Province of Quebec,  
District de Québec

KOMO CONSTRUCTION LIMITED

By-law No. 11

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 11 of the Company as follows, to wit:

1. The number of directors of the Company be and it is hereby increased from three to four in order that the Company's Board of Directors be hereafter composed of four directors;

2. Article 3 of General By-law I be and the same is hereby amended in order to give effect to this By-law."

I, Omer Couture, Secretary-Treasurer of the company "Komo Construction Limited", hereby certify that said By-law No. 11 is a true copy of By-law No. 11, unanimously adopted by the directors of the Company at their meeting of September 18, 1954, and subsequently unanimously confirmed, approved and sanctioned by the shareholders at a special general meeting of the Company's shareholders duly called for the said purpose and at which meeting all the shareholders of the Company were present.

(Seal)  
38283

OMER COUTURE,  
Secretary.

(A.G. 1629-51)

GORDON MANUFACTURING Co. LIMITED

Extract from the minutes of a meeting of directors of "Gordon Manufacturing Co. Limited", held at the Head Office of the Company, at Montreal, on the 12th day of August, 1954, concerning a decrease in the directorate of the above named Company from five (5) to four (4):

"It was moved, seconded and resolved that By-law No. 3 (a) be amended to read as follows:

3. a) The affairs of the Company shall be managed by a Board of Four Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

Montreal, September 21st, 1954.

Certified true extract.

(Seal)

S. S. GORDON,  
President.

ABRAHAM I. GORDON,  
Secretary.

38310-o

## AVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la loi du régime des eaux courantes que l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage d'emmagasinage sur le cours d'eau Rivière Sault-au-Cochon, et plus exactement à la décharge du Lac Sault-au-Cochon, qui est la source de la rivière. Ceci se trouve sur des terres de la Couronne, louées à l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Saguenay à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, 13 octobre 1954.

ANGLO-CANADIAN PULP AND PAPER  
MILLS LIMITED  
Le Secrétaire,  
H. D. RUTHMAN.

38289-0

## AVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la loi du régime des eaux courantes, que l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire faire une centrale hydro-électrique de 1000 Kw. et un barrage sur le cours d'eau connu sous le nom de Rivière Sault-au-Cochon dans les blocs A et B, Canton de Laval, comté de Saguenay, au confluent du St-Laurent sur la rive nord.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Saguenay à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, 13 octobre 1954.

ANGLO-CANADIAN PULP AND PAPER  
MILLS LIMITED,  
Le Secrétaire,  
H. D. RUTHMAN.

38290-43-4-0

(P.G. 11636-54)

JEAN TALON SHOPPING CENTRE INC.

Règlement Spécial "A"

Pour amender le règlement N° 3 en augmentant le nombre des directeurs de trois (3) à quatre (4):

"A moins qu'autrement déterminé, le nom-

## NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited of the City of Quebec of the County of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a water storage dam on the water course known as the Sault-au-Cochon River and specifically at the outlet of Lac Sault-au-Cochon which is the head water of this river. This is on Crown land, leased to Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Saguenay County at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, October 13, 1954.

ANGLO-CANADIAN PULP AND PAPER  
MILLS LIMITED,  
H. D. RUTHMAN,  
Secretary.

38289-0

## NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water-Course Act, that Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited of the city of Quebec of the County of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a 1000 Kw. hydro-electric plant and dam on the water course known as The Sault-au-Cochon River, blocks A and B, Township of Laval, County of Saguenay, at the point where it meets the St. Lawrence River on the north share of same.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Saguenay County at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, October 13, 1954.

ANGLO-CANADIAN PULP AND PAPER  
MILLS LIMITED,  
H. D. RUTHMAN,  
Secretary.

38290-43-4-0

(A.G. 11636-54)

JEAN TALON SHOPPING CENTRE INC.

Special By-law "A"

To amend by-law No. 3 by increasing the directorate from three (3) to four(4):

"Unless otherwise determined, the number

bre des directeurs sera de quatre (4) dont trois (3) formeront quorum".

Certifié vraie copie du règlement spécial "A" décrété par les directeurs de la compagnie le 13e jour de juillet 1954 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,  
38345 SADIE LETOVSKY.

of Directors shall be four (4) of whom three (3) shall form a quorum."

Certified true copy of Special By-law "A" enacted by the Directors of the Company on the 13th day of July, 1954 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

SADIE LETOVSKY,  
38345-o Secretary.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1037

Number 1037

Québec, le 6 octobre 1954.

Quebec, October 6, 1954.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement en claims miniers de certains terrains dans le canton de Holland, district électoral de Gaspé-Nord.

CONCERNING the withdrawal from staking as mining claims, certain pieces of land in the Township of Holland, electoral district of Gaspé-North.

ATTENDU QUE Trans-Gaspésien Aérien Limitée a obtenu par l'arrêté en conseil N° 969, du 23 septembre 1954, un terrain d'atterrissage dans le canton de Holland, district électoral de Gaspé-Nord, et demande la soustraction au jalonnement en claims miniers de l'étendue couverte par ce terrain;

WHEREAS Trans-Gaspésien Aérien Limitée has been granted by Order in Council No. 969, dated September 23, 1954, landing-ground in the Township of Holland, electoral district of Gaspé-North, and requests the withdrawal from staking as mining land the area covered by said ground;

ATTENDU QUE cette société représente que l'établissement d'un tel terrain d'atterrissage accélérerait le développement minier et industriel du centre de la Gaspésie;

WHEREAS this Company maintains that the establishing of said landing-ground would hasten the mining and industrial development of the central part of Gaspé;

Vu le paragraphe 7 de l'article 227 de la Loi des mines, permettant au Lieutenant-gouverneur en conseil de réserver et soustraire au jalonnement en claims miniers les terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires pour les fins y spécifiées et autres fins.

IN VIEW of paragraph 7, section 227 of the Quebec Mining Act, permitting the Lieutenant-Governor in Council to reserve or withdraw from staking as mining land, the ground which in his opinion may be required or necessary for purposes specified therein or for other purposes.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des mines:

IN CONSEQUENCE, it is ordained, upon the proposition of the Honourable the Minister of Mines:

1. QUE le terrain décrit ci-après, situé dans le canton de Holland, district électoral de Gaspé-Nord, soit soustrait au jalonnement en claims miniers et réservé à la Couronne, à savoir:

1. THAT the area hereinafter described, situate in the Township of Holland, electoral district of Gaspé-North, be withdrawn from staking as mining land and reserved for the Crown, to wit:

Un terrain de deux cent quarante-six acres et demie (146.5), situé dans le canton de Holland et dont le coin sud se rattache au point d'intersection de la ligne centrale avec la limite nord du chemin Gaspé-Murdochville par une droite de cent soixante-douze (172.00) chaînes de longueur, suivant une direction astronomique S. 72° 30' 0.

An area of two hundred and forty-six acres and a half (246.5), situate in the Township of Holland, the southern corner of which is linked with the point of intersection of the central line and the northern limit of the Gaspé-Murdochville highway by a straight line of one hundred and seventy-two (172.00) chains in length, in an astronomical direction S. 72° 30' 0.

Ce terrain est plus particulièrement indiqué sur un plan et une description technique préparés par l'arpenteur Jean-Damien Roy, en date du 31 août 1954 et déposés aux archives du service des Arpentages du ministère des Terres et forêts.

This area is more particularly indicated on a plan and technical description prepared by Jean Damien Roy, Surveyor, dated August 31, 1954, and deposited in the archives of the Survey Service of the Department of Lands and Forests.

2. QUE l'arrêté en conseil N° 663, du 29 mai 1953, soit annulé.

2. THAT Order in Council No. 663, dated May 29th., 1953, be cancelled.

Le Greffier du Conseil Exécutif,  
38308 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
38308 Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS

NOTICE

LAVAL SECURITIES LIMITED

LAVAL SECURITIES LIMITED

Avis est donné que Laval Securities Limited, constituée en corporation en vertu de la Loi des

Notice is hereby given that Laval Securities Limited, a corporation constituted under the

compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 13e jour d'octobre 1954.

38279 (Signé) Le Secrétaire,  
J. AUSTIN MURPHY.

Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 13th day of October, 1954.

38279-o Signed J. AUSTIN MURPHY,  
Secretary.

Avis est donné que Melcon Textiles Corp., incorporé sous la loi des Compagnies de Québec, Première partie, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la dite Loi.

Montréal, le 12 octobre 1954.

38285-o MELCON TEXTILES CORP.,  
Par le Secrétaire-Trésorier,  
TEUBEN B. COHEN.

Notice is hereby given that Melcon Textiles Corp., incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, will apply for leave to surrender its Charter pursuant to the Provisions of the said Act.

Montreal, October 12th, 1954.

38285-o MELCON TEXTILES CORP.,  
Per REUBEN B. COHEN,  
Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Four Seventeen St. Peter Street Ltd. en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, demandera l'abandon de sa charte selon une date devant être fixée par le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Montréal, 20 octobre 1954.

38328 (Signé) Les Procureurs de la requérante,  
CYRIL E. SCHWISBERG.

Notice is hereby given that Four Seventeen St. Peter Street, Ltd. will apply, under the provisions of S. 26, Quebec Companies Act, for leave to surrender its Charter on a date to be fixed by the Honourable the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, October 20th, 1954.

38328-o (signed) CYRIL E. SCHWISBERG,  
Attorney for Applicant.

#### AVIS

"En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, première partie, la compagnie Galibert Leather Co. Ltd. donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et l'annulation de celle-ci à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer."

Daté à Montréal, ce 19e jour d'octobre 1954.

38329 GALIBERT LEATHER CO. LTD.,  
Le Président,  
Par WILLIAM BUSHENBAUM.

"Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, Galibert Leather Co. Ltd., hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the Surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him."

Dated at Montreal, this 19th day of October, 1954.

38329-o GALIBERT LEATHER CO. LTD.,  
Per: WILLIAM BUSHENBAUM,  
President.

#### NOTICE

#### AVIS

J. H. MINET & Co. (CANADA) LTD.

J. H. Minet & Co. (Canada) Ltd. donne, par les présentes, avis, qu'elle s'adressera au Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Montréal, le 19 octobre 1954.

38330-o Le Président,  
NORMAN H. FOWLER.

#### NOTICE

J. H. MINET & Co. (CANADA) LTD.

J. H. Minet & Co. (Canada) Ltd. hereby gives notice that it will make application to the Attorney General under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, October 19, 1954.

38330-o NORMAN H. FOWLER,  
President.

### Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 2443-54)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Organon Inc." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la Province de Québec, et la com-

### Company Licensed to do Business

(P. Sec. 2443-54)

Notice is hereby given that the company "Organon Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the

pagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Son bureau principal dans la Province sera à 286 ouest, rue St-Paul, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Ellis M. Wentworth, 5255 rue Mariette, en les-dits district judiciaire et cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
38277 JEAN BRUCHÉSI.

Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its principal office in the Province will be at 286 St. Paul St. West, in the city and judicial District of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it, is Mr. Ellis M. Wentworth, 5255 Mariette Street, in the said city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of October, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
38277-o Under Secretary of the Province.

### Compagnie dissoute

(P.G. 11398-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la "Compagnie de Terrains Vinet Limitée — The Vinet Land Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 mars 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,  
38277-o C. E. CANTIN.

### Company Dissolved

(A.G. 11398-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Compagnie de Terrains Vinet Limitée — The Vinet Land Company Limited", incorporated by letters patent dated March 12, 1924.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1954, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,  
38277 Deputy Attorney General.

### Demandes à la Législature

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que A. Carlyle Roy, horticulteur, de la ville de Hampstead, et W. Wallace Roy, surintendant général, de la cité d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale validant leur titre à parties des lots 198 et 201 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval.

Montréal, le 19 octobre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,  
38321-43-4-o ÉMILIE BRAIS.

### Applications to Legislature

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that A. Carlyle Roy, horticulturist of the town of Hampstead, and W. Wallace Roy, general superintendent, of the city of Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special act in order to bring into effect their title to parts of lot 198 and 201 of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, in the county of Laval.

Montreal, October 19th, 1954.

ÉMILIE BRAIS,  
38321-43-4 Attorney for petitioners.

#### HUDSON INVESTMENT LTD

Avis est donné que la compagnie "Hudson Investment Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mai 1954, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, province de Québec, a établi son bureau à Suite 204, 159 ouest, rue Craig.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le 30 septembre 1954.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,  
38331-o A. MORETTI.

#### HUDSON INVESTMENT LTD

Notice is hereby given that "Hudson Investment Ltd", a Company incorporated by letters patent dated the 8th of May, 1954, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 204, 159 Craig St. W., Montreal, P. Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, September 30, 1954.

(Seal) A. MORETTI,  
38331-o Secretary-Treasurer.

## AVIS PUBLIC

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Lachine, dans le Comté de Jacques-Cartier, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront là et alors un projet de loi pour les autoriser:

a) à pourvoir à des pensions de retraite à Messieurs Albert Saint-Denis, Adéodat Beaulne, Napoléon Saint-Vincent et Émile Beaulne;

b) à verser une indemnité aux Commissaires d'école;

c) à adopter un règlement établissant le poste de directeur général des écoles;

d) à modifier l'art. 151 A de la Loi de l'Instruction publique concernant l'élection des Commissaires.

Lachine, le 19 octobre 1954.

Les Procureurs des requérants,

DESLAURIERS, TRÉPANIÉ

38349-43-4-o

& AUCLAIR.

## PUBLIC NOTICE

The School Commissioners of the Municipality of the City of Lachine, in the County of Jacques-Cartier, give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session and then and there shall present a bill to be authorized:

a) to provide a retiring pension to Messrs. Albert Saint-Denis, Adéodat Beaulne, Napoléon Saint-Vincent and Émile Beaulne;

b) to pay an indemnity to the Commissioners;

c) to adopt a by-law establishing the office of general director of schools;

d) to modify article 151A of the Education Act concerning the election of the Commissioners;

Lachine, October 19th, 1954.

DESLAURIERS, TRÉPANIÉ

& AUCLAIR,

38349-43-4-o

Attorneys for petitioners.

## AVIS

Prenez avis que le soussigné, Jules Prentovitch, propriétaire de station de gasoline, demeurant au numéro 4082 rue Tupper, en la cité de Westmount, district de Montréal, présentera à la prochaine session de l'Assemblée Législative de Québec, une pétition pour changer son nom en celui de "Jules Desjardins" à toute fin que de droit.

Montréal, le 19 octobre, 1954.

(Signé) JULES PRENTOVITCH.

Le Procureur du pétitionnaire.

38348-43-4-o

GÉRALD E. SULLIVAN, C.R..

## NOTICE

Take notice that the undersigned, Jules Prentovitch, proprietor of a gasoline station, domiciled at number 4082 Tupper Street, in the City of Westmount, district of Montreal, will present before the next session of the Quebec Legislature, a petition to change his name into that of "Jules Desjardins" for all legal purposes.

Montreal, October 19, 1954

(Signed) JULES PRENTOVITCH.

GÉRALD E. SULLIVAN, Q.C.,

38348-43-4

Attorney for the plaintiff.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Gérald Legault, cultivateur, de Pointe Claire, district de Montréal, s'adressera à la Législature, de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre à un immeuble situé à la Côte St-Jean, connu et désigné comme étant les lots nos. cent trente et cent quarante deux (130 et 142) du cadastre officiel de la Paroisse de Pointe-Claire, et reconnaissant son droit de propriété absolue sur ledit immeuble.

Montréal, le 19 octobre 1954.

Les Procureurs du requérant,

DESLAURIERS, TRÉPANIÉ

38350-43-4-o

& AUCLAIR.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Gérald Legault, farmer of Pointe-Claire, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session for the adoption of an act validating and confirming his title to an immoveable property situated at Côte St. Jean, known and designated, as being lots number one hundred and thirty, and one hundred and forty two (130 and 142) of the official cadastre of the Parish of Pointe-Claire and declaring absolute his rights of property to the said immoveable.

Montreal, 19th October 1954.

DESLAURIERS, TRÉPANIÉ

& AUCLAIR,

38350-43-4-o

Attorneys for plaintiff.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "La Société Coopérative Agricole du canton de Granby", dans le comté de Shefford s'adressera à la Législature de Québec au cours de la présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi qui l'autorisera:

a) D'emprunter au moyen d'une émission d'obligations, de bons ou autres valeurs;

b) D'augmenter le nombre de ses directeurs;

c) Faire souscrire des actions par d'autres coopératives agricoles;

d) D'avoir le droit de diviser son territoire en districts afin de permettre à chaque district d'élire un ou deux directeurs;

Granby, le 12 octobre, 1954.

L'Avocat des pétitionnaires.

38351-43-4-o

PHILIPPE FERLAND, C.R.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Société Coopérative Agricole du canton de Granby", in the county of Shefford, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for the passing of an act to authorize it:

a) To borrow by issuing bonds (debentures) of other securities;

b) To increase the number of its directors;

c) To have shares subscribed by other cooperative agricultural associations;

d) To be authorized to divide its territory into districts in order to have one or two directors elected in each district.

Granby, October 18th, 1954.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,

38351-43-4-o

Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que M. Raoul Latreille, administrateur de Montréal, et son épouse, née Géraldine Leclair, du même lieu, s'adresseront à la Législature provinciale lors de sa prochaine session, concernant les dispositions testamentaires de feu Osmond Latreille.

Montréal, 20 octobre 1954.

38352-43-4-o Le Procureur des requérants,  
FRANCIS FAUTEUX.

Notice is hereby given that Mr. Raoul Latreille, administrator of Montreal, and his wife, Géraldine Leclair, of the same place, will apply to the Provincial Legislature at its next session, concerning the testamentary dispositions of the late Osmond Latreille.

Montreal, October 20th, 1954.

38352-43-4-o FRANCIS FAUTEUX,  
Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la corporation dite "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et gérer le Monastère des Augustines hospitalières de Lévis, accordant à cette corporation les pouvoirs usuellement octroyés à de telles corporations et comportant l'extinction de la corporation dite "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" constituée par la Loi de la province de Québec, 56 Victoria, chapitre 86, subséquemment modifiée par les lois 1 George V, chapitre 100, et 17 George V, chapitre 108, et le transport de l'actif et du passif de cette dernière à la corporation à être constituée.

Québec, le 19 octobre 1954.

38353-43-4-o Le Procureur de la pétitionnaire,  
ALBERT DUMONTIER.

Notice is hereby given that the corporation of "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act constituting a corporation to hold and manage the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis", which corporation would be vested with the powers usually granted to such corporations, including the abolishment of the said corporation "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", incorporated by an Act of the Province of Quebec, 56 Victoria, chapter 86, subsequently amended by acts 1 George V, chapter 100, and 17 George V, chapter 108, and the transferring of the assets and liabilities of the latter to the corporation to be so incorporated.

Québec, October 19th, 1954.

38353-43-4 ALBERT DUMONTIER,  
Attorney for petitioner.

PUBLIC NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Révérendes Dames Eugénie Trudel, en religion Sœur Sainte-Gertrude, Thérèse Savard, en religion Sœur Marie-de-l'Annonciation, Aurore Mercure, en religion Sœur Marie-du-Calvaire, toutes chanoinesses régulières de Saint-Augustin, respectivement supérieure, assistante et maîtresse des novices, du monastère desdites religieuses de la cité de Lévis et y demeurant, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et exploiter l'hôpital général connu sous le nom de "Hôtel-Dieu de Lévis" en la cité de Lévis, accordant à cette corporation les pouvoirs usuellement octroyés à de telles corporations.

Québec, le 19 octobre 1954.

38354-43-4-o Le Procureur des pétitionnaires,  
ALBERT DUMONTIER.

Notice is hereby given that the Reverend Ladies, Eugénie Trudel, in religion, Sister Sainte-Gertrude, Thérèse Savard, in religion, Sister Marie-de-l'Annonciation, Aurore Mercure, in religion, Sister Marie-du-Calvaire, all regular canonesses of Saint-Augustine, respectively Superior, Assistant-Superior and Mistress of Novices of the monastery of the said nuns of the city of Lévis, and residing therein, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of an act constituting a corporation to hold and operate a general hospital known under the name of "Hôtel-Dieu de Lévis", in the city of Lévis, granting to this corporation the powers usually bestowed upon such corporations.

Québec, October 19th, 1954.

38354-43-4 ALBERT DUMONTIER,  
Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la "Société Coopérative Agricole de St-Casimir", le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de "Société Coopérative Agricole Régionale St-Casimir", conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Québec, ce septième jour d'octobre 1954.

38325-o Le Ministre de l'Agriculture,  
LAURENT BARRÉ.

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that with the consent of the Board of Directors of the "Société Coopérative Agricole de St-Casimir", the name of the said cooperative agricultural Association is changed to that of "Société Coopérative Agricole Régionale St-Casimir", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chap. 120).

Québec, this October seventh, 1954.

38325 LAURENT BARRÉ,  
Minister of Agriculture.

## Département de l'Instruction Publique

## Department of Education

N° 851-54.

Québec, le 6 octobre 1954.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Clerke City, dans le comté de Saguenay" le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Cette future municipalité comprendra le bloc A du cadastre officiel du canton Leneuf et les blocs M et N du cadastre du canton Arnaud, tous dans le comté de Saguenay.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
38246-42-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 851-54

Quebec, October 6, 1954.

Application is made to form a separate school municipality, under the name of "School Municipality of Clerke City, in the county of Saguenay" on the territory hereunder described which is not as yet organized as far as schools are concerned.

This proposed municipality will include Block A of the official cadastre of the Township of Leneuf and Blocks M and N of the cadastre of the Township of Arnaud, all of which are in the county of Saguenay.

O. J. DÉSAULNIERS,  
38246-42-2 Superintendent of Education.

N° 179-54.

Québec, le 12 octobre, 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dunham, dans le comté de Missisquoi, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Cowansville, dans le même comté.

Ce territoire est décrit comme suit, savoir: les lots 1 à 75 inclusivement du rang I; 121 à 193 du rang II; 194 à 276 du rang III; 322 à 376 du rang IV et les parties des lots au nord du lot 322 situées au sud du chemin public; les lots 377 à 415 inclusivement du rang V; 500 à 511 du rang VI et la moitié est des lots primitifs 10, 11 et 12 et les lots 539 à 560 inclusivement du rang VI; 561 à 581 inclusivement et la demie ouest des lots primitifs 10, 11 et 12 et les lots 592 à 598 inclusivement du rang VII; les lots 689 à 729 inclusivement du rang VIII; 730 à 780 du rang IX et 858 à 911 aussi inclusivement du rang X.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
38300-43-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 179-54.

Quebec, October 12, 1954.

Application is made to detach from the School Municipality of Dunham, in the County of Missisquoi, the territory hereunder described in order that it be annexed, for protestants only, to the Protestant Municipality of Cowansville, same County.

This territory is described as follows, to wit: lots 1 to 75 inclusive, Range I; 121 to 193, Range II; 194 to 276, Range III; 322 to 376, Range IV, and those parts of lots north of lot 322 situate south of the public road; lots 377 to 415 inclusive, Range V; 500 to 511 of Range VI and the easterly half of original lots 10, 11 and 12 and lots 539 to 560 inclusive, Range VI; 561 to 581 inclusive and the westerly half of original lots 10, 11 and 12, and lots 592 to 598 inclusive, Range VII; lots 689 to 729 inclusive, Range VIII; 730 to 780 of Range IX and 858 to 911 also inclusive, Range X.

O. J. DÉSAULNIERS,  
38300-43-2 Superintendent of Education.

N. 695-53.

Québec, le 14 octobre, 1954.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 octobre 1954, d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de St-Michel-de-Wentworth, dans le comté d'Argenteuil", le territoire ci-dessous décrit qui fait actuellement partie de la municipalité scolaire de Wentworth.

Cette nouvelle municipalité comprendra les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel du canton de Wentworth, savoir: 1 à 28 des rangs I à V aussi inclusivement.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1955.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
38277 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 695-53.

Quebec, October 14, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated October 6, 1954, to erect into a separate school municipality, for Catholic ratepayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of St-Michel-de-Wentworth, in the county of Argenteuil," the territory hereinbelow described which presently forms part of the school municipality of Wentworth.

This new municipality will be comprised of the following lots, all inclusive on the official cadastre of the township of Wentworth, to wit: 1 to 28 of ranges I to V also inclusive.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1955.

O. J. DÉSAULNIERS,  
38277-o Superintendent of Education.

## Département du Travail

## Department of Labour

## AVIS DE MODIFICATION

## NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recom-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of

mander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 996 du 2 octobre 1952, relatif au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites à l'exclusion de la cité d'Arvida.

Le mot "pharmacie" apparaissant au paragraphe "a" de l'article I sera biffé.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 octobre 1954. 38324-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que "L'Association des Constructeurs de la région Lac St-Jean-Roberval" lui a présenté une requête à l'effet de devenir partie co-contratante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 octobre 1954. 38324-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'une part;

L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc., section des épiciers-bouchers de Sherbrooke;

Et, D'AUTRE PART;

L'Association canadienne des Employés du Commerce, Inc.;  
par les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Aux fins du décret, les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur:* Le terme "employeur" signifie toute personne, association ou corporation qui, subordonnément aux paragraphes "f" et "g" de l'article I de la loi de la Convention collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis au décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

the following amendments to the decree No. 996, of October 2, 1952, relating to the retail trade in the city of Chicoutimi and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, with the exception of the city of Arvida.

The word "drugs" mentioned in subsection "a" of section I will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, October 23, 1954. 38324-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Constructeurs de la région Lac St-Jean-Roberval" has petitioned him to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Chicoutimi, rendered obligatory by the decree No. 1743 of July 11th, 1941.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, October 23rd, 1954. 38324-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have petitioned him to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Retail Merchants Association of Canada-Québec, Inc., "Section des Épiciers-Bouchers de Sherbrooke";

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association canadienne des Employés du Commerce, Inc."; for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purpose of the decree, the following terms will have the meaning hereinafter given to them:

a) *Employer:* The word "employer" means any person, association or corporation who, subordinately to subsection "f" and "g" of section I of the Collective Agreement Act, keeps or operate one or more commercial establishments or private concerns in which any of the trades governed by the decree is carried on as a retail business or as a wholesale and retail business, whether such trade constitutes the main or secondary trade to all the other trades or occupations.

b) *Employé*: Le terme "employé" signifie toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui, subordonnement au paragraphe "j" de l'article I de la loi de la Convention collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

c) *Employé régulier*: Le terme "employé régulier" signifie tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé supplémentaire*: Le terme "employé supplémentaire" signifie tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente durant le semaine normale de travail.

e) *Messenger*: Le terme "messenger" signifie tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison, soit à pied, soit avec une bicyclette.

f) *Caissier ou caissière*: Le terme "caissier" ou "caissière" signifie tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

g) *Commis*: Le terme "commis" signifie tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'étalage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises, au débitage, à la préparation et à la vente des viandes.

h) *Employé de bureau*: Le terme "employé de bureau" désigne tout employé qui, faisant le travail clérical de bureau, la correspondance, la tenue des livres, etc., n'est pas autrement désigné dans le décret.

i) *Livreur*: Le terme "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture-automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, à ses moments libres, doit travailler à l'entretien général de l'établissement.

j) *Aide-livreur*: Le terme "aide-livreur" désigne tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises. L'aide-livreur, à ses moments libres, doit aider à l'entretien général de l'établissement.

k) *Apprenti*: Le terme "apprenti" désigne toute personne qui n'a aucune expérience comme employé de magasin de détail.

II. *Jurisdiction*: a) *Commerciale*: Le décret s'appliquera à toute personne, société, association opérant un commerce d'épicerie, de boucherie ou de restaurant-épicerie, dans les limites de la juridiction territoriale ci-après désignée.

b) *Territoriale*: Le décret s'appliquera à la Cité de Sherbrooke et à tout le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

III. *Heures de travail*: a) Les heures de travail de la semaine sont réparties comme suit:

Les lundis, mardis, jeudis et samedis de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les mercredis: de 8.00 a.m. à 12.30 p.m. (midi-trente)

Les vendredis: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b) Le patron doit allouer une heure à chaque jour pour le dîner et le vendredi, il doit allouer une heure pour le dîner et une heure pour le souper.

c) Dans les cas d'urgence où les employés doivent travailler pendant leur période régulière des repas, on doit leur allouer ce même temps aussitôt que possible dès que l'urgence a cessé et, à tout événement, pas plus tard qu'une heure après la période régulière des repas.

b) *Employee*: The word "employee" means any male or female wage-earning person who, subordinately to subsection "j" or section I of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "a" of the present section.

c) *Regular employee*: The words "regular employee" mean any employee who works the regular working week of the establishment in which he is employed.

d) *Extra employee*: The words "extra employee" mean any employee who is hired over and above the regular staff, intermittently, in the course of the normal working week.

e) *Messenger*: The word "messenger" means any employee who performs the work usually known as that of messenger and delivers goods either on foot or with a bicycle.

f) *Cashier*: The word "cashier" means any male or female employee who collects the money proceeding from the sales and performs any other work usually carried out by the cashier.

g) *Clerk*: The word "clerk" means any employee committed to the sale of goods, to the collection, to the receiving, dispatching, displaying, unpacking, packing, labelling and storing of goods, to the cutting, preparing or selling of meat.

h) *Office employee*: The words "office employee" mean any employee who does office clerk work, correspondence, bookkeeping, etc. and is not otherwise designated in the decree.

i) *Delivery man*: The words "delivery man" mean any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle of which he is in charge, does the delivery and transport of goods to any place determined by the employer. The delivery man, in his spare moments, shall work at the general maintenance of the establishment.

j) *Delivery man's helper*: The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man in the delivery and transport of goods. The delivery man's helper, in his spare moments, shall help in the general maintenance of the establishment.

k) *Apprentice*: The word "apprentice" means any person who has no experience as retail store employee.

II. *Jurisdiction*: a) *Commercial*: The decree will govern any person, partnership, association or corporation engaged in any grocery, butcher and grocery-restaurant's trade, within the limits of the territorial jurisdiction hereinafter mentioned:

b) *Territorial*: The decree will apply to the City of Sherbrooke and to all the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits.

III. *Working hours*: a) The week's working hours shall be distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Wednesday: 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

On Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b) Every employee shall be entitled to one hour off for his noon meal and, on Friday, one hour off for his noon meal and one hour off for his supper.

c) When it is urgent that employees work during their regular meal time, the employer shall allow the same length of time for lunch (one hour) as soon as possible, and this should not be later than one hour after the regular meal period.

IV. Taux de salaires minima:

a) Classification:	Taux hebdomadaire
Boucher et acheteur.....	\$40.00
Boucher.....	35.00
Aide-boucher.....	25.00
Premier commis épicier ou en charge.....	35.00
Commis-livreur.....	30.00
Autre commis homme.....	25.00
Autre commis femme.....	25.00
Apprenti commis homme (6 mois).....	20.00
Apprenti commis femme (6 mois).....	20.00
Commissaire.....	15.00

b) Les employés doivent être payés toutes les semaines.

V. Fêtes chômées et payées: a) Les jours suivants sont des jours de fêtes chômés et payés:

Le jour de l'An, L'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la fête de la reine Victoria, la St-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'actions de grâces, l'Immaculée Conception, la Toussaint, Noël.

Si un de ces jours de fête tombe un dimanche, le jour suivant est considéré comme un jour de fête.

b) Dans les cas où, à cause d'un jour de fête, le patron voudrait changer les heures de travail, le patron et les employés doivent en venir à une entente préalable.

c) Lorsque dans la semaine, il y a une fête chômée, le mercredi est jour de travail toute la journée, et les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.

VI. Vacances: a) Tous les employés qui ont travaillé pour le patron pendant un (1) an auront droit à une vacance de six (6) jours avec paye.

b) Les employés qui ont été au service du patron moins d'un an au moment des vacances ou qui quittent le patron durant l'année, ont droit à 2% du salaire qu'ils ont gagné.

c) Les employés doivent choisir leurs vacances par ordre d'ancienneté.

d) Les salaires pour la période des vacances doivent être payés d'avance aux employés.

e) La période donnant droit aux vacances s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

f) Les vacances doivent être accordées pendant la période s'étendant du 1er mai au 30 octobre de chaque année.

g) La semaine de vacances doit être déterminée après entente entre l'employeur et son employé.

VII. Habits: Si le patron exige le port de tabliers ou autres vêtements spéciaux, il doit en assumer le coût et également l'entretien.

VIII. Privilèges ou avantages: Aucune des dispositions du décret ne peut être interprétée de façon à faire perdre aux employés les privilèges ou avantages auxquels ils ont droit présentement, même s'ils ne sont pas stipulés dans le décret.

IX. Durée du décret: Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1955. Il se renouvellera automatiquement, d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ait avisé l'autre partie par écrit de son intention de l'abroger. Cet avis ne devra pas être donné plus de soixante (60) jours ni moins de trente (30) jour avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente.

IV. Minimum Wage rates:

a) Classification	Weekly Rates
Butcher and buyer.....	\$40.00
Butcher.....	35.00
Butcher's helper.....	25.00
First grocery clerk or in charge.....	35.00
Delivery clerk.....	30.00
Other clerks-men.....	25.00
Other clerks-women.....	25.00
Apprentice clerk-men (6 months).....	20.00
Apprentice clerk-women (6 months).....	20.00
Messenger.....	15.00

V. Holidays with pay: a) The following days shall be holidays with pay:

New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Immaculate Conception Day, All Saints Day, Christmas Day.

If one of the hereabove mentioned holidays fall on Sunday, the day after shall be observed as a holiday.

b) Should an employer, because a holiday occurs in the week, wish to change the working hours, he shall do so by mutual agreement with his employees.

c) When during the week, there is a holiday, Wednesday shall be a regular working day, and the hours shall be distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.

VI. Vacations: a) Every employee who has completed one year's work with the same employer is entitled to a vocation of six days with regular pay.

b) Every employee with less than one year's service with the same employer at the date of vacation or who has left his employer during the year, shall be entitled to a remuneration equal to two (2%) per cent of the wages earned during his period of service.

c) Employees shall choose their week's vocation by order of seniority.

d) The wages for the vacation period shall be paid in advance to the employees.

e) The period entitling the employee to such vacation extends from May 1st, of one year to April 30th of the next year.

f) Vacations must be given during the period extending May 1st to October 30th of the year.

g) The weekly vacation shall be determined by mutual agreement between employer and employee.

VII. Uniforms: If the employer requires his employees to wear aprons or any special uniform, he shall pay the cost and keeping in good order.

VIII. Privileges and advantages: No provision of the decree shall be so interpreted as to cause the employees to lose the privileges or advantages to which they are now entitled, even if such privileges or advantages are not stipulated in the decree.

IX. Duration of the Decree: The decree will come into force on the day of its publication in the Quebec Official Gazette and will so remain until June 30, 1955. It will then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day before the expiration of the original term or of any subsequent year.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,  
Québec, le 23 octobre 1954.

38324-0

Such a notice shall also be given to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, October 23, 1954.

38324-0

## Examens du Barreau — Bar Examinations

### BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Loubier.....	Gabriel.....	22	Black Lake.....	Extra-Collégial.

Arthabaska, 19 octobre 1954 — Arthabaska, October 19th, 1954

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.  
J. F. WALSH,  
Secretary of the Bar of Arthabaska.

28323

### BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1954 — Examinations of October, 1954

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Aaron.....	Wm S.....	27	Ville St-Laurent..	Sir George William
2.— Allmand.....	Wm Warren.....	21	Montréal.....	Loyola.
3.— Archambault.....	André.....	18	Montréal.....	Un. Catholique de Washington
4.— Ashenmil.....	Harold W.....	21	Outremont.....	McGill University
5.— Ballon.....	Basil F.....	22	Montréal.....	McGill
6.— Beaupré.....	Gilles.....	23	Montréal.....	Un. de Montréal.
7.— Beauregard.....	Norbert.....	23	Montréal.....	Ste-Marie.
8.— Bédard.....	Jean.....	23	Verdun.....	Ste-Marie.
9.— Bégin.....	Jean-Yves.....	20	Montréal.....	Grasset.
10.— Bélanger.....	Clément.....	23	Montréal.....	Col. de Montréal.
11.— Berthiaume.....	Claude.....	20	Montréal.....	Stanislas.
12.— Bertrand.....	Robert-J.....	21	Montréal.....	L'Assomption.
13.— Bisailon.....	Paul-E.....	22	Montréal.....	Saint-Laurent.
14.— Bishop.....	Trevor H.....	21	Montréal.....	Bishop's.
15.— Blais Jr.....	G. Rolland.....	19	Montréal.....	Ste-Marie.
16.— Blakely.....	J. Arcléh.....	21	Montréal.....	Loyola.
17.— Boudreau.....	Roland.....	21	Montréal.....	Ste-Marie.
18.— Brierley.....	J. D. M.....	21	Montréal.....	Trinity College Sch.
19.— Caron.....	Madeleine.....	21	Montréal.....	Basile-Moreau.
20.— Chabot.....	Hélène.....	21	Montréal.....	Jésus-Marie.
21.— Charland.....	Claude.....	20	Montréal.....	Loyola.
22.— Charpentier.....	Serge.....	21	Montréal.....	Sainte-Marie.
23.— Choinière.....	Henri.....	22	Montréal.....	Université de Montréal.
24.— Chouinard.....	Pierre.....	17	Montréal.....	Stanislas.
25.— Cloutier.....	Jean.....	21	Montréal.....	Mont-Boniface (Manitoba).
26.— Cordeau.....	M.-E.....	24	Montréal.....	Mont-Saint-Louis.
27.— Crépeau.....	Richard.....	21	Montréal.....	Sainte-Marie.
28.— Croteau.....	J.-J.....	24	Montréal.....	Sainte-Marie.
29.— Daigle.....	Joseph.....	20	Montréal.....	Université Saint-Joseph, N.-B.
30.— Danchyshyn.....	Basil.....	29	Montréal.....	Université de Montréal.
31.— Denis.....	Raymond.....	22	Montréal.....	Collège de Montréal.
32.— Desjardins.....	Alice.....	20	Montréal.....	Basile-Moreau.
33.— Desmarais.....	Claude-G.....	20	Montréal.....	Sainte-Marie.
34.— Desmarais.....	Pierre.....	21	Montréal.....	Sainte-Marie.
35.— Dingle.....	Paul.....	22	Montréal.....	Loyola.
36.— Domville.....	James de B.....	21	Montréal.....	Université McGill.
37.— Dorais.....	Guy.....	22	Montréal.....	Université d'Ottawa.
38.— Drouin.....	André.....	21	Montréal.....	André-Grasset.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Collèges
39.— Ducharme	Léo	22	Montréal	Université d'Ottawa.
40.— Durand	Roland	22	Montréal	Université de Grenoble.
41.— Eymard	Lionel	21	Montréal	Externat Sainte-Croix.
42.— Finkelberg	Irving I.	25	Montréal	Sir George Wms College.
43.— Gally	Rollin L.	21	Montréal	Université McGill.
44.— Gelger	N. N.	22	Montréal	Université McGill.
45.— Geoffrion	Françine.	19	Montréal	Basile-Moreau.
46.— Gilbert	Roger	22	Montréal	Loyola.
47.— Godin	Gilbert	21	Montréal	L'Assomption.
48.— Gossack	Harold	23	Montréal	Sir George Williams.
49.— Goyer	Jean-Pierre	22	Ville St-Laurent	Sainte-Marie.
50.— Greenberg	B.J.	20	Montréal	Université McGill.
51.— Gregory	H. D. J.	20	Montréal	Bishop's.
52.— Grivakes	Tass.	21	Outremont.	Université McGill.
53.— Gurianova	Helena	35	Outremont.	Université de Montréal.
54.— Gwyn	N. R. T.	21	Rosemere	Loyola.
55.— Hanson	Derek A.	20	Montréal	Trinity College School.
56.— Hébert	Gilles.	21	Verdun	Ste-Marie.
57.— Hugessen	James K.	21	Montréal	Bishop's.
58.— Hurtubise	René	21	Montréal	Sainte-Marie.
59.— Julien	Claude	21	Montréal	Sainte-Thérèse.
60.— Kalckenback	André	25	Montréal	Université d'Ottawa.
61.— Kosorwich	Joh	28	Montréal	Sir George Williams.
62.— Lafontaine	Isabelle	21	Montréal	Marguerite-Bourgeoys.
63.— Lafortune	Jean	21	Montréal	Stanislas.
64.— Lamontagne	Jacques	21	Montréal	Sainte-Marie.
65.— Lanteigne	Robert	22	Montréal	Saint-Hyacinthe.
66.— Lapointe	André	20	Montréal	Saint-Laurent.
67.— Lauzon	Claude	19	Ville St-Laurent	Saint-Laurent.
68.— Leclere	André	21	Montréal	Bourget.
69.— LeFrançois	Luc	21	Montréal	Sainte-Marie.
70.— Léger	Geo. Roméo	30	Montréal	Université d'Ottawa.
71.— Loiselle	Roger	37	Montréal	Valleyfield.
72.— Malone	Cilford	29	Montréal	Loyola.
73.— Marcoux	Jean	26	St-Vincent-de-Paul	André Grasset.
74.— Marien	Gilles	19	Montréal	Stanislas.
75.— Massé	Jean	22	Montréal	Sainte-Marie.
76.— Mayrand	Rémi	25	Montréal	Sainte-Marie.
77.— McGurk	Wm M.	30	Montréal	Sir George Williams.
78.— Nepveu	Lionel	19	Montréal	André-Grasset.
79.— O'Cain	André D.	20	Strathmore	Bourget.
80.— Panneton	Pierre	21	Montréal	Saint-Laurent.
81.— Piette	Claude	21	Montréal	Sainte-Marie.
82.— Plamondon	Luc	18	Montréal	Brébeuf.
83.— Poirier	Gilles	21	Montréal	Externat classique Sainte-Croix.
84.— Poliquin	Yvan	21	Ville St-Laurent	Notre-Dame.
85.— Porteous	John T.	21	Montréal	Bishop's.
86.— Pouliot	Roland	22	Montréal	Sainte-Marie.
87.— Prud'homme	Bernard	20	Montréal	Externat classique Sainte-Croix.
88.— Pytel	A. H.	24	Montréal	Université McGill.
89.— Reinhardt	Roger	22	Montréal	André-Grasset.
90.— Riendeau	Richard J.	21	Saint-Lambert	Loyola.
91.— Riopelle	Agathe	22	Montréal	Marie-Anne (Lachine).
92.— Rivard	Lomer	34	Montréal	Université de Montréal.
93.— Roussel	Maurice	26	Montréal	Grand Séminaire, Nicolet.
94.— Sabourin	Jean-Bernard	25	Montréal	Université d'Ottawa.
95.— St-Louis	Thérèse	28	Montréal	Marguerite-Bourgeoys.
96.— Saintonge	Lise	22	Montréal	Jésus-Marie.
97.— Schnaiberg	Hyman L.	22	Montréal	Université McGill.
98.— Shrier	Max.	22	Montréal	Sir George Williams.
99.— Simard	Michel	19	Montréal	Saint-Laurent.
100.— Taillefer	Bernard	22	Montréal	André Grasset.
101.— Teitelbaum	Max	22	Montréal	Sir George Williams.
102.— Tessier	Gilles	19	Montréal	Séminaire de Sainte-Thérèse.
103.— Thivierge	Claude	22	Montréal	Externat Sainte-Croix.
104.— Toye	David E.	25	Montréal	Sir George Williams College.
105.— Vaillancourt	Nicole B.	19	Montréal	Marguerite-Bourgeoys.
106.— Wang	Erik B.	21	Montréal	Université McGill.
107.— Watson	George I.	20	Montréal	Bishop's.

Montréal, le 19 octobre 1954.— Montreal, October 19th, 1954.

Le Secrétaire.  
ANDRÉ TESSIER,  
Secretary.

38323

Lettres patentes

Letters Patent

Oeuvre des Vocations du Diocèse  
de Québec

Oeuvre des Vocations du Diocèse  
de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Notice is given that pursuant to the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor

vince de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1954, constituant en corporation l'"Oeuvre des Vocations du Diocèse de Québec".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
38326-0 JEAN BRUCHÉSI.

#### Les Missionnaires Laïques de Notre-Dame

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1954, constituant en corporation "Les Missionnaires Laïques de Notre-Dame".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
38327-0 JEAN BRUCHÉSI.

#### Les Auxiliaires Féminines Internationales Catholiques (Montréal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1954, constituant en corporation "Les Auxiliaires Féminines Internationales Catholiques (Montréal)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,  
38347-0 JEAN BRUCHÉSI.

#### Caisse de Secours du Diocèse d'Amos

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1954, constituant en corporation la "Caisse de Secours du Diocèse d'Amos".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville d'Amos, district électoral d'Abitibi-Est.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,  
38346-0 JEAN BRUCHÉSI.

of the Province of Quebec, under date of the eighth day of October, 1954, incorporating "Oeuvre des Vocations du Diocèse de Québec".

The head office of the corporation hereinabove mentioned is situated in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, the nineteenth day of October, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
38326 Under Secretary of the Province.

#### Les Missionnaires Laïques de Notre-Dame

Notice is hereby given that in virtue of the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent dated October eighth, 1954, incorporating "Les Missionnaires Laïques de Notre-Dame".

The head office of the above mentioned corporation is situate in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the nineteenth day of October, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
38327 Under Secretary of the Province.

#### Les Auxiliaires Féminines Internationales Catholiques (Montréal)

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October eighth 1954, incorporating "Les Auxiliaires Féminines Internationales Catholiques (Montréal)".

The head office of the corporation hereinabove mentioned is located in the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary the twentieth day of October 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
38347 Under Secretary of the Province.

#### Caisse de Secours du Diocèse d'Amos

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October eighth 1954, incorporating the "Caisse de Secours du Diocèse d'Amos".

The head office of the corporation hereinabove mentioned is located in the Town of Amos, electoral district of Abitibi-East.

Given at the office of the Provincial Secretary on the twentieth day of October 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
38346 Under Secretary of the Province.

### Liquidations, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du "Syndicat Coopératif des Surplus de Lait de Québec", tenue à Québec, le 2 avril 1953, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que Messieurs Paul Turgeon, c.a., de

### Winding up Notices:

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the "Syndicat Coopératif des Surplus de Lait de Québec" held at Quebec on April 2, 1953, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and the Winding-up Act, and for such purposes, that Messrs Paul Turgeon, C.A., of Quebec, C. H. Robertson,

Québec, C. H. Robertson, de St-Louis-de-Pintendre et Gilles-Marie Bédard, de L'Ancienne-Lorette ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,  
38286-o JEAN BRUCHÉSI.

of St-Louis-de-Pintendre, and Gilles-Marie Bédard of L'Ancienne-Lorette, have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, October twelfth, 1954.

38286 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nomination suivantes:

Québec, le 23 septembre 1954.

MM. Jacques Verreault, secrétaire de la Commission des accidents du travail de Québec, Benoît Levasseur, chef des services, Commission des allocations sociales du Québec, et Me Philippe Rousseau, secrétaire général de la Commission du salaire minimum: commissaires *per dedimus potestatem*.

38277-o

### Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, has been pleased to make the following appointments:

Quebec, September 23, 1954.

Messrs Jacques Verreault, Secretary of the Quebec Workmen's Compensation Commission, Benoît Levasseur, Chief of Services, Quebec Social Allowances Commission, and Me Philippe Rousseau, general secretary of the Minimum Wage Commission: Commissioner *per dedimus potestatem*.

38277

### Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le deuxième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-quatre et de Notre règne le troisième.

Par ordre,  
Le Secrétaire de la Chancellerie  
à Québec,  
38019-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec.  
GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventeenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Québec, this second day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty four and the third year of Our Reign.

By command,  
ANTOINE LEMIEUX,  
Secretary of the Crown in Chancery,  
38019-37-10 at Québec.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur  
général,

C. E. CANTIN.

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village de Bois-des-Filion a soumis pour approbation son règlement numéro 49 à l'effet de soumettre le territoire de la municipalité à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Terrebonne;

ATTENDU que le conseil de la ville de Terrebonne, par son règlement numéro 502, a concouru dans la teneur de ce règlement du conseil de la municipalité du village de Bois-des-Filion;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés conformément à la loi et que les formalités prescrites ont été remplies.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret du 23 septembre 1954 portant le numéro 984, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la loi des cités et villes, (S.R.Q., 1941, chap. 233), et des articles 3 à 7 du chapitre 17 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la municipalité du village de Bois-des-Filion sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Terrebonne, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres quels que soient peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

38323-o

JEAN BRUCHÉSI.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Kent House Hotel Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 16 septembre 1947, et ayant son siège social dans la cité de Québec à 126 rue St-Pierre, chambre 31 et 32, l'a transporté à 58 rue St-Pierre, chambre 2, en ladite cité de Québec.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these Presents shall come or whom the same may in anywise concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,  
Acting Deputy  
Attorney General

WHEREAS the Council of the Municipality of the Village of Bois-des-Filion has submitted, for approval, By-law number 49 in order that the territory of the municipality be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court, established in the Municipality of the Town of Terrebonne;

WHEREAS the Council of the Town of Terrebonne, by its by-law number 502, has agreed to the terms of this by-law of the Council of the Municipality of the village of Bois-des-Filion;

WHEREAS said by-laws have been legally approved, and that all required formalities have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of our Executive Council expressed in a decree dated September, 23rd, 1954, bearing number 984, and in view of the provisions of sections 693 to 697, of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chap. 233), and sections 3 to 7, chapter 17, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have enacted and it is hereby enacted that, as from thirty-one days following the publication of said Proclamation the territory of the Municipality of the Village of Bois-des-Filion shall be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the Municipality of the Town of Terrebonne, as if the two municipalities formed but one for such purposes only.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty four and third year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

38323

Under Secretary of the Province.

Head Offices

Notice is hereby given that the "Kent House Hotel Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on September 16, 1947, and having its head office in the City of Quebec at 126 St. Peter Street, Rooms 31 and 32, has moved it to 58 St. Peter Street, Room 2, in the said City.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 9e jour d'octobre 1954.

38287 Le Secrétaire,  
ROBERT LANGEVIN.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 9th day of October, 1954.

38287-o ROBERT LANGEVIN,  
Secretary.

(P.G. 51646-53)  
UNITED WELDING PROCESSES (CAN.) INC.  
Siège Social

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "United Welding Processes (Can.) Inc.", tenue à Montréal le 1er jour de février 1954, concernant le changement de l'endroit du siège social de la compagnie ci-haut mentionnée de Montréal à Ville St-Laurent:

"Il est résolu à l'unanimité que le siège social de la compagnie sera au N° 1319 de la rue St-Louis, à Ville St-Laurent."

Montréal, le 13 septembre 1954.

Certifié vraie copie

38288-o Le Secrétaire,  
JACQUELINE LARAMÉE.

(A.G. 51646-53)  
UNITED WELDING PROCESSES (CAN.) INC.  
Head Office

Excerpt of the Minutes of a meeting of the Directors of "United Welding Processes (Can.) Inc.", held at Montreal on the first day of February, 1954, concerning the change of address of the head office of the above mentioned company from Montreal to Wille St-Laurent:

"It is unanimously resolved that the head office of the Company will be at No. 1319 St. Louis Street, at Ville St-Laurent."

Montreal, September 13, 1954.

Certified true copy

38288 JACQUELINE LARAMÉE,  
Secretary.

AVIS

Avis est donné que "Duvan Copper Company Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 4ième jour de novembre 1953, et ayant son bureau principal dans la cité de Rouyn, province de Québec, a établi son bureau au numéro 34 est, de la rue Gamble dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Rouyn, ce 28ième jour de juillet 1954.

(Sceau) Le Secrétaire-Trésorier,  
38309-o GÉRALD J. RYAN.

NOTICE

Notice is hereby given that "Duvan Copper Company Ltd." incorporated by letters patent on the fourth day of November 1953, and having its head office in Rouyn, Province of Quebec, has established its office at 34 Gamble Street East therein.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company's as being the head office of the Company.

Dated at Rouyn, this 28th day of July 1954.

(Seal) GÉRALD J. RYAN,  
38309-o Secretary-Treasurer.

TREBOR INC.

Avis est donné que la compagnie Trebor Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mai 1951 et ayant son bureau principal en les cité et district de Québec où elle était située jusqu'à aujourd'hui au numéro 187 de la rue St-Joseph à Québec, l'a transporté au numéro 604 de la rue St-Jean, ch. 307, à Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec ce 20 octobre 1954.

38357-o Le Secrétaire-trésorier,  
OMER POULIOT.

TREBOR INC.

Notice is hereby given that the company Trebor Inc., incorporated by letters patent dated May 8, 1951, and having its principal office in the city and district of Quebec where it was situate until this present date at 187 St-Joseph Street in Quebec, has transferred it to number 604 St-John Street, Room 307, in Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this 20th day of October, 1954.

38357 OMER POULIOT,  
Secretary-Treasurer.

Soumissions

CORRECTION

CITÉ DE HULL

On est prié de noter que les soumissions pour la cité de Hull seront reçues pour des titres à 3% de 1955 à 1964 et à 4% de 1965 à 1969.

38358-o

Tenders

CORRECTION

CITY OF HULL

Please note that the tenders for the city of Hull will be received for 3% bonds from 1955 to 1964 and 4% from 1965 to 1969.

38358-o

## Province de Québec

VILLAGE DE LACOLLE  
(Comté de St-Jean)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J. A. Young, secrétaire-trésorier, B.P. 28, Hôtel de Ville, Lacolle, comté de St-Jean, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 novembre 1954, pour l'achat de \$50,000 d'obligations du village de Lacolle, comté de St-Jean, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 99 — Achat d'un camion à incendie, construction de citernes pour la protection contre les incendies, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000.00 — 10 ans

Année	Capital
1er décembre 1955.....	\$4,000.00
1er décembre 1956.....	4,000.00
1er décembre 1957.....	4,500.00
1er décembre 1958.....	4,500.00
1er décembre 1959.....	5,000.00
1er décembre 1960.....	5,000.00
1er décembre 1961.....	5,500.00
1er décembre 1962.....	5,500.00
1er décembre 1963.....	6,000.00
1er décembre 1964.....	6,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lacolle, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lacolle, comté de St-Jean.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 novembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Lacolle, comté de St-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lacolle, (Comté de St-Jean), ce 18 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
J. A. YOUNG.

B.P. 28, Hôtel de Ville, Lacolle,  
(Comté de St-Jean), P.Q.

38305-0

## Province of Quebec

VILLAGE OF LACOLLE  
(County of St. John)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Young, Secretary-Treasurer, P.O. Box 28, Town Hall, Lacolle, County of St. John, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 9th, 1954, for the purchase of an issue of \$50,000 of bonds of the Village of Lacolle, County of St. John, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1964 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 99 — Purchase of fire truck, construction of reservoirs for fire protection, etc.

Only for the purpose of awarding the issue, computation of interest will be made as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$50,000.00 — 10 years

Year	Capital
December 1st, 1955.....	\$4,000.00
December 1st, 1956.....	4,000.00
December 1st, 1957.....	4,500.00
December 1st, 1958.....	4,500.00
December 1st, 1959.....	5,000.00
December 1st, 1960.....	5,000.00
December 1st, 1961.....	5,500.00
December 1st, 1962.....	5,500.00
December 1st, 1963.....	6,000.00
December 1st, 1964.....	6,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lacolle, County of St. John.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Lacolle, county of St. John.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 9th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Lacolle, County of St. John.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lacolle, (County of St. John), this 18th of October, 1954.

J. A. YOUNG,  
The Secretary-Treasurer.  
Town Hall, P.O. Box 28, Lacolle,  
(County of St. John), P.Q.

38305-0

Province de Québec

PAROISSE DE RAGUENEAU  
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J. Hovington, secrétaire-trésorier, Ruisseau-Vert, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 10 novembre 1954, pour l'achat de \$272,500.00 d'obligations de la paroisse de Ragueneau, comté de Saguenay, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux de 3% de 1955 à 1964 et de 4% de 1965 à 1969 payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 9 — Réseau d'aqueduc avec service de protection contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$272,500.00 — 15 ans

Année	Capital
1er octobre 1955	\$2,500.00
1er octobre 1956	2,500.00
1er octobre 1957	3,000.00
1er octobre 1958	3,000.00
1er octobre 1959	3,000.00
1er octobre 1960	3,000.00
1er octobre 1961	3,500.00
1er octobre 1962	3,500.00
1er octobre 1963	3,500.00
1er octobre 1964	4,000.00
1er octobre 1965	4,000.00
1er octobre 1966	4,000.00
1er octobre 1967	4,500.00
1er octobre 1968	4,500.00
1er octobre 1969	224,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1954, à 8 heures p.m., à la salle paroissiale, Ruisseau-Vert, comté de Saguenay. Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ragueneau, (Comté de Saguenay), ce 19 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
J. HOVINGTON.

Ruisseau-Vert,  
(Comté de Saguenay), P.Q. 38306-0

Province of Quebec

PARISH OF RAGUENEAU  
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. Hovington, Secretary-Treasurer, Ruisseau-Vert, County of Saguenay, until 8 o'clock p.m., Wednesday, November 10, 1954, for the purchase of an issue of \$272,500.00 of bonds of the parish of Ragueneau, County of Saguenay, dated October 1st, 1954, and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate 3% from 1955 to 1964 and of 4% from 1965 to 1969, payable semi-annually on April 1st to October 1st of each year.

Loan by-law No. 9 — Waterworks system with Fire Protection Service.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$272,500.00 — 15 years

Year	Capital
October 1st, 1955	\$2,500.00
October 1st, 1956	2,500.00
October 1st, 1957	3,000.00
October 1st, 1958	3,000.00
October 1st, 1959	3,000.00
October 1st, 1960	3,000.00
October 1st, 1961	3,500.00
October 1st, 1962	3,500.00
October 1st, 1963	3,500.00
October 1st, 1964	4,000.00
October 1st, 1965	4,000.00
October 1st, 1966	4,000.00
October 1st, 1967	4,500.00
October 1st, 1968	4,500.00
October 1st, 1969	224,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Baie Comeau, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montréal, Quebec or at Baie-Comeau, county of Saguenay.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, November 10th, 1954 at 8 o'clock p.m., at the Parish Hall, Ruisseau-Vert, County of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ragueneau, (County of Saguenay), October 19th, 1954.

J. HOVINGTON,  
Secretary-Treasurer.

Ruisseau-Vert,  
(County of Saguenay), P.Q. 38306

Province de Québec  
VILLE DE STE-ANNE-DE-BELLEVUE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Émile Robillard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Ste-Anne-de-Bellevue, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 8 novembre 1954, pour l'achat de \$82,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Anne-de-Bellevue, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1969 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 174 — Modifications au système de distribution électrique de la ville et achat d'équipement pour divers services.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:  
Tableau d'amortissement — \$82,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er décembre 1955.....	\$4,000.00
1er décembre 1956.....	4,000.00
1er décembre 1957.....	4,500.00
1er décembre 1958.....	4,500.00
1er décembre 1959.....	4,500.00
1er décembre 1960.....	5,000.00
1er décembre 1961.....	5,000.00
1er décembre 1962.....	5,500.00
1er décembre 1963.....	5,500.00
1er décembre 1964.....	6,000.00
1er décembre 1965.....	6,000.00
1er décembre 1966.....	6,500.00
1er décembre 1967.....	6,500.00
1er décembre 1968.....	7,000.00
1er décembre 1969.....	7,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Bellevue.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-de-Bellevue.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les Soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 novembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Ste-Anne-de-Bellevue.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Bellevue, ce 8 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
ÉMILE ROBILLARD.

Hôtel de Ville, Ste-Anne-de-Bellevue,  
P.Q. 38304-0

Province of Quebec  
TOWN OF STE-ANNE-DE-BELLEVUE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Émile Robillard, Secretary-Treasurer, Town Hall, Ste-Anne-de-Bellevue, until 8 o'clock p.m., Monday, November 8, 1954, for the purchase of an issue of \$82,000.00 of bonds of the Town of Ste-Anne-de-Bellevue, dated December 1st, 1954, and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 174 — Alterations at the electrical distribution system of the Town and purchase of equipment for various services.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:  
Table of redemption — \$82,000.00 — 15 years

Year	Capital
December 1st, 1955.....	\$4,000.00
December 1st, 1956.....	4,000.00
December 1st, 1957.....	4,500.00
December 1st, 1958.....	4,500.00
December 1st, 1959.....	4,500.00
December 1st, 1960.....	5,000.00
December 1st, 1961.....	5,000.00
December 1st, 1962.....	5,500.00
December 1st, 1963.....	5,500.00
December 1st, 1964.....	6,000.00
December 1st, 1965.....	6,000.00
December 1st, 1966.....	6,500.00
December 1st, 1967.....	6,500.00
December 1st, 1968.....	7,000.00
December 1st, 1969.....	7,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Bellevue.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Ste-Anne-de-Bellevue.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 8th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Ste-Anne-de-Bellevue.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Bellevue, this 8th of October, 1954.

ÉMILE ROBILLARD,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Ste-Anne-de-Bellevue,  
P.Q. 38304

Province de Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE STE-ROSE  
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. Labonville, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 216 Blvd Ste-Rose, B.P. 66, Ste-Rose, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 10 novembre 1954, pour l'achat de \$420,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Ste-Rose, comté de Laval, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 juillet 1953 — Agrandissement de l'école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$420,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1955	x\$22,000.00
1er décembre 1956	x 23,000.00
1er décembre 1957	x 24,000.00
1er décembre 1958	x 25,000.00
1er décembre 1959	x 26,500.00
1er décembre 1960	x 27,500.00
1er décembre 1961	x 29,000.00
1er décembre 1962	x 30,500.00
1er décembre 1963	x 32,000.00
1er décembre 1964	x 33,500.00
1er décembre 1965	12,000.00
1er décembre 1966	12,500.00
1er décembre 1967	13,000.00
1er décembre 1968	13,500.00
1er décembre 1969	14,000.00
1er décembre 1970	15,000.00
1er décembre 1971	15,500.00
1er décembre 1972	16,500.00
1er décembre 1973	17,000.00
1er décembre 1974	18,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$231,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$23,100.00 chacun, de 1955 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Rose, comté de Laval.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF STE-ROSE  
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Labonville, Secretary-Treasurer, Town Hall, 216 Blvd. Ste-Rose, P.O.B., 66, Ste-Rose, County of Laval, until 8 o'clock p.m., Wednesday, November 10, 1954, for the purchase of an issue of \$420,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Ste-Rose, county of Laval, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 13, 1953 — Enlargement of Boys' School.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$420,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1955	x\$22,000.00
December 1st, 1956	x 23,000.00
December 1st, 1957	x 24,000.00
December 1st, 1958	x 25,000.00
December 1st, 1959	x 26,500.00
December 1st, 1960	x 27,500.00
December 1st, 1961	x 29,000.00
December 1st, 1962	x 30,500.00
December 1st, 1963	x 32,000.00
December 1st, 1964	x 33,500.00
December 1st, 1965	12,000.00
December 1st, 1966	12,500.00
December 1st, 1967	13,000.00
December 1st, 1968	13,500.00
December 1st, 1969	14,000.00
December 1st, 1970	15,000.00
December 1st, 1971	15,500.00
December 1st, 1972	16,500.00
December 1st, 1973	17,000.00
December 1st, 1974	18,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$231,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$23,100.00 each, from 1955 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Rose, county of Laval.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 216 Blvd Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 8 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
L. LABONVILLE.

Hôtel de Ville, 216 Blvd Ste-Rose, B.P. 66,  
Ste-Rose, (Comté Laval), P.Q. 38302-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE STE-CROIX  
(Comté de Lotbinière)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Bédard, secrétaire-trésorier, Ste-Croix, comté de Lotbinière, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 10 novembre 1954, pour l'achat de \$204,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Croix, comté de Lotbinière, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 juillet 1954 — Construction d'un pensionnat pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$204,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1955.....	x\$21,000.00
1er décembre 1956.....	x 22,000.00
1er décembre 1957.....	x 23,000.00
1er décembre 1958.....	x 24,000.00
1er décembre 1959.....	x 25,000.00
1er décembre 1960.....	4,500.00
1er décembre 1961.....	4,500.00
1er décembre 1962.....	4,500.00
1er décembre 1963.....	5,000.00
1er décembre 1964.....	5,000.00
1er décembre 1965.....	5,500.00
1er décembre 1966.....	5,500.00
1er décembre 1967.....	6,000.00
1er décembre 1968.....	6,000.00
1er décembre 1969.....	6,500.00
1er décembre 1970.....	6,500.00
1er décembre 1971.....	7,000.00
1er décembre 1972.....	7,000.00
1er décembre 1973.....	7,500.00
1er décembre 1974.....	8,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$109,070.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$21,814.00 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, Nov. 10, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 216 Blvd, Ste.-Rose, Ste-Rose, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rose (County of Laval), October 8, 1954,

L. LABONVILLE,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 216 Blvd. Ste-Rose, P.O.B. 66,  
Ste-Rose, (County Laval) P.Q. 38302

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF STE-CROIX  
(County of Lotbinière)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Bédard, secretary-treasurer, Ste-Croix, county of Lotbinière, until 8 o'clock p.m., Wednesday, November 10, 1954, for the purchase of an issue of \$204,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Ste-Croix, County of Lotbinière, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 20, 1954 — The erection of a boarding-school for boys.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$204,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1955.....	x\$21,000.00
December 1st, 1956.....	x 22,000.00
December 1st, 1957.....	x 23,000.00
December 1st, 1958.....	x 24,000.00
December 1st, 1959.....	x 25,000.00
December 1st, 1960.....	4,500.00
December 1st, 1961.....	4,500.00
December 1st, 1962.....	4,500.00
December 1st, 1963.....	5,000.00
December 1st, 1964.....	5,000.00
December 1st, 1965.....	5,500.00
December 1st, 1966.....	5,500.00
December 1st, 1967.....	6,000.00
December 1st, 1968.....	6,000.00
December 1st, 1969.....	6,500.00
December 1st, 1970.....	6,500.00
December 1st, 1971.....	7,000.00
December 1st, 1972.....	7,000.00
December 1st, 1973.....	7,500.00
December 1st, 1974.....	8,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$109,070.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$21,814.00 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by

chèque visé, payable au pair à Ste-Croix, comté de Lotbinière.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Croix, comté de Lotbinière.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Ste-Croix, comté de Lotbinière.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Croix, (comté de Lotbinière), ce 15 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
JOSEPH BÉDARD.

Ste-Croix,  
(Comté de Lotbinière), P.Q. 38301-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE-DU-MOULIN  
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Pauline Lavallée, secrétaire-trésorière, Hôtel de Ville, Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 10 novembre 1954, pour l'achat de \$147,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Village-du-Moulin, comté de Chicoutimi, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 juillet 1954, telle que modifiée — Construction d'une école dans l'arrondissement Haut-de-la-Côte.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$147,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er novembre 1955.....	x\$16,500.00
1er novembre 1956.....	x 17,500.00
1er novembre 1957.....	x 18,000.00
1er novembre 1958.....	x 19,000.00
1er novembre 1959.....	x 19,500.00
1er novembre 1960.....	4,500.00
1er novembre 1961.....	5,000.00
1er novembre 1962.....	5,000.00
1er novembre 1963.....	5,000.00
1er novembre 1964.....	5,500.00
1er novembre 1965.....	5,500.00

certified cheque payable at par at Ste-Croix, county of Lotbinière.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Croix, county of Lotbinière.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, November 10th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Ste-Croix, county of Lotbinière.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Croix, (county of Lotbinière), October 15, 1954.

JOSEPH BÉDARD,  
Secretary-Treasurer.

Ste-Croix,  
(County of Lotbinière), P.Q. 38301

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE-DU-MOULIN  
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Pauline Lavallée, Secretary-Treasurer, City Hall, Rivière-du-Moulin, County of Chicoutimi, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, November 10, 1954, for the purchase of an issue of \$147,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Village-du-Moulin, County of Chicoutimi, dated November 1st, 1954, and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 19, 1954, as modified — Erection of school in Haut-de-la-Côte ward.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$147,000.00 — 15 years

Year	Capital
November 1st, 1955.....	x\$16,500.00
November 1st, 1956.....	x 17,500.00
November 1st, 1957.....	x 18,000.00
November 1st, 1958.....	x 19,000.00
November 1st, 1959.....	x 19,500.00
November 1st, 1960.....	4,500.00
November 1st, 1961.....	5,000.00
November 1st, 1962.....	5,000.00
November 1st, 1963.....	5,000.00
November 1st, 1964.....	5,500.00
November 1st, 1965.....	5,500.00

1er novembre 1966.....	6,000.00	November 1st, 1966.....	6,000.00
1er novembre 1967.....	6,500.00	November 1st, 1967.....	6,500.00
1er novembre 1968.....	6,500.00	November 1st, 1968.....	6,500.00
1er novembre 1969.....	7,000.00	November 1st, 1969.....	7,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$80,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$16,000 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1954 à 7.30 heures p.m., en la salle publique de l'Hôtel de Ville, Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Moulin, (Comté de Chicoutimi), ce 16 octobre 1954.

La Secrétaire-trésorière,  
PAULINE LAVALLÉE.

Hôtel de Ville, Rivière-du-Moulin,  
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 38303-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE STE-PÉTRONILLE, I.O.  
(Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léonidas Laflamme, secrétaire-trésorier, Ste-Pétronille, I. O., comté de Montmorency, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 10 novembre 1954, pour l'achat de \$31,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Pétronille, I. O., comté de Montmorency, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 août 1954 — Agrandissement de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$31,000.00 — 15 ans  
Année Capital  
1er décembre 1955..... x\$11,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$80,000 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$16,000 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, November 10, 1954, at 7.30 o'clock p.m., at the Public Hall, City Hall at Rivière-du-Moulin, County of Chicoutimi.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Moulin (County of Chicoutimi), this October 16th, 1954.

PAULINE LAVALLÉE,  
Secretary-Treasurer.

City Hall, Rivière-du-Moulin,  
(County of Chicoutimi), P.Q. 38303

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF ST. PÉTRONILLE, I.O.  
(County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léonidas Laflamme, Secretary-Treasurer, St. Pétronille, I.O., County of Montmorency, 1954, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, November 10, for the purchase of an issue of \$31,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Pétronille, I. O., County of Montmorency, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 30, 1954 — Extension to village school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$31,000.00 — 15 years  
Year Capital  
December 1st, 1955..... x\$11,000.00

1er décembre 1956.....	1,000.00	December 1st, 1956.....	1,000.00
1er décembre 1957.....	1,000.00	December 1st, 1957.....	1,000.00
1er décembre 1958.....	1,000.00	December 1st, 1958.....	1,000.00
1er décembre 1959.....	1,000.00	December 1st, 1959.....	1,000.00
1er décembre 1960.....	1,500.00	December 1st, 1960.....	1,500.00
1er décembre 1961.....	1,500.00	December 1st, 1961.....	1,500.00
1er décembre 1962.....	1,500.00	December 1st, 1962.....	1,500.00
1er décembre 1963.....	1,500.00	December 1st, 1963.....	1,500.00
1er décembre 1964.....	1,500.00	December 1st, 1964.....	1,500.00
1er décembre 1965.....	1,500.00	December 1st, 1965.....	1,500.00
1er décembre 1966.....	1,500.00	December 1st, 1966.....	1,500.00
1er décembre 1967.....	1,500.00	December 1st, 1967.....	1,500.00
1er décembre 1968.....	2,000.00	December 1st, 1968.....	2,000.00
1er décembre 1969.....	2,000.00	December 1st, 1969.....	2,000.00

Le x indique l'année durant laquelle l'octroi de \$10,195.50, accordé par le Secrétaire de la province, payable en 1955, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 novembre 1954, à 8 heures p.m., à la salle de l'école, Ste-Pétronille, I. O., comté de Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Pétronille, I.O., (Comté de Montmorency), ce 19 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
LÉONIDAS LAFLAMME.

St-Pétronille, I.O.,  
(Comté de Montmorency) P.Q. 38344-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-  
DES-LAURENTIDES  
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ovila Rhéaume, secrétaire-trésorier, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 novembre 1954, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

The letter x indicates the year during which the annual payment of a total amount of \$10,195.50 granted by the Provincial Secretary and payable in 1955, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or Québec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, November 10, 1954, at 8 o'clock p.m., at the School Hall, St. Pétronille, I. O., County of Montmorency.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Pétronille, I. O., (County of Montmorency), this October nineteenth 1954.

LÉONIDAS LAFLAMME,  
Secretary-Treasurer.

St. Pétronille, I. O.,  
(County of Montmorency), P.Q. 38344

Province of Québec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF NOTRE-DAME-  
DES-LAURENTIDES  
(County of Québec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ovila Rhéaume, Secretary-Treasurer, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Québec, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 9, 1954, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Notre-Dame-des-Laurentides, County of Québec, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 24 août 1954 —  
Construction d'une école élémentaire de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1955	x\$22,000.00
1er octobre 1956	x 23,000.00
1er octobre 1957	x 24,000.00
1er octobre 1958	1,500.00
1er octobre 1959	1,500.00
1er octobre 1960	1,500.00
1er octobre 1961	1,500.00
1er octobre 1962	1,500.00
1er octobre 1963	1,500.00
1er octobre 1964	1,500.00
1er octobre 1965	1,500.00
1er octobre 1966	2,000.00
1er octobre 1967	2,000.00
1er octobre 1968	2,000.00
1er octobre 1969	2,000.00
1er octobre 1970	2,000.00
1er octobre 1971	2,000.00
1er octobre 1972	2,000.00
1er octobre 1973	2,500.00
1er octobre 1974	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$71,500.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont un de \$23,834.00 et les deux autres de \$23,833 chacun, de 1955 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Charlesbourg, comté de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires l'écoles qui sera tenue mardi, le 9 novembre 1954, à 8 heures p.m., dans la salle du collège, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-des-Laurentides, (Comté de Québec), le 18 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
OVILA RHÉAUME.

Notre-Dame-des-Laurentides,  
(Comté de Québec), P.Q.

38307-0

Loan Resolution dated August 24, 1954 —  
Erection of an elementary school of eight classrooms.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1955	x\$22,000.00
October 1st, 1956	x 23,000.00
October 1st, 1957	x 24,000.00
October 1st, 1958	1,500.00
October 1st, 1959	1,500.00
October 1st, 1960	1,500.00
October 1st, 1961	1,500.00
October 1st, 1962	1,500.00
October 1st, 1963	1,500.00
October 1st, 1964	1,500.00
October 1st, 1965	1,500.00
October 1st, 1966	2,000.00
October 1st, 1967	2,000.00
October 1st, 1968	2,000.00
October 1st, 1969	2,000.00
October 1st, 1970	2,000.00
October 1st, 1971	2,000.00
October 1st, 1972	2,000.00
October 1st, 1973	2,500.00
October 1st, 1974	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$71,500.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, one of which will be \$23,834.00, and the two others of \$23,833.00 each, from 1955 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Charlesbourg, county of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, November 9, 1954, at 8 o'clock p.m., at the College Hall, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-des-Laurentides (County of Quebec), October 18, 1954.

OVILA RHÉAUME,  
Secretary-Treasurer.

Notre-Dame-des-Laurentides,  
(County of Quebec) P.Q.

38307

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-JOACHIM-DE-TOURELLE (Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Omer Cloutier, secrétaire-trésorier, St-Joachim-de-Tourelle, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 8 novembre 1954, pour l'achat de \$99,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Joachim-de-Tourelle, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 25 juillet 1954, telle que modifiée — Construction d'une école de filles au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$99,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er octobre 1955.....	x \$36,000.00
1er octobre 1956.....	x 37,500.00
1er octobre 1957.....	1,500.00
1er octobre 1958.....	1,500.00
1er octobre 1959.....	1,500.00
1er octobre 1960.....	1,500.00
1er octobre 1961.....	2,000.00
1er octobre 1962.....	2,000.00
1er octobre 1963.....	2,000.00
1er octobre 1964.....	2,000.00
1er octobre 1965.....	2,000.00
1er octobre 1966.....	2,000.00
1er octobre 1967.....	2,500.00
1er octobre 1968.....	2,500.00
1er octobre 1969.....	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,280.25, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements dont un de \$37,640.12 et l'autre de \$37,640.13, en 1955 et en 1956, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-JOACHIM-DE-TOURELLE (County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Omer Cloutier, Secretary-Treasurer, St-Joachim-de-Tourelle, County of Gaspé-North, until 8 o'clock p.m., Monday, November 8, 1954, for the purchase of an issue of \$99,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Joachim-de-Tourelle, county of Gaspé-North, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 25, 1954, as amended — Erection of a Girls' School in the Village.

For purposes of adjudication only, interest shall be charged as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$99,000.00 — 15 years.

Year	Capital
October 1st, 1955.....	x \$36,000.00
October 1st, 1956.....	x 37,500.00
October 1st, 1957.....	1,500.00
October 1st, 1958.....	1,500.00
October 1st, 1959.....	1,500.00
October 1st, 1960.....	1,500.00
October 1st, 1961.....	2,000.00
October 1st, 1962.....	2,000.00
October 1st, 1963.....	2,000.00
October 1st, 1964.....	2,000.00
October 1st, 1965.....	2,000.00
October 1st, 1966.....	2,000.00
October 1st, 1967.....	2,500.00
October 1st, 1968.....	2,500.00
October 1st, 1969.....	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,280.25, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments, one of which is \$37,640.12 and the other one of \$37,640.13, in 1955 and in 1956, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Quebec or at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 novembre 1954, à 8 heures p.m., à la salle du conseil, St-Joachim-de-Tourelle, comté de Gaspé-Nord.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joachim-de-Tourelle, (Comté de Gaspé-Nord), ce 19 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
OMER CLOUTIER.

St-Joachim-de-Tourelle,  
(Comté de Gaspé-Nord), P. Q. 38343-0

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 8, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Council Hall, St-Joachim-de-Tourelle, county of Gaspé-North.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joachim-de-Tourelle, (County of Gaspé-North), October 19, 1954.

OMER CLOUTIER,  
Secretary-Treasurer.

St-Joachim-de-Tourelle,  
(County of Gaspé-North), P.Q. 38343

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR  
LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE  
DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES  
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Trudelle, secrétaire-trésorier, 11,492 est Blvd Gouin, Rivière-des-Prairies, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 11 novembre 1954, pour l'achat de \$397,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rivière-des-Prairies, comté de Laval, datées du 1er septembre 1954 et remboursables par séries du 1er septembre 1955 au 1er septembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 juillet 1954, telle que modifiée — Construction d'une école élémentaire de seize classes au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$397,500.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1955	x \$22,500.00
1er septembre 1956	x 23,500.00
1er septembre 1957	x 25,000.00
1er septembre 1958	x 26,000.00
1er septembre 1959	x 27,000.00
1er septembre 1960	x 28,000.00
1er septembre 1961	x 29,500.00
1er septembre 1962	x 31,000.00
1er septembre 1963	x 32,000.00
1er septembre 1964	x 33,500.00
1er septembre 1965	10,000.00
1er septembre 1966	10,000.00
1er septembre 1967	10,500.00
1er septembre 1968	11,000.00
1er septembre 1969	11,500.00
1er septembre 1970	12,000.00
1er septembre 1971	12,500.00
1er septembre 1972	13,500.00
1er septembre 1973	14,000.00
1er septembre 1974	14,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$253,927.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$25,392.75 chacun, de 1955 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF  
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES  
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Trudelle, Secretary-Treasurer, 11,492 Blvd. Gouin-East, Rivière-des-Prairies, county of Laval, until 8 o'clock p.m., Thursday, November 11th, 1954, for the purchase of an issue of \$397,500.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the village of Rivière-des-Prairies, county of Laval, dated September 1st, 1954 and redeemable serially from September 1st 1955 to September 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 3rd, 1954, as amended — Erection of an elementary school of sixteen classrooms in the village.

For purposes of adjudication only, interest shall be charged as from December 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$397,500.00 — 20 years.

Year	Capital
September 1st, 1955	x \$22,500.00
September 1st, 1956	x 23,500.00
September 1st, 1957	x 25,000.00
September 1st, 1958	x 26,000.00
September 1st, 1959	x 27,000.00
September 1st, 1960	x 28,000.00
September 1st, 1961	x 29,500.00
September 1st, 1962	x 31,000.00
September 1st, 1963	x 32,000.00
September 1st, 1964	x 33,500.00
September 1st, 1965	10,000.00
September 1st, 1966	10,000.00
September 1st, 1967	10,500.00
September 1st, 1968	11,000.00
September 1st, 1969	11,500.00
September 1st, 1970	12,000.00
September 1st, 1971	12,500.00
September 1st, 1972	13,500.00
September 1st, 1973	14,000.00
September 1st, 1974	14,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$253,927.50 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$25,392.75 each, from 1955 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 11 novembre 1954, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 11,492 est Blvd Gouin, Rivière-des-Prairies, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-des-Prairies, (Comté de Laval), ce 19 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
J.-A. TRUDELLE.

11,492 est Blvd Gouin, Rivière-des-Prairies,  
(Comté de Laval), P.Q. 38342-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or at Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, November 11th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Secretary-Treasurer's Office, 11,492 Gouin Blvd. East, Rivière-des-Prairies, county of Laval.

The School Commissioners not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-des-Prairies, (County of Laval), October 19th, 1954.

J.-A. TRUDELLE,  
Secretary-Treasurer.

11,492 Gouin Blvd. East, Rivière-des-Prairies,  
(County of Laval), P.Q. 38342

## Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: François Sénéchal, agent d'assurance et commerçant, 271, rue Saint-Joseph, Saint-Joseph d'Alma, Québec, débiteur.

### AVIS DE VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-QUATRE NOVEMBRE 1954, à DEUX heures et TRENTE p.m., seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph d'Alma, les immeubles comme suit:

*Item A:* Un terrain situé en la ville de Saint-Joseph d'Alma, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, faisant partie du lot numéro seize-douze (16-12) d'une subdivision du lot numéro seize du rang neuf du cadastre officiel du canton Signaï, borné vers le nord à la rue Saint-Joseph; vers l'est au lot numéro seize-treize; vers le sud-est à la côte ou rue conduisant au Parc Central; vers le sud au lot seize-dix-neuf (16-19) vers l'ouest au lot seize-onze (16-11) mesurant vers le nord cinquante pieds; vers l'ouest environ cent pieds.

*Item B:* Un terrain situé en la ville de Saint-Joseph d'Alma, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, faisant partie du lot numéro seize-treize (16-13) d'une subdivision du lot numéro seize du rang neuf du cadastre officiel du canton Signaï, borné vers le nord à la rue Saint-Joseph; vers l'est à la côte ou rue conduisant au Parc Central; vers le sud-est à la même côte, vers l'ouest au lot numéro seize-douze mesurant cinquante pieds au nord; vingt-cinq pieds environ à l'est, avec les servitudes actives et sujet aux servitudes

## Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of: François Sénéchal, insurance agent and merchant, 271 St. Joseph Street, St. Joseph d'Alma, Quebec, debtor.

### NOTICE OF SALE BY AUCTION

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER 1954, at TWO THIRTY o'clock p.m., there shall be sold by public auction, at the parochial church door of St. Joseph d'Alma, the following immoveables to wit:

*Item A:* A piece of land situate in the town of St. Joseph d'Alma, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, forming part of lot number sixteen-twelve (16-12) of a subdivision of lot number sixteen, range nine of the official cadastre of the township of Signaï, bounded northerly by St. Joseph Street; easterly by lot number sixteen-thirteen; south-easterly by the hill or street leading to Central Park; southerly by lot sixteen-nineteen (16-19), westerly by lot sixteen-eleven (16-11) measuring fifty feet northwards; some fifty feet westwards.

*Item B:* A piece of land situate in the town of St. Joseph d'Alma, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, forming part of lot number sixteen-thirteen (16-13) of a subdivision of lot number sixteen, range nine of the official cadastre of the township of Signaï, bounded northerly by St. Joseph Street; easterly by the hill or street leading to Central Park, southeasterly by the same hill, westerly by lot number sixteen-twelve measuring fifty feet northwards; some twenty-five feet eastwards, with active servitudes subject to passive

passives, notamment les servitudes de baignage en faveur de Saguenay Power s'il y en a, avec les bâtisses y érigées sauf à distraire les terrains vendus.

*Item C:* Tous les droits que peut posséder le débiteur dans un petit terrain connu comme faisant partie des lots seize-quatorze (16-14) du rang 9 de la ville de Saint-Joseph d'Alma. Le tout avec bâtisses dessus construites comprenant résidence et dépendances ainsi qu'un édifice destiné à une salle théâtrale et actuellement en voie de construction.

Ces items seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif et faite conformément au jugement rendu par Me Raoul Boissonneault, registraire des faillites.

Conditions de paiement: comptant.  
Québec, ce 19 octobre 1954.

Les Syndics,  
R. ERNEST LEFAIVRE &  
JOSEPH MARMETTE.

111, Côte de la Montagne,  
Québec.

38332-43-2-o

servitudes, namely those of bathing in favour of Saguenay Power if any, with buildings erected thereon save and except the lands sold.

*Item C:* All rights that the debtor may have to a small piece of land known as forming part of lots sixteen-fourteen (16-14) range 9 of the town of St. Joseph d'Alma. All of which with buildings erected thereon including residence and dependencies as well as a building destined to be a theater and actually under construction.

These items shall be put up for sale and adjudged to the last and highest bidder, subject to any rents which may be a charge thereon.

Titles and certificates may be examined at all times at the offices of the undersigned.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is to have the effect of a Sheriff's sale, all of which in accordance with a judgment rendered by Me Raoul Boissonneault, registrar (Bankruptcy Court).

Conditions of payment: cash.  
Québec, October 19th, 1954.

R. ERNEST LEFAIVRE &  
JOSEPH MARMETTE,  
Trustees.

111 Mountain Hill,  
Québec.

38332-43-2

## Vente pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE COWANSVILLE  
COMTÉ DE MISSISQUOI

Avis public est par le présent donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale de la Ville de Cowansville, que les propriétés ci-dessous désignées, seront vendues à l'enchère, au bureau du soussigné à l'hôtel de ville de Cowansville, le LUNDI VINGT-DEUX NOVEMBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais encourus subséquemment, à moins que ces taxes, intérêts, et dépenses ne soient payés avant la vente.

1° Comme appartenant à M. Albert Gilles: La subdivision numéro dix-huit du lot numéro quatre-vingt-neuf (89-18) du plan et livre de renvoi officiel du village de Cowansville, avec maisons et autre bâtisses dessus érigées.

2° Comme appartenant à M. Arsène Sahra:  
a) Le lot numéro cent-trois (103) du cadastre officiel du village de Cowansville.

b) Toute cette partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (Ptie N° 99) du cadastre officiel du village de Cowansville, plus particulièrement décrite et bornée comme suit; aux termes d'un procès-verbal d'arpentage fait par M. Thomas Kirk, le deux septembre mil neuf cent deux, savoir: au nord, par la rivière Yamaska et le dit lot numéro cent-trois (N° 103) dudit cadastre; à l'ouest, par ledit lot numéro cent-trois (N° 103) dudit cadastre et la rue South; les bornes sud et est étant comme suit: commençant à ladite rue South à un point situé à quatorze

## Sale for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COWANSVILLE  
COUNTY OF MISSISQUOI

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of Cowansville, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the undersigned in the Town Hall of Cowansville, MONDAY NOVEMBER TWENTY-SECOND, 1954, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of Municipal and School taxes, with interests, also the payment of the costs which shall be incurred subsequently, unless these taxes, interests, and costs be paid before the sale.

1. As belonging to Mr. Albert Gilles: The whole of subdivision number eighteen of lot number eighty-nine (89-18) of the official plan and book of reference for the village of Cowansville, with buildings erected thereon.

2. As belonging to Mr. Arsène Zahra: a) The whole of lot number one hundred and three (103) of the official plan for the village of Cowansville.

b) All of this part of lot number ninety-nine (Part No. 99) of the official plan for the village of Cowansville, more particularly described and bounded as follows, according to a report of surveying done by Mr. Thomas Kirk, September 2nd, 1902, to wit: To the north, by the Yamaska River and lot No. 103 of the said plan; to the west, by said lot No. 103 and South Street; the Southern and Eastern boundaries being as follows: commencing on said South Street at a point fourteen feet south of the south-west corner of a house at a boundary of

pied au sud du coin sud-ouest d'une maison à une borne de pierre et de fer enfouie dans la terre; de là vers l'est à un angle nord magnétique de cinquante-huit degrés et dix minutes (58°10') une distance de trente-sept pieds à une autre borne semblable et treize pieds et huit pouces de l'angle sud-est de ladite maison; de là vers l'est à un angle nord magnétique de quarante-neuf degrés et cinquante-cinq minutes (49°55'), une distance de dix-sept pieds; de là vers l'est à un angle nord magnétique de trente-quatre degrés et dix minutes, une distance de vingt-six pieds et sept pouces à une autre borne semblable; de là vers l'est à un angle de dix degrés et quarante minutes du nord magnétique (10°40') une distance de dix pieds et six pouces à l'angle sud-est du hangar; de là en suivant le même parcours le long de l'arrière dudit hangar, une autre distance de soixante-dix pieds et six pouces; de là vers l'est à un angle nord magnétique de trente minutes, une distance de soixante pieds et cinq pouces à une borne semblable en ligne avec le côté Nord du hangar et à une distance de douze pieds du coin nord-ouest d'icelle; de là en suivant le même parcours une autre distance de seize pieds jusqu'à la rive sud de la rivière Yamaska; à chacune de ces bornes une barre de fer avec pierre a été enfouie par ledit arpenteur; avec bâtisses dessus érigées.

Les dites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, et sujettes au droit de retrait.

Donné à Cowansville, P.Q., ce dix-neuvième jour du mois d'octobre de l'an mil neuf cent cinquante-quatre.

(Seau)  
38356-43-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
J. R. OUELLETTE.

stone and iron with earthen underneath; from thence north magnetically fifty-eight degrees and ten minutes (58°10') east, a distance of thirty-seven feet to a similar boundary and thirteen feet and eight inches from the southeast corner of said house; from thence north forty-nine degrees and fifty-five minutes east, (49°55'), a distance of seventeen feet; thence north thirty-four degrees and ten minutes east (34°10'), twenty-six feet and seven inches to a similar boundary; thence north ten degrees and forty minutes east (10°40'), a distance of ten feet and six inches to the south east corner of the shed; thence same course along the rear of said shed, a further distance of seventy feet and six inches; from thence north thirty minutes east, a distance of sixty feet and five inches to a similar boundary in line with the north side of the shed and at a distance of twelve feet from the north-west corner thereof; thence same course a further distance of sixteen feet to the south bank of the Yamaska River; at each of which abovementioned boundaries, a stone and a bar iron with earthen underneath has been planted by the said Surveyor; with houses and other buildings erected thereon.

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties, and subject to the right of redemption.

Given at Cowansville, Quebec, this nineteenth day of the month of October in the year nineteen hundred and fifty-four.

(Seal)  
38356-43-2-o

J. R. OUELLETTE,  
Secretary-Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEDFORD

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { AUGUSTE CHOQUETTE,  
N° 5163. { demandeur vs FÉLIX  
CHOQUETTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Pierre de Vérone, et connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Pierre de Vérone, autrefois formant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Sébastien d'Iberville, sous le lot numéro cent soixante-et-un (161) ainsi que le lot numéro cent trente (n° 130) des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stanbridge, à distraire cependant une lisière de vingt pieds de largeur, au bout ouest du lot no 161 sur toute la longueur d'icelui et appartenant à Alfred Rhéaume ou représentants le dit emplacement supposé contenir quatre-vingt perches en superficie avec toutes les bâtisses dessus construites, et les droits, circonstances et dépendances y appartenant à distraire de ces deux lots la lisière vendue à la province de Québec pour l'élargissement de la route, et enregistrée le 22 mars 1952 sous le numéro 89614 est actuellement en la possession

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEDFORD

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { AUGUSTE CHOQUETTE,  
No. 5163. { plaintiff vs FÉLIX CHO-  
QUETTE, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement situate in the parish of Saint-Pierre de Vérone, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint-Pierre de Vérone, heretofore forming part of the cadastre of the parish of Saint-Sébastien of Iberville, under lot number one hundred and sixty-one (161) as well as lot number one hundred and thirty on the official plan and in the book of reference of the township of Stanbridge, to withdraw, however, a strip of twenty feet in width at the western end of lot No. 161 upon all the length thereon and belonging to Alfred Rhéaume or representatives, the said emplacement supposedly containing eighty rods in superficial area with all the buildings thereon erected, and the rights, circumstances and dependencies belonging thereto, to be withdrawn from these two lots, the strip sold to the Province, of Quebec for the enlargement of the

de Félix Choquette de Pike River, comme lui appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Pierre de Véronne, MERCREDI, le VINGT-QUATRE NOVEMBRE à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.  
Palais de Justice, Sweetsburg, Qué. 38333-43-2-o

highway and registered on March 22, 1952, under number 89614, is presently in the possession of Félix Choquette of Pike River, as belonging to him.

To be sold at the door of the Catholic Church of Saint-Pierre de Véronne WEDNESDAY, NOVEMBER TWENTY-FOUR, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST. MARTIN,  
Court House, Sweetsburg, Que. Sheriff.  
38333-43-2

### HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN-  
N° 2930. { CIALE DU CANADA,  
corps politique et incorporé,  
ayant son siège social et sa principale place  
d'affaires dans les cité et district de Montréal,  
demanderesse; vs J. ARMAND CADIEUX,  
journalier, de Buckingham, district de Hull,  
défendeur.

"Le lot N° 304 du cadastre officiel de la ville  
de Buckingham et les immeubles dessus cons-  
truits".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de St-Grégoire de Naziance, à Buckingham, on  
le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE, 1954,  
à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.  
Ce 18 octobre, 1954. 38334-43-2-o

### MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Court Supérieure — District de Montréal  
Montréal, à savoir: { HARRY SOKOLOFF,  
N° 354907 { des cité et district de  
Montréal, faisant affaires  
sous les nom et raison sociale de "Acton  
Credit House", demandeur, vs LA SUCCESSION  
DE FEU ERNEST ST-ARNAUD, défendeur

Un certain emplacement ayant front sur la  
rue Vauquelin, dans la cité de Montréal, connu  
et désigné sous le numéro cinq cent dix-neuf  
de la subdivision officielle du lot originaire nu-  
méro quatre cent soixante-dix-sept (477-519)  
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse  
du Saut-au-Recollet, avec la maison dessus  
érigée et portant le numéro civique 2214 de  
ladite rue Vauquelin, à Montréal, circonstances  
et dépendances, servitudes actives et passives,  
apparentes ou occultes.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité  
de Montréal, le VINGT-CINQ NOVEMBRE  
1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.  
Montréal, ce 18 octobre 1954. 38335-43-2

### NICOLET

*Fieri Facias de Terris*  
Canada, Province de Québec  
District de Québec

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS  
N° 70-907. { ET PLACEMENTS DE  
QUÉBEC, corporation léga-  
lement constituée, ayant son siège social et sa  
principale place d'affaires à Québec, district de  
Québec, demanderesse, vs CANADA WOOD-  
WORK LIMITED, corporation légalement consti-  
tuée, ayant son siège social et sa principale place

### HULL

District of Hull

Superior Court, { LA BANQUE PROVINCIA-  
No. 2930. { LE DU CANADA, a bo-  
dy politic and corporate, ha-  
ving its head office and principal place of business  
in the city and district of Montreal; plaintiff;  
vs J. ARMAND CADIEUX, laborer, of Bucking-  
ham, district of Hull, defendant.

"Lot No. 304 of the official cadastre of the  
Town of Buckingham and the immoveables  
thereon erected".

To be sold at the parochial church door of  
St-Grégoire de Naziance, at Buckingham, on  
the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER,  
1954, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,  
October 18th, 1954. Sheriff.  
38334-43-2

### MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal  
Montreal, to wit: { HARRY SOKOLOFF,  
No. 354907 { of the city and district  
of Montreal, therein trad-  
ing under the firm name and style of "Acton  
Credit House", plaintiff, vs THE ESTATE OF  
THE LATE ERNEST ST-ARNAUD, defend-  
ant.

An emplacement fronting Vauquelin Street,  
in the city of Montreal, known and designated  
under number five hundred and nineteen of the  
official subdivision of original lot number four  
hundred and seventy-seven (477-519) of the  
official plan and book of reference of the parish  
of Sault-au-Recollet, with a house erected there-  
on and bearing civic number 2214 of the said  
Vauquelin Street, at Montreal, circumstances  
and dependencies, active and passive servitudes,  
both apparent or unapparent.

To be sold at my office, in the city of Mont-  
real, on the TWENTY-FIFTH day of NOV-  
EMBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,  
Montreal, October 18th, 1954. Sheriff.  
38335-43-2

### NICOLET

*Fieri Facias de Terris*  
Canada, Province of Quebec  
District of Quebec

Superior Court, { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS  
No. 70-907. { ET PLACEMENTS DE  
QUÉBEC, corporation legally  
incorporated, having its head office and its prin-  
cipal place of business in Quebec, district of  
Quebec, plaintiff, vs CANADA WOODWORK  
LIMITED, corporation legally incorporated,  
having its head office and its principal place of

d'affaires à St-Célestin, comté et district de Nicolet, défenderesse.

"Les immeubles connus et désignés sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire quatre-vingt-sept, et le numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire quatre-vingt-huit (87-1 et 88-2) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de St-Célestin, comprenant le fond de terre avec toutes les bâtisses dessus érigées, et plus particulièrement les bâtisses d'une usine avec toutes les machineries et outillages considérés comme immeubles.

"Lesdits immeubles sont situés en la paroisse de St-Célestin, dans le comté de Nicolet.

"Sujets à une servitude de ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., à travers les immeubles ci-dessus décrits."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin, le VINGT-TROISIÈME jour de novembre (1954) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.  
Nicolet, 19 octobre 1954. 38355-43-2-o

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat, { EDOUARD LAREAULT  
N° 11-676. { comptable des cité et  
district de Montréal, dem-  
demandeur; vs ALPHONSE FLEURENT, de  
St-Amable, dans le district de Richelieu, défendeur.

Seigneurie de Belœil, rang A, étant le lot N° 2 de l'arpentage primitif; borné au Nord-ouest par le lot N° 1, au Nord-est par la troisième concession, au Sud-est par le lot N° 3, au Sud-ouest par le rang B, mesurant quatre arpents de largeur, neuf arpents sept perches et seize pieds de profondeur; contenant en superficie trente-huit arpents et vingt-trois centièmes (38.23).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Amable, comté de Verchères, LUNDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1954, à DEUX heures p.m.

Bureau du Shérif, R. PAQUIN.  
Sorel, le 19 octobre 1954. 38336-43-2-o

**ROUYN-NORANDA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province de Québec, district de Rouyn-Noranda  
Cour de Magistrat, { BANQUE CANADIEN-  
N° 13916. { NE NATIONALE.

{ corps politique et incorporé  
avec bureau-chef en les cité et district de Montréal et ayant une place d'affaires à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demanderesse, vs ADÉLARD LAVALLÉE, fils, domicilié à Evain, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

"Les droits acquis de Adélarde Lavallée sur le lot de colonisation désigné comme étant le numéro 42 Rang VI, canton de Beauchastel, district de Rouyn-Noranda",

Pour être vendus, à la porte de l'Église de St. Bernard de Beauchastel, P.Q., le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.  
Rouyn, le 18 octobre 1954. 38340-43-2-o  
[1ère insertion, le 23 octobre 1954]

business at St-Célestin, county and district of Nicolet, defendant.

"The immoveables known and described under number one of the official subdivision of the original lot eighty-seven, and number two of the official subdivision of original lot eighty-eight (87-1 and 88-2) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of St-Célestin, comprising the land lot with all the buildings thereon erected, and most especially the buildings of a factory with all the machinery, and tooling equipment considered as immoveables.

"The said immoveables are situate in the parish of St-Célestin, in the county of Nicolet.

"Subject to a servitude of the electrical transmission line in favor of The Shawinigan Water & Power Co., across the immoveables hereinabove described".

To be sold at the parochial church door of St-Célestin, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, (1954) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ANTONIO BLONDIN,  
Nicolet, October 19, 1954. Sheriff.  
38355-43-2

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court, { EDOUARD LAREAULT,  
No. 11-676. { accountant of the city  
and district of Montreal,  
plaintiff; vs ALPHONSE FLEURANT, of St-  
Amable, in the district of Richelieu, defendant.

Seignory of Belœil, range A, being lot No. 2 by primitive survey; bounded on the northwest by lot No. 1, on the northeast, by the third concession, on the southeast, by lot No. 3, on the southwest, by range B, measuring four arpents in width, nine arpents, seven rods and sixteen feet in depth; containing in superficial area thirty-eight arpents and twenty-three hundredths (38.23).

To be sold at the parochial church door of St-Amable, county of Verchères, MONDAY, NOVEMBER TWENTY-NINTH 1954, at TWO o'clock p.m.

Sheriff's Office, R. PAQUIN,  
Sorel, October, 19th, 1954. Sheriff.  
38336-43-2

**ROUYN-NORANDA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province of Quebec District of Rouyn-Noranda  
Magistrate's Court, { BANQUE CANADIEN-  
No. 13916. { NE NATIONALE,

{ a body politic and incorp-  
orated, with its head office in the city and district of Montreal, and having a place of business at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs ADÉLARD LAVALLÉE, son, domiciled at Evain, district of Rouyn-Noranda, defendant.

"The acquired rights of Adélarde Lavallée, in the colonization lot designated as lot number 42 range VI, Beauchastel Township, district of Rouyn-Noranda",

To be sold at the chuzch door of St-Bernard de Beauchastel, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. H. CHARBONNEAU,  
Rouyn, October 18th, 1954. Sheriff.  
[1st insertion October 23rd, 1953] 38340-43-2-o

**SAGUENAY**

Canada — Province de Québec  
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **HENRI BOUCHARD**, avo-  
N° 7664. { cat, domicilié en la cité  
de Québec, demandeur; vs  
**JEAN MARIE & BERNADETTE TREM-  
BLAY**, tous deux domiciliés à La Malbaie,  
Charlevoix, défendeurs;

1° Le lot cinq cent quarante-neuf (549) du cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne.

2° Le lot cinq cent quarante-sept (547) du cadastre de St-Étienne de La Malbaie, et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° L'Hôtel Charlevoix faisant partie du lot quatre-vingt-deux (82) de la paroisse de St-Irenée avec toutes bâtisses dessus construites, comprenant l'Hôtel et ses dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif de La Malbaie, **MARDI le DEUX NOVEMBRE 1954 à DIX heures de l'avant-midi.**

Fait et signé à La Malbaie, ce 21 septembre 1954.

38149-40-2-0 Le Shérif,  
**PIERRE NÉRON.**

**SAGUENAY**

Canada — Province of Quebec  
District of Saguenay

Superior Court, { **HENRI BOUCHARD**, advo-  
No. 7664. { cate, domiciled in the  
city of Quebec, plaintiff; vs  
**JEAN MARIE & BERNADETTE TREM-  
BLAY**, both domiciled at La Malbaie, Charle-  
voix, defendants.

1. Lot five hundred and forty-nine (549) of the official cadastre of the parish of St-Étienne.

2. Lot five hundred and forty-seven (547) of the cadastre of St-Étienne of La Malbaie, and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The Charlevoix Hotel forming part of lot eighty-two (82) of the parish of St-Irenée with all buildings thereon erected, comprising the hotel and its dependencies.

To be sold at the office of the Sheriff of La Malbaie, **TUESDAY, NOVEMBER SECOND, 1954 at TEN o'clock in the forenoon.**

Made and signed at La Malbaie, this 21st day of September, 1954.

38149-40-2 **PIERRE NÉRON,**  
Sheriff.

Canada — Province de Québec  
District de Saguenay

N° 16,030 { **BENOIT JONCAS**, commerçant  
{ et industriel, domicilié à Ma-  
tane, P.Q., demandeur; vs **JOS.  
LIZOTTE**, domicilié à Sept-Iles, (Saguenay),  
P.Q., défendeur.

Le lot trois cent un (301), deuxième rang du cadastre officiel du canton Letellier, ville de Sept-Iles, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sept-Iles, **MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1954, à DEUX et DEMIE heures de l'après-midi.**

Fait et signé à La Malbaie, ce 18 octobre 1954.

38337-43-2-0 Le Shérif,  
**PIERRE NÉRON.**

Canada — Province of Quebec  
District of Saguenay

No. 16,030 { **BENOIT JONCAS**, dealer and  
{ industrialist, domiciled at Ma-  
tane, P.Q., plaintiff; vs **JOS. LI-  
ZOTTE**, domiciled at Sept-Iles, (Saguenay),  
P.Q., defendant.

Lot three hundred and one (301) second range of the official cadastre of the Letellier Township, town of Sept-Iles, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Sept-Iles, **WEDNESDAY, THE TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1954, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon.**

Made and signed at La Malbaie, this 18th day of October, 1954.

38337-43-2 **PIERRE NÉRON,**  
Sheriff.

Canada — Province de Québec  
District de Saguenay

N° 74192. { **UNIVERSAL LOAN & FI-  
NANCE CORP.**, corps  
{ politique et incorporé, légale-  
ment constitué, 213 Boulevard Charest, cité et  
district de Québec, demanderesse, vs **LÉO  
DUGUAY**, domicilié à Sept-Iles, comté et dis-  
trict de Saguenay, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante (440) du rang deux (2) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la ville de Sept-Iles, Canton Letellier, avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances. Borné vers le nord-ouest par le lot 441, vers le nord-est par la 4ième rue, vers le sud-est par le lot 439 et vers le sud-ouest par le lot 379, mesurant soixante six pieds et huit dixièmes (66<sup>8</sup>/<sub>10</sub>) de largeur par cent trente-trois pieds (133') de profondeur; contenant en superficie huit mille huit cent quatre vingt quatre pieds carrés et quatre dixièmes. M.A. (8,884.4').

Le lot 379 du cadastre officiel de la ville de Sept-Iles, Canton Letellier correspondant au lot 379 du village de Sept-Iles du cadastre officiel pour le canton Letellier, mesurant environ cent trente-deux pieds de longueur sur soixante-dix pieds de largeur la présente mesure étant appro-

Canada — Province of Quebec  
District of Saguenay

No. 74192. { **UNIVERSAL LOAN & FI-  
NANCE CORP.**, a body  
{ politic and corporate, legally  
incorporated, 213 Charest Boulevard, city and  
district of Quebec, Plaintiff vs **LÉO DUGUAY**,  
residing at Sept-Iles, county and district of  
Saguenay, defendant.

A lot of land known and designated under number four hundred and forty (440) Range two (2), according to the official plan and book of reference of the cadaster of the Town of Sept-Iles, Township Letellier, with building erected thereon, circumstances and dependencies. Bounded northwesterly by lot 441, northeasterly by 4th. Street, southeasterly by lot 439 and southwesterly by lot 379, measuring sixty-six feet and eight tenths (66<sup>8</sup>/<sub>10</sub>) in width by one hundred and thirty-three (133') in depth; containing an area of eight thousand eight hundred and eighty-four square feet and four tenths, E.M. (8,884.4')

Lot 379 of the official cadastre of the Town of Sept-Iles, Township Letellier, corresponding to lot 379 of the Village of Sept-Iles of the official cadastre for the Township of Letellier, measuring some one hundred and thirty-two feet in length by seventy feet in width, this measure being

ximative. Borné vers le nord-ouest par le lot 378, vers le nord-est par le lot 440, vers le sud-est par le lot 380 et vers le sud-ouest par la 3ième rue, mesurant soixante et six pieds et huit dixièmes (66'8) de largeur par cent trente-trois pieds (133') de profondeur; contenant en superficie huit mille huit cent quatre-vingt-quatre pieds carrés et quatre dixièmes (m.a. 8,884.4').

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sept-Iles, MERCREDI le VINGT-QUATRE NOVEMBRE 1954 à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 18 octobre 1954.

38338-43-2-0 Le Shérif,  
PIERRE NÉRON.

**SAINT-FRANÇOIS**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, { GERMAIN ST-PIERRE, No. 9604 { G garage man of Victoria-ville, y faisant affaires sous la raison sociale de St-Pierre Automobile Enr., demandeur, vs HERVÉ GIRARD, domicilié à Weedon, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement faisant partie du lot N° (P.87) sur le plan et livre de renvois officiels du cadastre pour le village de Weedon Centre, de la contenance de 75 pieds de front, sur 75 pieds de profondeur, tenant en front au chemin du 4ème rang en arrière, au bout de la profondeur, d'un côté à Alfred Turgeon, et de l'autre côté à Wellie Turcotte, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Janvier de Weedon, le VINGT-QUATRE NOVEMBRE 1954, à DIX heures a.m.

Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE, Sherbrooke, Ce 15 octobre 1954. 38339-43-2-0 [Première insertion le 23 octobre 1954]

**SAINT-HYACINTHE**

*Fieri Facias de Terris*  
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { COME LAJOIE, de St- No. 8213. { C Denis-sur-Richelieu, de-mandeur; vs ERNEST LAPERLE, du même endroit, défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé dans la première concession de la paroisse de St-Denis, connu et désigné comme étant partie du lot numéro deux cent quarante (ptie 240) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe; tenant, ce terrain, d'un bout, à la route actuelle N° 21; d'autre bout à la rivière Richelieu; d'un côté à J. Bte Paré; d'autre côté à partie-240 appartenant à Henri alias Ferdinand Laperle; et contenant une largeur de soixante-quinze pieds, m.a., sur la profondeur comprise entre le chemin public et la rivière Richelieu.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Denis-sur-Richelieu, le MERCREDI, VINGT-SEPT OCTOBRE 1954, à DIX heures et DEMI a.m.

Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET, St-Hyacinthe, ce 22 septembre 1954. 38115-39-2-0

approximative. Bounded northwesterly by lot 378, northeasterly by lot 440, southeasterly by lot 380 and southwesterly by 3rd. Street, measuring sixty-six feet and eight tenths (66'8) in width by one hundred and thirty-three (133') in depth; containing an area of eight thousand eight hundred and eighty-four square feet and four tenths (E.M. 8,884.4').

To be sold at the parochial Church door of Sept-Iles, WEDNESDAY the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER 1954 at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this October 18th, 1954.

38338-43-2 PIERRE NÉRON,  
Sheriff.

**SAINT FRANCIS**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of St-Francis — Sherbrooke

Superior Court, { GERMAIN ST-PIERRE, No. 9604 { G garage man of Victoria-ville, doing business there under the firm name of St-Pierre Automobile Enrg., plaintiff, vs HERVÉ GIRARD, domiciled at Weedon, defendant.

As belonging to the defendant:

"A piece of ground being part of lot No. (P. 87) upon the official cadastral plan and book of reference for the village of Weedon Centre, containing 75 feet in front, by 75 feet in depth, bounded in front to the road of the 4th range in rear, to the end of the depth, on one side to Alfred Turgeon, and on the other side to Wellie Turcotte, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Janvier de Weedon, the TWENTY-FOURTH of NOVEMBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOSEPH LABRECQUE, Sherbrooke, This 15th of October 1954. 38339-43-2-0 (First insertion, October the 23rd, 1954)

**SAINT-HYACINTHE**

*Fieri Facias de Terris*  
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { COME LAJOIE, of St-De- No. 8213. { C nis-sur-Richelieu plain-tiff; vs ERNEST LAPERLE, of the same place, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A piece of land situate in the first range of the parish of St-Denis, known and designated as being part of lot number two hundred and forty (Pt. 240) on the official plan and book of reference of the parish of St-Denis, in the county of St-Hyacinthe; bounded, to one end, by road No. 21; to the other end, by Richelieu River; to one side by J. Bte Paré; to the other side by part of lot 240 belonging to Henri alias Ferdinand Laperle; containing 75 feet in width, e.m., by the whole depth included between the public road and Richelieu River.

To be sold at the parochial church-door of Saint-Denis-sur-Richelieu, WEDNESDAY, OCTOBER TWENTY-SEVENTH, 1954, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD BOUSQUET, St-Hyacinthe, September 22th, 1954. 38115-39-2-0

**TROIS-RIVIÈRES**

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { **ALFRED LÉGARÉ**, culti-  
N° 15170. { vateur, et contracteur  
de Hervey Jonction, district  
de Québec, demandeur; vs **ALFRED FISET**,  
de Ste-Anne-de-la-Pérade, district de Trois-  
Rivières, comté de Champlain, défendeur.

“Une terre faisant partie du lot numéro cinq-  
cents (500) du cadastre officiel du comté de  
Champlain pour la paroisse de Ste-Anne de la  
Pérade, contenant un arpent et demi de large sur  
toute la profondeur qu’il y a à partir de la Rivière  
Ste-Anne à aller aux terres du second rang et  
bornée d’un côté par François Perreault et de  
l’autre à Roger Germain avec maison et granges  
et autres dépendances.”

Pour être vendu, à la porte de l’église paroissiale  
de Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain,  
le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE  
1954, à DIX heures de l’avant-midi.

Le Shérif,  
**MERCIER & PELLERIN**.  
Trois-Rivières, le 27 septembre 1954.  
38148-40-2-o

**TROIS-RIVIÈRES**

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **ALFRED LÉGARÉ**, far-  
No. 15170. { mer, and contractor of  
Hervey Junction, district of  
Quebec, plaintiff; vs **ALFRED FISET** of,  
Ste-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-  
Rivières, county of Champlain, defendant.

“A farm forming part of number five hundred  
(500) of the official cadastre of the county of  
Champlain for the parish of Ste-Anne-de-la-  
Pérade, containing one arpent and a half in  
width by the whole depth which exists from the  
St. Anne River as far as the land of Range two  
and bounded on one side by François Perreault  
and on the other by Roger Germain with house,  
barns and other dependencies.”

To be sold at the parochial church door of  
Ste-Anne-de-la-Pérade, county of Champlain,  
the THIRD day of the month of NOVEMBER  
1954, at TEN o’clock in the forenoon.

**MERCIER & PELLERIN**,  
Sheriff’s Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, September 27th, 1954.  
38148-40-2

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { **LA CAISSE POPULAIRE**  
N° 15387. { **DE STE-URSULE**, so-  
ciété d’épargne et de crédit,  
société régie par la Loi des Syndicats Coopératifs  
de Québec, ayant son siège social à Ste-Ursule,  
district de Trois-Rivières, demanderesse; vs  
**LES HÉRITIERS DE FEU ARMAND LES-  
SARD**, de son vivant résidant à Ste-Ursule, district  
de Trois-Rivières, défendeurs.

1° Une terre située en la paroisse de Ste-  
Ursule, contenant trois arpents de largeur sur  
douze arpents de profondeur, plus ou moins,  
connue et désignée comme faisant partie du  
numéro deux cent trente-neuf (P239) aux plan et  
livre de renvoi officiels pour la paroisse de Ste-  
Ursule, bornée en front par le chemin public de  
Fontarabie, en profondeur par Joseph Carle, en  
haut par Arsène Noël, en bas, par Alfred Tessier  
avec les bâtisses y érigées.

2° Une autre terre située dans la même paroisse,  
connue et désignée sous le numéro cent  
soixante-sept (167) aux plan et livre de renvoi  
officiels pour la dite paroisse, contenant environ  
soixante et dix arpents en superficie.

Pour être vendu, à la porte de l’église paroissiale  
de Ste-Ursule, comté de Maskinongé, le  
QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE  
1954 à DIX heures de l’avant-midi.

Le Shérif,  
**MERCIER & PELLERIN**.  
Bureau du Shérif,  
Trois-Rivières, 29 septembre 1954. 38173-40-2-o

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **LA CAISSE POPULAIRE**  
No. 15387. { **DE STE-URSULE**, cre-  
dit and saving association,  
association managed by the Quebec Cooperative  
Syndicates’ Act, having its head office at Ste-  
Ursule, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs  
**THE HEIRS OF THE LATE ARMAND LES-  
SARD**, in his lifetime residing at Ste-Ursule,  
district of Trois-Rivières, defendants.

1. A farm situate in the parish of Ste-Ursule,  
containing three arpents in width by twelve  
arpents in depth, more or less, known and desig-  
nated as forming part of number two hundred  
and thirty-nine (Pt. 239) on the official plan and  
in the book of reference for the parish of Ste-  
Ursule, bounded in front by the public highway  
of Fontarabie, in depth, by Joseph Carle, above,  
by Arsène Noël, below, by Alfred Tessier with  
the buildings thereon erected.

2. Another farm situate in the same parish,  
known and designated under number one  
hundred and sixty-seven (167) on the official plan  
and in the book of reference for the said parish,  
containing about seventy arpents in superficial  
area.

To be sold at the parochial church door of  
Ste-Ursule, county of Maskinongé, on the  
FOURTH day of the month of NOVEMBER,  
1954, at TEN o’clock in the forenoon.

**MERCIER & PELLERIN**,  
Sheriff’s Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, September 29, 1954. 38173-40-2

**Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 43**

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

1037 — Concernant la soustraction au  
jalonnement en claims miniers de  
certains terrains dans le canton de  
Holland, Gaspé-Nord. . . . . 3121

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 43**

**ORDERS IN COUNCIL:**

1037 — Concerning the withdraw al  
from staking as mining claims, cer-  
tain pieces of land in the Township  
of Holland, Gaspé-North. . . . . 3121

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	3085	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	3085
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
A. C. Baker Company Ltd. (Dist. de l'actif).....	3118	A. C. Baker Company Ltd. (Dist. of the assets).....	3118
Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd (Barrage).....	3120	Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd. (Dam).....	3120
Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd. (Centrale hydro-électrique)....	3120	Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd. (Hydro-electric plant).....	3120
Columbia Cellulose Company, Limited (Agent principal).....	3117	Columbia Cellulose Company, Limited (Chief agent).....	3117
Gordon Manufacturing Co. Limited (Directeurs).....	3119	Gordon Manufacturing Co. Limited (Directors).....	3119
Jean Talon Shopping Centre Inc. (Directeurs).....	3120	Jean Talon Shopping Centre Inc. (Directors).....	3120
Kerrin, Egan, Freeman Co. (Directeurs).....	3117	Kerrin, Egan, Freeman Co. (Directors).....	3117
Komo Construction Limited (Directeurs).....	3117	Komo Construction Limited (Directors).....	3117
Laval Securities Limited (Dist. de l'actif).....	3117	Laval Securities Limited (Dist. of the assets).....	3117
Légaré Foundry Limited (Directeurs).....	3117	Légaré Foundry Limited (Directors)....	3117
Overseas Trading and Finance Company Limited (Directeurs).....	3118	Overseas Trading and Finance Company Limited (Directors).....	3118
Parent, village de (Barrage).....	3116	Parent, village of (Dam).....	3116
Rediffusion Inc. (Directeurs).....	3118	Rediffusion Inc. (Directors).....	3118
<b>BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:</b>		<b>BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:</b>	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	3098	Concerning to private bills to be introduced during the coming session....	3098
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER:</b>	
Four Seventeen St. Peter Street Ltd. ...	3122	Four Seventeen St. Peter Street Ltd....	3122
Galibert Leather Co. Ltd.....	3122	Galibert Leather Co. Ltd.....	3122
J. H. Minet & Co. (Canada) Ltd.....	3122	J. H. Minet & Co. (Canada) Ltd.....	3122
Laval Securities Limited.....	3121	Laval Securities Limited.....	3121
Melcan Textiles Corp.....	3122	Melcan Textiles Corp.....	3122
<b>COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:</b>		<b>COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:</b>	
Organon Inc.....	3123	Organon Inc.....	3123
<b>COMPAGNIE DISSOUTE:</b>		<b>COMPANY DISSOLVED:</b>	
Compagnie de Terrains Vinet Limitée — The Vinet Land Company Limited	3123	Compagnie de Terrains Vinet Limitée — The Vinet Land Company Limited	3123
<b>DEMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATIVE:</b>	
Association de la Communauté d'Abestos <i>et al.</i> .....	3109	Asbestos Community Association <i>et al.</i>	3109
Blanchet, Onésiphore <i>et vir.</i> .....	3111	Blanchet, Onésiphore <i>et vir.</i> .....	3111
Boutet, Joseph-André-Maurice.....	3099	Boutet, Joseph-André-Maurice.....	3099
Boyer de la Giroday, Jean Marie Joseph	3105	Boyer de la Giroday, Jean Marie Joseph	3105
Bromirski, Alfred <i>et vir.</i> .....	3119	Bromirski, Alfred <i>et vir.</i> .....	3119
Cap-de-la-Madeleine, cité.....	3109	Cap-de-la-Madeleine, city.....	3109
Chute-aux-Outarde, village.....	3109	Chute-aux-Outarde, village.....	3109
Commission de Transport de Montréal.	3108	Montreal Transportation Commission.	3108
Compagnie Paquet, Limitée.....	3103	Paquet Company Limited.....	3103
Contrecoeur, commissaires d'écoles du village de.....	3101	Contrecoeur, School Commissioners of the village of.....	3101
Delâge, Alfred.....	3109	Delâge, Alfred.....	3109
Grand'Mère, commissaires d'écoles de.	3099	Grand'Mère, School Commissioners of.	3099
Hàvre-aux-Maisons, Corporation.....	3109	Hàvre-aux-Maisons, Corporation.....	3109
Hôtel-Dieu de Lévis.....	3125	Hôtel-Dieu de Lévis.....	3125
Hôpital de L'Espérance de St-Laurent.	3099	Hôpital de L'Espérance de St-Laurent.	3099
Ile Perrôt, Corporation municipale....	3106	Ile Perrôt, Municipal Corporation.....	3106
Kallos, Tibère.....	3103	Kallos, Tibère.....	3103
Kénogami, commissaires d'écoles de la ville de.....	3101	Kénogami, School Commissioners of the town of.....	3101
Lachine, Commissaires d'écoles de la ciré de.....	3124	Lachine, School Commissions of the city of.....	3124
La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.....	3104	La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.....	3104

Larouche, Georges-Émile . . . . .	3102	Larouche, Georges-Émile . . . . .	3102
La Société Coopérative Agricole du Canton de Granby . . . . .	3125	La Société Coopérative Agricole du Canton de Granby . . . . .	3125
La Solidarité Compagnie d'Assurance sur la vie . . . . .	3104	La Solidarité Compagnie d'Assurance sur la vie . . . . .	3104
La Tuque, ville de . . . . .	3102	La Tuque, town of . . . . .	3102
Latreille, Raoul <i>et vir.</i> . . . .	3125	Latreille, Raoul <i>et vir.</i> . . . .	3125
Legault, Gérald . . . . .	3124	Legault, Gerald . . . . .	3124
Les Recluses Missionnaires de Jésus- Marie . . . . .	3105	Les Recluses Missionnaires de Jésus- Marie . . . . .	3105
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis . . . . .	3125	Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis . . . . .	3125
L'Institut des Petites Filles de Saint- Joseph . . . . .	3041	L'Institut des Petites Filles de Saint- Joseph . . . . .	3041
Nadeau, Dr J. D. <i>et vir.</i> . . . .	3110	Nadeau, Dr J. D., <i>et vir.</i> . . . .	3110
New Apostolic Church of North America . . . . .	3110	New Apostolic Church of North America . . . . .	3110
Noranda, cité . . . . .	3110	Noranda, city . . . . .	3110
Pont-Viau, ville de . . . . .	3107	Pont-Viau, town of . . . . .	3107
Prentovitch, Jules . . . . .	3124	Prentovitch, Jules . . . . .	3124
Rouyn, cité de . . . . .	3107	Rouyn, city of . . . . .	3107
Roy, Carlyle A., <i>et al.</i> . . . .	3123	Roy, Carlyle A., <i>et al.</i> . . . .	3123
Société St-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée . . . . .	3105	Société St-Jean-Baptiste Diocésaine de Rimouski Incorporée . . . . .	3105
Société St-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières, Inc. . . . .	3105	Société St-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières, Inc. . . . .	3105
Ste-Geneviève, paroisse de . . . . .	3103	Ste-Geneviève, parish of . . . . .	3103
Succession Abbé Adélarde Desrosiers . . . . .	3104	Estate of Abbé Adélarde Desrosiers . . . . .	3104
Succession Hon. Charles-Séraphin Ro- dier . . . . .	3102	Estate of Hon. Charles-Séraphin Ro- dier . . . . .	3102
Succession Gaston Gagnon . . . . .	3101	Estate of Gaston Gagnon . . . . .	3101
Succession Lady Amy Redpath Roddick . . . . .	3101	Estate of Lady Amy Redpath Roddick . . . . .	3101
Succession Romain Joron . . . . .	3107	Estate Romain Joron . . . . .	3107
St-Gabriel de Brandon, commissaires d'écoles du village de <i>et al.</i> . . . .	3100	St-Gabriel de Brandon, School Commis- sioners of the village of <i>et al.</i> . . . .	3100
Terrebonne, ville de . . . . .	3099	Terrebonne, town of . . . . .	3099
Verdun, cité de . . . . .	3102	Verdun, city of . . . . .	3102
Waterloo, Commissaire d'écoles . . . . .	3106	Waterloo, School Commissions . . . . .	3106
Waterloo, Ville de . . . . .	3106	Waterloo, town of . . . . .	3106
Westmount, cité . . . . .	3111	Westmount, city . . . . .	3111

## DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

## AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole Régionale St-Casimir (Nom changé) . . . . .	3125
---	------

## INSTRUCTION PUBLIQUE:

*Municipalité scolaire de:*

Clarke City . . . . .	3126
Cowansville, (protestante) . . . . .	3126
St-Michel-de-Wentworth (Catholique) . . . . .	3126

## TRAVAIL:

*Industrie ou métiers de:*

Commerce de détail, cité de Chicoutimi (Modification) . . . . .	3126
Industrie de la Construction, région de Chicoutimi (Modification) . . . . .	3127
L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc. <i>et al.</i> (Avis) . . . . .	3127

## EXAMEN DU BARREAU:

Arthabaska, étude du droit . . . . .	3130
Montréal, étude du droit . . . . .	3130

## LETTRES PATENTES:

Cadotte & Demers Ltée — Cadotte & Demers Ltd. . . . .	3086
Caisse de Secours du Diocèse d'Amos . . . . .	3132
Canaraga Corporation Ltd. . . . .	3087
Centre Récréatif de St-Honoré . . . . .	3087
Chez Parée Lingerie Ltd. . . . .	3087
Club de la Sécurité Routière du Québec . . . . .	3088

## DEPARTMENTAL NOTICES:

## AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole Régionale St-Casimir (Nom changed) . . . . .	3125
--	------

## EDUCATION:

*School Municipality of:*

Clarke City . . . . .	3126
Cowansville, (Protestant) . . . . .	3126
St-Michel-de-Wentworth (Catholic) . . . . .	3126

## LABOUR:

*Industry or Trades of:*

Retail trade, city of Chicoutimi (Amend- ment) . . . . .	3126
Construction industry, region of Chi- coutimi (Amendment) . . . . .	3127
The Retail Merchants Association of Canada-Quebec, Inc. <i>et al.</i> (Notice) . . . . .	3127

## BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska, study of the law . . . . .	3130
Montreal, study of the law . . . . .	3130

## LETTRES PATENTES:

Cadotte & Demers Ltée — Cadotte & Demers Ltd . . . . .	3086
Caisse de Secours du Diocèse d'Amos . . . . .	3132
Canaraga Corporation Ltd. . . . .	3087
Centre Récréatif de St-Honoré . . . . .	3087
Chez Parée Lingerie Ltd. . . . .	3087
Club de la Sécurité Routière du Québec . . . . .	3088

Crémazie Building Inc. ....	3088	Crémazie Building Inc. ....	3088
Dumont Nickel Corporation. ....	3088	Dumont Nickel Corporation. ....	3088
Eastree Lumber & Builders Supplies Ltd. ....	3089	Eastree Lumber & Builders Supplies Ltd. ....	3089
Finance Locale Inc.—(Local Finance Inc.) ....	3089	Finance Locale Inc.—(Local Finance Inc.) ....	3089
Gaspé Théâtres Limited. ....	3089	Gaspé Théâtres Limited. ....	3089
Goleb Merchandising Inc. ....	3090	Goleb Merchandising Inc. ....	3090
Gonthier & Gagnon Cie Ltée. ....	3090	Gonthier & Gagnon Cie Ltée. ....	3090
Imprimerie J.-E. Bérard Limitée. ....	3091	Imprimerie J.-E. Bérard Limitée. ....	3091
Jalbert Realities Inc. ....	3091	Jalbert Realities Inc. ....	3091
J. Gaston Forand Inc. ....	3091	J. Gaston Forand Inc. ....	3091
J. P. Nolet Enterprises Ltd. ....	3092	J. P. Nolet Enterprises Ltd. ....	3092
La Cie d'Aqueduc de St-Léon de Standon. ....	3092	La Cie d'Aqueduc de St-Léon de Standon. ....	3092
Le Centre Médical du Nord Ltée. ....	3092	Le Centre Médical du Nord Ltée. ....	3092
Le Club de Hockey "Les Trois-Rivières" Limitée. ....	3093	Le Club de Hockey "Les Trois-Rivières" Limitée. ....	3093
Le Comptoir Moderne Ltée. ....	3093	Le Comptoir Moderne Ltée. ....	3093
Les Auxiliaires Féminines Internationales Catholique (Montréal). ....	3132	Les Auxiliaires Féminines Internationales Catholique (Montréal). ....	3132
Les Loisirs de St-Pie Inc. ....	3093	Les Loisirs de St-Pie Inc. ....	3093
Les Meubles Chez Henri Inc. ....	3094	Les Meubles Chez Henri Inc. ....	3094
Les Missionnaires Laïques de Notre-Dame. ....	3132	Les Missionnaires Laïques de Notre-Dame. ....	3132
Lucien A. Foisy Inc. ....	3094	Lucien A. Foisy Inc. ....	3094
Magasin Continental (St-Félicien) Ltée — Continental Store (St-Félicien) Ltd. ....	3094	Magasin Continental (St-Félicien) Ltée — Continental Store (St-Félicien) Ltd. ....	3094
Mde Laure Fortin Ltée. ....	3095	Mde Laure Fortin Ltée. ....	3095
Mercantile Finance Corporation Ltd. ....	3095	Mercantile Finance Corporation Ltd. ....	3095
Modern Business Forms Limited. ....	3096	Modern Business Forms Limited. ....	3096
Modern Development Inc. ....	3096	Modern Development Inc. ....	3096
Oeuvre des Vocations du Diocèse de Québec. ....	3131	Oeuvre des Vocations du Diocèse de Québec. ....	3131
Pan American Construction Co. Ltd. ....	3096	Pan American Construction Co. Ltd. ....	3096
Pépinière Côte de Liesse Nursery Inc. ....	3097	Pépinière Côte de Liesse Nursery Inc. ....	3097
Robert Côté & Fils Limitée. ....	3097	Robert Côté & Fils Limitée. ....	3097
St-Maurice Finance Corporation Ltd. ....	3097	St-Maurice Finance Corporation Ltd. ....	3097
Super Service Forwarding Ltd. ....	3098	Super Service Forwarding Ltd. ....	3098
Verdun Motor Corporation Limited. ....	3098	Verdun Motor Corporation Limited. ....	3098

LIQUIDATION, AVIS DE:

Syndicat Coopératif des Surplus de Lait de Québec. ....	3132
---	------

NOMINATIONS:

Diverses. ....	3133
----------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Terrebonne au territoire de la municipalité du village de Bois-des-Filion. ....	3134
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires. ....	3133

SIÈGES SOCIAUX:

Dwan Copper Company Ltd. ....	3135
Hudson Investment Ltd. ....	3135
Kent House Hotel Ltée. ....	3134
Trébor Inc. ....	3135
United Welding Processes (Can.) Inc. ....	3135

SOUSSIONS:

Hull, ville de (Correction). ....	3135
Lacolle, village. ....	3136
Notre-Dame-des-Laurentides, Commissaires d'écoles. ....	3143
Roguenau, paroisse. ....	3137
Rivière-des-Prairies, Commissaires d'écoles. ....	3146

WINDING UP NOTICES:

Syndicat Coopératif des Surplus de Lait de Québec. ....	3132
---	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. ....	3133
---------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the extension of jurisdiction of the Municipal Court of the town of Terrebonne to the territory of the municipality of the village of Bois-des-Filion. ....	3134
Covocation of the Legislature for the dispatch of business. ....	3133

HEAD OFFICES:

Dwan Copper Company Ltd. ....	3135
Hudson Investment Ltd. ....	3135
Kent House Hotel Ltée. ....	3134
Trébor Inc. ....	3135
United Welding Processes (Can.) Inc. ....	3135

TENDERS:

Hull, town of (Correction). ....	3135
Lacolle, village. ....	3136
Notre-Dame-des-Laurentides, School Commissions. ....	3143
Roguenau, parish. ....	3137
Rivière-des-Prairies, School Commissioners. ....	3146

Ste-Anne-de-Bellevue, ville de.....	3148	Ste-Anne-de-Bellevue, town of.....	3148
Ste-Croix, Commissaires d'écoles.....	3140	Ste-Croix, School Commissioners.....	3140
St-Joachim-de-Tourelle, Commissaires d'écoles.....	3145	St-Joachim-de-Tourelle, School Commissioners.....	3145
Ste-Pétronille, Commissaires d'écoles..	3142	Ste-Pétronille, School Commissioners..	3142
Ste-Rose, Commissaires d'écoles.....	3139	Ste-Rose, School Commissioners.....	3139
Village-du-Moulin, Commissaires d'écoles.....	3141	Village-du-Moulin, School Commissioners.....	3141
<b>VENTES, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALES, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Sénéchal, François.....	3147	Sénéchal, François.....	3147
<b>VENTES POUR TAXES:</b>		<b>SALES FOR TAXES:</b>	
Cowansville, ville de.....	3148	Cowansville, town of.....	3148
Hull, cité de.....	3112	Hull, city of.....	3112
Lévis, cité de.....	3111	Lévis, city of.....	3111
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>BEDFORD:</b>		<b>BEDFORD:</b>	
Choquette vs Choquette.....	3149	Choquette vs Choquette.....	3149
<b>HULL:</b>		<b>HULL:</b>	
La Banque Provinciale du Canada vs Cadieux.....	3150	La Banque Provinciale du Canada vs Cadieux.....	3150
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Sokoloff vs St-Armand.....	3150	Sokoloff vs St-Armand.....	3150
<b>NICOLET:</b>		<b>NICOLET:</b>	
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Canada Woodwork Limited	3150	La Société de Prêts et Placements de Québec vs Canada Woodwork Limited	3150
<b>RICHELIEU:</b>		<b>RICHELIEU:</b>	
Lareault vs Fleurant.....	3151	Lareault vs Fleurant.....	3151
<b>ROUYN-NORANDA:</b>		<b>ROUYN-NORANDA:</b>	
La Banque Canadienne Nationale vs Lavallée.....	3151	La Banque Canadienne Nationale vs Lavallée.....	3151
<b>SAGUENAY:</b>		<b>SAGUENAY:</b>	
Bouchard vs Tremblay <i>et al.</i> .....	3152	Bouchard vs Tremblay <i>et al.</i> .....	3152
Joncas vs Lizotte.....	3152	Joncas vs Lizotte.....	3152
Universal Loan & Finance Corp. vs Duguay.....	3152	Universal Loan & Finance Corp. vs Duguay.....	3152
<b>SAINT-FRANÇOIS:</b>		<b>SAINT FRANCIS:</b>	
St-Pierre vs Girard.....	3153	St-Pierre vs Girard.....	3153
<b>ST-HYACINTHE:</b>		<b>ST-HYACINTHE:</b>	
Lajoie vs Laperle.....	3153	Lajoie vs Laperle.....	3153
<b>TROIS-RIVIÈRES:</b>		<b>TROIS-RIVIÈRES:</b>	
La Caisse Populaire de Ste-Ursule vs Heirs of Armand Lessard.....	3154	La Caisse Populaire de Ste-Ursule vs Héritiers Armand Lessard.....	3154
Légaré vs Fiset.....	3154	Légaré vs Fiset.....	3154
38277-0		38277-0	